HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE.

TOME TROISIÈME.



HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE,

ÉCRITE AVEC LES DOCUMENTS RÉUNIS AUX ARCHIVES
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

1800 — 1815

PAR ARMAND LEFEBVRE,
Ancien attaché au ministère des affaires étrangères.

TOME TROISIÈME.

Bruxelles.
MELINE, CANS ET COMPAGNIE.
LIBRAIRIE, IMPRIMERIE, FONDERIE.

1846

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE,

1800 — 1815.

CHAPITRE XV.

Impression déplorable produite à Berlin par la nouvelle de la violation du territoire d'Anspach. — Soulèvement des esprits. — Intrigues du parti coalitionnaire : le roi cède aux passions déchaînées : il arme contre la France. — Arrivée soudaine de l'empereur Alexandre à Berlin. — Effet produit sur le roi par la nouvelle du désastre de Mack. — Arrivée de l'archiduc Antoine à Berlin. — Convention signée le 3 novembre à Potsdam. — Mission de M. d'Haugwitz auprès de l'empereur Napoléon. — Visite au tombeau du grand Frédéric : adieux. — Opérations navales. — Bataille de Trafalgar.

Les joies du triomphe que l'empereur venait de remporter à Ulm ne devaient pas être sans mélange d'amertume. Presque au même moment où ses armes détruisaient l'avant-garde de la coalition, la

fortune lui faisait expier cruellement ses faveurs ; elle le frappait à la fois à Berlin dans sa politique, et à Trafalgar dans sa marine.

L'empereur Alexandre avait appris à Brzesc le refus de Frédéric-Guillaume d'accorder aux Russes le passage à travers la Silésie. Il ne s'était pas attendu à tant de fermeté de la part de ce prince : il eut peur de l'avoir blessé, et il lui écrivit aussitôt une lettre remplie des protestations les plus vives de son respect pour l'indépendance de son territoire, désavoua toute parole qui aurait pu offenser sa délicatesse, et le pria, avec de nouvelles et plus vives instances, de lui accorder une entrevue. Le jeune prince Dolgorouki, un de ses aides de camp, fut chargé de porter cette lettre à Berlin.

L'énergie de Frédéric-Guillaume avait été épuisée par sa ferme et loyale réponse à l'empereur Alexandre, et il n'était pas sans ressentir un fond d'inquiétude de l'effet qu'elle avait pu produire. La lettre du czar lui causa une vive et secrète joie. Mais, attentif à n'altérer par aucune démarche compromettante ses rapports de neutralité amicale et pacifique avec l'empereur Napoléon, il déclina pour la seconde fois l'entrevue demandée. Il venait de congédier le prince Dolgorouki, et se croyait enfin sorti des passes dangereuses au milieu desquelles il lui fallait gouverner, quand un courrier de la régence d'Anspach vint lui apprendre que le maréchal Bernadotte avait méconnu la neutralité du margraviat et forcé le passage.

Depuis six mois, ce prince avait mis son honneur à repousser tous les efforts tentés de part et d'autre pour l'entraîner sur les champs de bataille : il n'avait pas failli un seul jour, du moins dans ses actes officiels, au système d'impartiale neutralité dont il avait fait le principe régulateur de sa politique : il avait le droit de compter qu'à leur tour les puissances belligérantes éviteraient de porter la moindre atteinte à l'indépendance de son territoire. Il est donc certain que la violation du territoire d'Anspach recevait de la situation délicate dans laquelle se trouvait ce prince une extrême gravité. En l'apprenant, il fut saisi de douleur et de colère : son premier mouvement fut d'arrêter la marche des corps qui se rendaient en Poméranie et dans la Pologne prussienne, et de leur donner une direction offensive contre la France. Pendant plusieurs jours, les portes de son palais furent interdites à M. de la Forest et au grand maréchal : l'on alla même jusqu'à mettre en délibération s'il ne leur serait pas signifié de quitter sur-le-champ Berlin. L'émotion, gagnant de proche en proche, envahit bientôt les salons et l'armée. Hier encore, l'opinion semblait pencher vers la France : c'est la France qu'elle prend aujourd'hui pour l'objet de sa haine. Partout, l'on n'entend plus qu'un cri, cri de fureur et de guerre contre nous. Le duc de Brunswick, jusqu'alors si réservé, le vieux maréchal de Mœllendorf, l'un des partisans les plus prononcés de l'alliance française, mêlent leurs clameurs à celles des jeunes officiers, et disent

bien haut qu'il faut nous demander raison de l'affront qui vient d'être fait à l'honneur de la monarchie. Au milieu de cette exaltation, les amis de la paix, les esprits sages et maîtres d'eux-mêmes n'osent élever la voix.

Le chef du cabinet, le baron de Hardenberg, avait administré les deux margraviats d'Anspach et de Bayreuth ; cette circonstance nous devint funeste. Il se regarda comme personnellement outragé par la violence qui venait d'être faite à la première de ces principautés. Peut-être aussi voulait-il se faire pardonner par la reine ses récents efforts en faveur de l'alliance française : il sembla prendre à tâche d'envenimer la passion publique, et, à dater de ce jour fatal, il devint à Berlin l'adversaire le plus véhément de notre politique.

Napoléon avait écrit au roi, au sujet de l'affaire d'Anspach. Au lieu de se confondre en excuses ou de tout rejeter sur le maréchal Bernadotte, il avait affecté de traiter la violation du margraviat comme une chose de mince importance. Cette lettre produisit un effet déplorable : elle ajouta à l'exaspération de Frédéric-Guillaume et de ses ministres, qui crurent y voir une nouvelle marque de dédain. « Le « roi de Prusse n'est point un roi de Naples, dit « M. Hardenberg à M. de la Forest, et s'il avait la « faiblesse de s'y résigner, tout ce qu'il y a d'hom- « mes d'honneur en Prusse lui rappelleraient la « dignité de son rang. »

Comme il était aisé de le prévoir, le parti coali-

tionnaire ne manqua pas d'exploiter à son profit l'événement d'Anspach. Le roi n'avait pas cessé de dire qu'il se prononcerait contre le premier qui attaquerait sa neutralité. Les ministres de Russie, d'Autriche et d'Angleterre vinrent, pour ainsi dire, le sommer de tenir sa parole. C'était un tel concours d'efforts, de déclamations et de séductions qu'un esprit plus ferme que le sien y eût difficilement résisté. A ce déchaînement universel, le grand maréchal et M. de la Forest opposèrent les seuls arguments qui pouvaient atténuer les torts de Napoléon. Ils rappelèrent que, dans la dernière guerre, le père du roi, Frédéric-Guillaume II, voulant épargner à ses principautés de Franconie une violation en quelque sorte inévitable, avait pris le parti d'en délivrer le passage à tous les belligérants, n'y mettant d'autre condition que de ne pas s'y arrêter et de payer tous les frais du passage. « L'empereur avait dû « croire qu'il en serait de même dans la guerre pré- « sente. » Ils insistèrent surtout avec beaucoup de force sur ce fait, que les Bavarois et les Autrichiens avaient, les premiers, violé le territoire du margraviat. « C'était donc comme un pays ouvert à tout « le monde : la France devait-elle seule le respecter, « quand ses alliés et ses ennemis l'avaient violé « avant elle? » Assurément, ces explications étaient de nature à faire impression : en des temps plus calmes, on les eût écoutées. Le roi, plus que personne, était en mesure de les apprécier; car, à l'exemple de son père, il avait eu la pensée d'accor-

der le libre passage des deux margraviats aux troupes belligérantes. Ce furent ses ministres, ce fut surtout M. de Hardenberg, qui s'y opposèrent; mais en ce moment les esprits étaient trop exaltés pour que l'événement d'Anspach leur apparût sous son véritable jour.

Débordé par le torrent des passions vraies ou fausses déchaînées autour de lui, Frédéric-Guillaume dévia, pour la première fois, de la ligne de circonspection dont jamais, jusqu'ici, il ne s'était écarté. Attitude, langage, conduite, tout en lui changea soudainement. Dans un conseil tenu à Potsdam, il fut décidé que la Prusse tiendrait compte à la Russie de l'avantage que la France venait de prendre en traversant le margraviat d'Anspach. Vraisemblablement, la crainte qu'on exigeât de lui un acte de condescendance détermina le roi à l'offrir volontairement. Le général Kalkreuth fut dépêché à Pulawy pour annoncer à l'empereur Alexandre que le roi l'autorisait à faire passer ses troupes à travers la haute Silésie et le Lauenbourg. Par suite de cette mesure, 36,000 Russes se dirigèrent par Varsovie sur la Silésie. Dans le cas où le roi se déclarerait contre la France, ils devaient se réunir au corps d'armée commandé par le maréchal de Mœllendorf. Vers le milieu du mois de novembre, 18,000 Russes sous les ordres du comte de Tolstoï, et 12,000 Suédois débarquèrent à Stralsund, et se dirigèrent par le Lauenbourg sur le Hanovre.

Le roi fit plus encore : il annonça à la France (14

octobre 1805) qu'il se regardait désormais comme dégagé vis-à-vis d'elle de toute obligation antérieure, en ce qui touchait la neutralité du nord de l'Allemagne, et que, ne pouvant plus s'en rapporter qu'à lui-même du soin de veiller à la protection de ses peuples, il allait faire prendre à son armée les positions que réclamait leur sécurité ; c'est-à-dire que ce n'était plus contre la Russie, mais contre nous qu'on allait prendre des précautions défensives.

Enfin, le roi mit le comble à ses imprudences en annonçant sa résolution de faire occuper militairement l'électorat. Le 26 octobre, un détachement de ses troupes entra dans ce pays. Toutefois, comme on voulait se donner l'air de nous braver sans s'exposer aux dangers d'une rupture prématurée, on nous assura qu'on désirait continuer d'entretenir avec nous des relations de bonne harmonie, ce qui était bien difficile à comprendre ; car comment occuper le Hanovre sans en expulser la garnison française qui gardait la place de Hameln ? Il était évident que Frédéric-Guillaume et son gouvernement étaient déjà, de cœur et d'intention, dans le parti de la ligue.

Quand Napoléon apprit que la Prusse se préparait à lui enlever le Hanovre, il écrivit, indigné, à M. Otto, le 24 octobre : « Je ne pense pas que les « Prussiens aient l'audace de se porter en Hanovre « pour y arracher mes aigles : cela ne pourrait se « faire qu'avec du sang. Les drapeaux français « n'ont jamais souffert d'affront; je ne tiens pas au

« Hanovre, mais je tiens plus à l'honneur qu'à la « vie. » Il fit de suite expédier au général Barbon, qui commandait la place, l'ordre de résister aux Prussiens s'ils osaient le sommer de la rendre.

Cependant tous les ressorts étaient mis en œuvre par la faction coalitionnaire pour échauffer l'opinion, et, par l'opinion, réagir sur Frédéric-Guillaume et l'entraîner. « La Prusse, disaient les chefs « du parti, en se jetant hardiment dans la mêlée, « donnerait la victoire aux alliés et assurerait leur « salut et le sien : si, au contraire, elle laissait l'Au- « triche et la Russie succomber, elle préparerait sa « chute prochaine et sa honte ; car Napoléon, après « avoir terrassé la ligue, demanderait compte au roi « de son attitude menaçante, et lui ferait expier « cruellement les inquiétudes qu'il lui aurait don- « nées. » Des écrits sortaient de toutes les presses pour reprocher à ce prince son immobilité : c'était un concert étourdissant de conseils, d'excitations, de prédictions sinistres. Ces écrits, inspirés, les uns par des passions soudoyées, les autres par un patriotisme exalté, circulaient des bords de la Baltique jusqu'aux extrémités du Tyrol, et y excitaient une fermentation impossible à décrire [1].

[1] Parmi ces productions, qui dorment aujourd'hui dans la poussière, il en est une qui mérite d'en être tirée, parce qu'elle a contribué à développer dans le cœur des peuples allemands ces germes de haine que nous verrons éclater plus tard contre nous avec tant de fureur, et qu'elle leur a appris le secret de nous vaincre en s'unissant.

L'ouvrage, qui avait pour titre *Fragment d'un chapitre*

Mais le comte d'Haugwitz, envoyé à Vienne pour y porter des conseils pacifiques, était venu rendre compte de son infructueuse mission. Consulté par

inédit de Polybe, était supposé avoir été trouvé dans la bibliothèque d'un couvent des moines du mont Athos. L'auteur était ce même comte d'Entraigues, émigré français que l'empereur Alexandre avait honoré de sa protection et attaché à son ambassade à la cour de Dresde.

Annibal est retiré chez Antiochus de Syrie, lorsque Philippe, qui règne sur la Macédoine, menacé d'être attaqué par les Romains, députe vers le roi de Syrie, pour le déterminer à faire alliance avec lui contre l'ennemi commun.

Antiochus, c'était le roi de Prusse. L'empereur d'Autriche était caché sous le nom de *Philippe de Macédoine*. *Arsace*, roi des Parthes, c'était l'empereur Alexandre. On devine bien que ces *Romains* contre lesquels le monde entier se ligue, ce sont les Français.

Antiochus (Frédéric-Guillaume), incertain du parti qu'il doit prendre, désire avoir l'avis d'Annibal, qui est introduit dans le conseil; irréconciliable ennemi de la puissance romaine, il conseille à Antiochus de ne point abandonner Philippe (l'empereur d'Autriche), dans une circonstance qu'il regarde comme décisive, et il s'efforce de lui prouver que la chute du roi de Macédoine entraînera infailliblement la sienne. « Avilir les rois, dit-il, est devenu un des systèmes « du sénat de Rome : il entre dans sa politique, quand il les a « déshonorés, de les laisser peser de tout le poids de leur « honte sur les peuples qu'il gouverne et de les étouffer « d'ignominie et de mépris : tous les rois de l'Asie, il a résolu « de les détruire successivement et d'employer à la ruine de « celui qu'il attaque le second les forces de la puissance « qu'il a vaincue la première, et de fondre sur la troisième « avec les moyens réunis des deux autres. »

Annibal finit par inviter tous les rois de l'Asie, au nom de leur propre salut, à ajourner leurs jalousies et à invoquer

le roi sur la conduite à tenir en de telles circonstances, il émit l'opinion qui fut partagée par le duc de Brunswick et le maréchal de Mœllendorf, qu'il était trop tôt ou trop tard pour se prononcer, et qu'il fallait attendre le résultat des premiers chocs. « Le « moment ne pouvait tarder, car les Français fai-« saient de grands progrès sur tous les points : déjà « ils avaient inondé la Souabe, et les armées étaient « en présence. » Cet avis flattait les penchants du roi à l'inaction ; il l'emporta sur celui des partisans de la guerre immédiate.

Visiblement, l'impression produite sur le roi par l'événement d'Anspach commençait à s'affaiblir. Rendu au calme de la réflexion, il sentait qu'il était insensé de faire d'un tel grief une cause de rupture avec la France. Sans le dire hautement, il n'était plus occupé qu'à concilier ce qui était dû à sa dignité avec le maintien de la paix. Ainsi, il renonça au projet annoncé d'occuper militairement le Hanovre : il se contenta de prendre possession du duché proprement dit, laissant le reste de l'é-

l'appui du grand roi des Parthes (l'empereur Alexandre), qui, dit-il, ne veut que la gloire de l'Asie et l'indépendance de ses rois.

Le duc de Brunswick, caché sous le nom d'*Ariathès*, prince de Cappadoce, et le comte d'Haugwitz sous celui d'*Héraclide de Byzance*, tous les deux partisans reconnus de la France, sont traités fort sévèrement dans cette brochure où des images vives et fortes, et une éloquence brûlante, ne pouvaient manquer de soulever toutes les passions de l'Allemagne.

lectorat accessible aux attaques des Anglais, des Russes et des Suédois : or, les choses ne valent qu'autant qu'elles sont entières, et ce système de demi-mesures, qui avait pour but de ne heurter violemment personne, n'était propre qu'à lui attirer l'inimitié et le mépris de tous. « L'empereur « saura bien reprendre le Hanovre, si on l'y force, « dès qu'il en aura fini avec les Autrichiens, ce qui « ne peut tarder, écrivait M. de Talleyrand, le 24 « novembre. Si la Prusse occupe le Hanovre pour « en interdire l'entrée aux Russes et aux Suédois, « l'occupation sera regardée comme un service « rendu; mais si, en s'emparant de l'électorat, elle « en permet le passage à nos ennemis pour blo- « quer Hameln et attaquer la Hollande, ce sera la « guerre. » Chatouilleux sur le point d'honneur et faible à la fois, Frédéric-Guillaume ne savait ni dévorer ses ressentiments ni se venger.

Cependant le parti qui poussait violemment ce prince dans les bras de la coalition le voyait avec douleur retomber dans ses habitudes d'immobilité : il sentait que, pour réveiller sa colère assoupie, il ne fallait rien moins que la présence et l'ascendant de l'empereur Alexandre. Il n'y avait pas un moment à perdre : les événements militaires marchaient avec une rapidité effrayante : si l'Autriche était frappée d'un grand désastre avant qu'on eût arraché à Frédéric-Guillaume une résolution énergique, il faudrait désespérer d'obtenir jamais sa coopération. Des courriers furent donc expédiés

dans le plus grand secret à l'empereur Alexandre, pour le presser de se rendre à Berlin : on l'assurait que sa présence donnerait une impulsion décisive aux conseils guerriers et entraînerait le roi.

Alexandre s'abandonna à cette inspiration : il quitta Pulawy, et arriva d'un trait, sans être attendu, le 25 octobre, à Berlin. En descendant de voiture, il se jeta dans les bras de Frédéric-Guillaume, qui était venu le recevoir au pied du grand escalier de son palais, et l'embrassa plusieurs fois. La reine était dans la salle des gardes ; il l'embrassa aussi, et lui dit avec une vivacité de sentiment qui fut remarquée que mille obstacles avaient retardé son impatience : la reine parut fort émue.

L'empereur Alexandre n'avait rien de la timidité mélancolique du roi : brillant, vif et plein de grâces, il avait, au plus haut degré, cette assurance que donnent le trône et l'habitude des hommages. Un tour d'esprit chevaleresque, qu'il portait jusque dans sa politique, donnait à sa parole un air de franchise qui lui gagnait tous les cœurs. Mais, sous un air d'abandon, il cachait, comme nous l'avons dit, un esprit toujours maître de lui et plein de finesse. Avait-il une difficulté à résoudre, un point favori à emporter, personne ne savait mieux que lui l'art de toucher et de convaincre. Dans la circonstance présente, il ne négligea rien pour gagner le roi, la cour et l'armée : son succès passa ses espérances. A sa vue, toutes les âmes s'émurent, tous les courages s'exaltèrent, et le cri de guerre, un

moment apaisé, retentit de nouveau dans les salons et les casernes. La politique emprunta à la galanterie toutes ses fascinations : la reine, troublée, subjuguée, se mit à la tête de la faction belliqueuse, et embrassa ce rôle avec l'ardeur déréglée que les femmes mettent dans leurs passions.

On venait d'emmener à Potsdam l'illustre voyageur pour le dérober, disaient les ministres, à l'atmosphère trop exaltée de Berlin, mais, dans le fait, pour soustraire à l'œil attentif des envoyés de France le mystère des négociations qui allaient s'ouvrir, quand tout à coup une nouvelle terrible, accablante, celle de la capitulation d'Ulm, vint glacer tous ces transports guerriers.

L'arrivée de l'archiduc Antoine et ses récits mirent le comble à la douleur des souverains; sans révéler toute l'étendue des malheurs de l'Autriche, il en dit assez pour faire comprendre au roi que s'il ne se hâtait de voler au secours de cette monarchie, elle succomberait infailliblement, que tout équilibre serait rompu en Europe, et que la Prusse ne tarderait pas à tomber elle-même sous la dictature du maître de la France. Mais ces paroles de désespoir, au lieu de relever les courages, n'excitèrent que des sentiments de terreur. Le roi, épouvanté, refusa de se déclarer de suite : il allégua la dispersion de ses corps d'armée, l'insuffisance de son matériel de guerre, les dangers incalculables qu'il appellerait sur son royaume désarmé s'il se prononçait immédiatement : il réclama un délai.

En vertu d'une convention qui fut signée, le 3 novembre, à Potsdam, il fut arrêté entre le roi, l'empereur Alexandre et l'archiduc Antoine, que la Prusse interviendrait, comme médiatrice armée, entre la France et les puissances coalisées, qu'elle soumettrait à l'empereur Napoléon les bases d'une pacification générale, et que, si, le 15 décembre 1805, il ne les avait pas acceptées, elle se déclarerait contre lui et réunirait ses armes à celles des alliés.

Pour prix de sa coopération éventuelle, la Prusse avait demandé que le roi d'Angleterre lui cédât le Hanovre et acceptât en échange toutes les principautés qu'elle possédait en Westphalie. Le ministère anglais ne voulut point souscrire à une telle condition; mais il promit de céder au roi, dans le cas où ce prince ferait la guerre à la France, la partie de l'électorat qui est comme enclavée dans le royaume de Prusse.

Frédéric-Guillaume se crut trop heureux d'avoir échappé, par la convention de Potsdam, aux obsessions de la reine, de l'empereur et de l'archiduc Antoine. Pour lui, un péril ajourné était un péril évité : il avait six semaines de paix assurée : dans cet intervalle, que d'événements, que de péripéties pouvaient s'accomplir! Probablement, la fortune aurait prononcé : ou les alliés auraient ressaisi l'avantage, ou leur humiliation serait consommée. Dans le premier cas, la Prusse pourrait intervenir, sans s'exposer à de trop grands dangers; dans le second, elle saurait bien se faire pardonner des des-

seins qui, n'ayant pas été suivis d'exécution, pouvaient toujours être niés hardiment.

De grandes mesures militaires n'en furent pas moins arrêtées, comme si l'on était décidé à nous faire la guerre. Les troupes qui étaient sur la frontière russe durent revenir à marches forcées et se porter en Silésie. On forma trois armées principales, l'une de 20,000 hommes, dans la Westphalie, sous les ordres de l'électeur de Hesse; la seconde, en Franconie, de 60,000 hommes, commandée par le prince de Hohenlohe; la troisième, de 50,000 hommes, destinée à couvrir la basse Saxe, et à la tête de laquelle devait être placé le duc de Brunswick. Trois autres armées dites de réserve, commandées par le feld-maréchal Mœllendorf, par le duc Eugène de Wurtemberg et par le général Ruchel, se rassemblèrent dans les Marches et en Silésie.

La Russie, la Suède et l'Angleterre combinèrent avec la Prusse les mouvements de leurs troupes dans le nord de l'Allemagne, afin que, selon l'occurrence des événements, elles pussent se prêter un mutuel appui. Les troupes russes et suédoises qui avaient débarqué à Stralsund passèrent l'Elbe, et le comte de Tolstoï, qui les commandait, transporta son quartier général à Lunebourg. De son côté, la Prusse retira ses troupes de l'électorat et les dirigea sur la Franconie.

Cependant le comte d'Haugwitz venait de recevoir l'ordre de se rendre au quartier général de



Napoléon, pour lui faire connaître les bases de pacification proposées par le roi. Quelles étaient au juste ces bases? Comme elles n'ont point encore été officiellement publiées, on en est réduit aux assertions d'un écrivain prussien, M. Schœll, que sa position a mis à même de beaucoup savoir, mais qui n'a pas tout su. Ces conditions étaient, s'il faut l'en croire, le rétablissement de l'état de choses fixé par le traité de Lunéville, l'évacuation de l'Italie, de la Suisse et de la Hollande par les troupes françaises, la séparation des deux couronnes de France et d'Italie, et enfin une meilleure frontière pour l'Autriche. Il ne dit pas s'il s'agissait de la ligne du Mincio ou d'une simple rectification de celle de l'Adige.

Quelques paroles de M. de Hardenberg donneraient à penser que l'historien des traités de paix n'aurait reçu que des informations incomplètes, que le plan de médiation n'était pas restreint aux intérêts du continent, qu'il était beaucoup plus étendu et s'étendait éventuellement aux intérêts maritimes. « La paix continentale, dit ce ministre, « le 26 octobre, à M. de la Forest, ne serait solide « qu'autant qu'elle aurait pour garantie la paix « maritime; telle est l'opinion du roi et de l'empe- « reur Alexandre. Du reste, la Prusse fera des pro- « positions compatibles avec l'honneur, la gloire et « les intérêts de l'empereur Napoléon. » De son côté, M. d'Haugwitz confia, le 11 novembre, au chevalier de Bray, ministre de Bavière, qu'il pro-

poserait à l'empereur ou la paix du continent qui lui laisserait la faculté de poursuivre ses opérations contre l'Angleterre, ou la paix générale.

Ce qui est évident, c'est que les conditions dont ce ministre était porteur n'avaient point la rigueur inflexible d'un ultimatum, qu'une grande latitude lui avait été laissée, et que ses prétentions devaient hausser ou baisser selon que la fortune de nos armes aurait elle-même grandi ou fléchi dans l'intervalle.

Le cabinet de Vienne, impatient de compromettre le roi dans sa cause et cherchant partout des moyens de relever le courage de ses peuples, annonça que la Prusse venait d'adhérer à la ligue et allait marcher contre les Français. Que cette déclaration fût une indiscrétion ou un mensonge, Frédéric-Guillaume en fut très-mortifié. M. Lombard, qui s'identifiait avec tous les ressentiments comme avec toutes les joies de son maître, qualifia d'infâme le procédé de l'Autriche, jura que le roi était libre de tout engagement et qu'il n'avait accepté qu'un rôle de pacificateur.

Trois jours avant la conclusion du traité de Potsdam, le 31 octobre, Duroc vint prendre congé du roi. Napoléon, en le rappelant près de sa personne, l'avait chargé de dire à Frédéric-Guillaume qu'il voulait lui écrire, mais qu'il n'osait plus le faire, étant vaguement instruit que ses ennemis levaient la tête à Berlin et triomphaient, qu'il avait toujours été un ami sincère du roi, que l'affaire d'Anspach

ne pouvait être de nature à faire deux ennemis de deux amis, que du reste il était incapable de plier sous les menaces.

L'empereur Alexandre se disposait à rejoindre son armée. Avant de quitter ses hôtes illustres, il voulut visiter le tombeau du grand Frédéric, placé dans l'église de la garnison, à Potsdam. Il s'y rendit dans la nuit du 3 au 4 novembre, accompagné du roi et de la reine. Tout, dans cette scène aux flambeaux, l'heure, le lieu, les personnages, les circonstances terribles qui l'inspiraient, contribuait à lui donner un caractère solennel et saisissant. A la vue du tombeau, les souverains prosternés parurent agités d'une émotion profonde : l'empereur Alexandre s'abandonna à un mouvement de sensibilité exaltée, s'approcha du cercueil où reposent les cendres du grand homme et le baisa avec respect; puis, aussitôt après, il se jeta avec attendrissement dans les bras du roi et de la reine, leur jura une éternelle amitié, et partit pour voler à la tête de son armée.

Napoléon marchait sur Vienne lorsqu'il fut informé de la situation des choses à Berlin : il en fut ému, mais non intimidé : il comptait sur son génie, sur la bravoure de son armée, sur sa fortune pour étouffer la coalition avant que Frédéric-Guillaume ait osé se prononcer.

C'est presque dans le même moment qu'il reçut une autre nouvelle bien plus accablante, celle du désastre de Trafalgar. L'ordre des faits, non moins que la grandeur de cet événement, nous oblige à dé-

tourner un instant notre attention des affaires d'Allemagne pour les reporter sur les opérations navales.

Les forces agglomérées dans le port de Cadix, depuis que l'amiral Villeneuve était venu imprudemment s'y jeter, présentaient un total de quarante vaisseaux de diverse grandeur. Il s'agissait d'utiliser cette formidable flotte. Napoléon répugnait à la laisser entre les mains d'un allié débile, incertain, que son impuissance, bien plus que ses sympathies, enchaînaient à sa politique. Il trouvait plus profitable et plus sûr à la fois de la faire venir à Toulon et de s'en servir pour frapper quelque grand coup, soit à Naples, soit à Malte, ou enfin sur les côtes d'Égypte. Il avait donc ordonné que la flotte sortît du port de Cadix aussitôt que les vents et l'éloignement des croisières ennemies le lui permettraient. Avant d'entrer dans le port de Toulon, elle devait rallier six vaisseaux espagnols qui étaient inactifs dans le port de Carthagène, et aller débarquer sur les côtes du royaume de Naples 10,000 hommes de troupes qu'elle avait à bord, et qui étaient destinés à renforcer le corps d'armée du général Gouvion-Saint-Cyr.

La position de l'amiral Villeneuve était cruelle; il connaissait toutes les circonstances qui avaient suivi son entrée à Cadix, la colère de l'empereur, sa résolution de lui donner un successeur. En effet, l'amiral Rosily était déjà désigné pour le remplacer. Villeneuve était l'ami, la créature de Decrès : on dit que ce ministre l'instruisit confidentiellement de

sa disgrâce, et lui donna le conseil de regagner la confiance de l'empereur par une action d'éclat. Il aurait fait plus, assure-t-on; il lui aurait ménagé une occasion de combattre et de vaincre en retardant le départ de l'amiral Rosily.

Villeneuve embrassa avidement l'occasion de se réhabiliter. Le 19 octobre, il mit à la voile et se dirigea sur le détroit de Gibraltar. Il ne connaissait point la force de l'escadre anglaise qui croisait dans ces parages ; il la croyait tout au plus de vingt et un vaisseaux de ligne, et comme il en avait trente-trois, dix-huit français et quinze espagnols, il s'avançait avec confiance, ne doutant pas un moment de l'issue du combat. Il avait sous ses ordres 22,000 hommes d'équipages, cinq amiraux dont deux français, Magon et Dumanoir, et trois espagnols, Gravina, Cisneros et Heva, des capitaines pleins d'expérience et de feu, l'honneur des deux marines.

La flotte anglaise, moins nombreuse que la flotte combinée, ne comptait que vingt-sept vaisseaux de ligne; mais Nelson la commandait. Elle avait en outre l'avantage qui résulte de la conformité d'une même langue, et elle comptait un plus grand nombre de vaisseaux de 120 canons.

Le 21 octobre au matin, le lendemain du jour où Mack et son armée avaient mis bas les armes, les flottes ennemies se trouvèrent en présence à huit lieues du cap Trafalgar. Aussitôt les deux amiraux en chef disposèrent leur ordre de bataille : Villeneuve rangea ses vaisseaux sur une seule ligne,

mais si fortement serrée, bien qu'elle eût une lieue d'étendue, que plusieurs de ses bâtiments se doublèrent et ne purent manœuvrer.

Nelson adopta un ordre de bataille tout opposé : il divisa sa flotte èn deux colonnes, l'une de quinze vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Collingwood, l'autre qu'il se chargea de conduire en personne ; et après avoir adressé à ses capitaines et soldats ces simples et laconiques paroles : « L'Angleterre compte « que, dans ce jour, chacun fera son devoir, » il lança ses colonnes comme des flèches sur le centre de la ligne franco-espagnole. Prévoyant que cette ligne serait si étendue que la tête ne pourrait soutenir la queue, il avait résolu de fondre avec toutes ses forces sur le centre et la gauche, et de les accabler avant que l'amiral Dumanoir, qui commandait la droite, eût eu le temps de les secourir. Monté sur *le Victory*, à la tête de sa colonne, il engagea lui-même le combat en se portant droit sur *le Bucentaure*, monté par l'amiral Villeneuve, qui tenait le centre. Au bout de quelques heures, la ligne française fut rompue par son milieu : les divisions du centre, assaillies avec furie par les vaisseaux de Nelson, perdirent leur ligne de bataille et n'offrirent bientôt plus qu'un affreux théâtre de carnage et d'incendie. Mais ce premier succès coûta bien cher à l'ennemi; au moment où Nelson se portait sur Villeneuve, le capitaine Lucas, qui montait *le Redoutable*, força de voiles, couvrit *le Bucentaure* et engagea avec *le Victory* une lutte terrible au milieu de

laquelle l'amiral anglais tomba frappé d'un coup mortel.

Tandis que la colonne de Nelson enfonçait le centre de notre ligne, celle de Collingwood enveloppait nos divisions de gauche, les coupait du centre, les enfermait dans un cercle de feu et les foudroyait. Notre aile droite, rejetée en dehors du champ de bataille et n'ayant pas un seul ennemi à combattre, se trouva paralysée, et lorsqu'elle arriva pour secourir le centre et la gauche, c'en était fait, les grands coups étaient portés et la rüine de la flotte consommée.

Voyant la bataille perdue sans ressource, l'amiral Dumanoir s'éloigna avec quatre vaisseaux et gagna la haute mer; mais, pour comble d'infortune, il alla tomber au milieu de l'escadre de l'amiral Stracham, à la hauteur du cap Ortegal, et fut pris avec ses vaisseaux. Jamais désastre maritime ne fut aussi complet que celui de Trafalgar. De cette belle et redoutable flotte, sur laquelle Napoléon avait placé de si grandes espérances, qu'il avait formée, entretenue avec tant de soins et de frais, il ne resta plus que le tiers. La conservation de ce précieux débris fut due au courage et au sang-froid de l'amiral Gravina : bien qu'atteint d'une blessure mortelle, il n'en continua pas moins de présider aux manœuvres, et ramena à Cadix cinq vaisseaux français et six espagnols. Tous les autres furent brûlés, coulés à fond ou forcés de s'échouer sur la côte d'Espagne; quatre seulement, fort endommagés, furent con-

duits par les Anglais à Gibraltar. Des 22,000 hommes embarqués sur la flotte, 18,000 furent perdus pour la France et l'Espagne; tout ce qui échappa à la mitraille des Anglais, à l'incendie ou aux flots, devint la proie des pontons. Deux amiraux, Gravina et Magon, honorèrent leur défaite par une mort glorieuse.

Moins heureux, Villeneuve eut la douleur de survivre à tant de braves et à la ruine de sa flotte. Enveloppé de toutes parts et comme enchaîné sur son vaisseau démâté, il fut réduit à se rendre aux Anglais, qui le retinrent quelque temps prisonnier; puis bientôt, comme s'ils ne le jugeaient pas digne de le garder, ils le renvoyèrent en France. L'empereur lui défendit de venir à Paris, et lui fixa la ville de Rennes pour résidence. Objet des dédains de l'Anglais, repoussé par son souverain, ce malheureux homme tomba dans un sombre désespoir; sa raison s'égara, et il manifesta l'intention de se détruire : on lui enleva ses armes; mais sa résolution était prise; dans la matinée du 26 avril 1806, on le trouva mort dans sa chambre; il s'était percé le cœur avec une épingle.

La bataille de Trafalgar mit le comble à la puissance britannique; elle lui livra l'empire exclusif de la mer. Mais toute cette gloire, toute cette puissance, ne la consolèrent point de la mort de Nelson; elle pleura ce grand homme, elle lui fit des funérailles de souverain, et déposa ses précieux restes dans les caveaux de Westminster.

Lorsque Napoléon apprit le désastre qui venait d'accabler sa marine, il en mesura de suite l'étendue et s'écria avec douleur : « Je ne puis être par« tout. » Il n'en sentit que plus fortement la nécessité de terrasser la coalition et de balancer l'omnipotence des Anglais sur mer par une suprématie absolue sur le continent.

CHAPITRE XVI.

Kutusof arrive sur l'Inn. — Il se replie sur Buxhowden. — Napoléon le poursuit. — Sa marche sur Vienne. — Opérations dans le Tyrol et dans le Vorarlberg. — Occupation de ces pays par les Français. — Retraite de l'archiduc Jean. — Passage de l'Inn par l'armée française. — Occupation de Salzbourg. — Combats de Mariazell et de Diernstein. — Entrée des Français à Vienne. — Retraite de Kutusof sur Znaïm. — Combat d'Hollabrünn. — Jonction de Kutusof et de Buxhowden. — Napoléon à Brünn. — Alexandre et François II à Olmutz. — Les armées en présence. — Dangers de la situation de Napoléon. — Attitude hostile de la Prusse. — Mouvements des armées prussiennes. — Débarquement des troupes russes, suédoises et anglaises dans le nord de l'Allemagne. — Arrivée de M. d'Haugwitz au camp de Napoléon. — Courte entrevue entre ce ministre et l'empereur. — Nécessité pour Napoléon de vaincre. — Simulacre de négociations. — Envoi de MM. de Giulay et de Stadion auprès de l'empereur Napoléon. — Mission du général Savary auprès de l'empereur Alexandre. — Entrevue du prince Dolgorouki avec l'empereur Napoléon. — Position des deux armées. — Bataille d'Austerlitz. — L'empereur d'Autriche demande la paix. — Entrevue de ce prince avec l'empereur Napoléon, au bivac de Sarutchitz. — Ruse de l'empereur Alexandre.

— Conclusion d'un armistice. — Départ de l'empereur Alexandre pour ses États. — Retraite des Russes. — Proclamation de Napoléon à ses soldats.

Cependant l'armée française recueillait les fruits de ses victoires en Souabe et pénétrait dans le cœur des États héréditaires. Les combinaisons de l'empereur avaient été si habiles, ses coups si prompts et si terribles, qu'ils avaient bouleversé le plan des alliés, rompu leur ligne d'opérations et jeté dans tous leurs mouvements une extrême confusion. Les armées de Kutusof, de Buxhowden, des archiducs Charles et Jean et de Merfeldt, réunies aux corps de Kienmayer et aux levées de Bohême et de Hongrie, composaient encore une masse considérable de troupes; mais toutes ces forces étaient éparses, disjointes, séparées les unes des autres par de grandes distances et déjà démoralisées par la défaite de Mack. L'armée de Napoléon, au contraire, bien qu'elle s'étendît sur une ligne immense, ne formait qu'un seul corps lié fortement dans toutes ses parties et se mouvant avec un admirable ensemble sous la main de son chef.

Lorsque le prince Charles apprit la catastrophe d'Ulm, sa première pensée fut de courir à la défense de Vienne par les défilés de la Carinthie et de la Styrie. Il comptait rallier dans sa marche les corps de Kienmayer, de Merfeldt et de l'archiduc Jean, opérer sa jonction avec Kutusof à Saint-Polten ou à Vienne, et contenir les Français jusqu'à l'arrivée

de la seconde armée russe. Mais il avait affaire à un ennemi trop vigilant pour s'endormir sur ses lauriers. Aussitôt que Napoléon eut pris possession d'Ulm, il précipita ses colonnes sur Vienne par la vallée du Danube. Il voulait tout à la fois atteindre l'armée de Kutusof, la couper de Buxhowden, qui s'avançait par la Gallicie, et la détruire, rester maître, sur tous les points, des lignes les plus courtes, empêcher les princes Charles et Jean, ainsi que les généraux de Merfeldt et Kienmayer, de recomposer le faisceau brisé de leurs forces, les prévenir partout, à Salzbourg, à Léoben, à Saint-Polten et à Vienne, et les obliger à faire un long circuit par la Hongrie pour rejoindre Buxhowden.

Mais au moment de s'engager dans les États héréditaires, il jugea prudent d'assurer ses derrières et ses flancs.

Le Tyrol, semblable à un immense bastion élevé par la nature entre l'Allemagne et l'Italie, commande toute la vallée du haut Danube; il nous importait absolument de dégager ce pays des troupes ennemies qui l'occupaient et de nous en emparer nous-mêmes. Le corps du maréchal Ney et la division bavaroise du général Deroy, eurent l'ordre d'y pénétrer et d'en chasser l'archiduc Jean. Augereau, qui arrivait de Brest avec 16,000 hommes, eut mission d'occuper le Vorarlberg et de faire mettre bas les armes à la division Jellachich, qui s'y était réfugiée. Une fois maître du Tyrol, le maréchal Ney se lierait par sa droite à Masséna, et par sa

gauche à la grande armée, en sorte que, sur tous les points de la ligne d'opérations nos corps marcheraient de front et se prêteraient un mutuel appui.

Entraîné dans le mouvement de retraite du prince Charles, l'archiduc Jean s'était replié sur le Brenner, où il attendait vainement la division Jellachich et celle du prince de Rohan, qui opéraient simultanément dans le Vorarlberg. Ney s'élança d'Ulm avec 10,000 hommes, enleva avec une audace incomparable le fort de Scharnitz, qui est une des portes du Tyrol du côté de l'Allemagne, se porta rapidement sur le Brenner, et rendit ainsi impossible la jonction de Jellachich et du prince de Rohan avec l'archiduc Jean. Le premier, enveloppé à Feldkirch par les troupes du maréchal Augereau, capitula le 14 novembre. Quant au prince de Rohan, il s'enfuit vers l'Italie, et vint tomber dans la ligne des mouvements de Masséna : enveloppé de tous côtés par des forces supérieures, il mit bas les armes, le 25 novembre, et se rendit à discrétion.

Tandis que Ney et Augereau s'emparaient de Scharnitz et de Feldkirch, la division Deroy forçait les défilés de l'Over et de Saint-Jean, mettait le siége devant Kufstein et s'en emparait. L'archiduc Jean abandonna lui-même, le 15 novembre, les positions qu'il avait prises au Brenner et se retira par Klagenfurt sur la Styrie.

Kutusof était au moment de pénétrer en Bavière quand il apprit que la place d'Ulm venait de capituler et que Napoléon s'avançait sur lui avec toutes

ses forces. Aussitôt il suspend la marche de ses colonnes, se retourne, et ne songe plus qu'à échapper aux coups de son terrible ennemi en se repliant sur l'armée de Buxhowden.

Le 22 octobre, Napoléon prit possession d'Augsbourg, dont il fit une grande place de dépôt, et le 24, de Munich. Le 28, ses corps d'armée passèrent l'Inn, Bernadotte et Marmont à Wasserbourg, Davoust, Soult et Murat à Mühldorf, Lannes à Braunau. Bernadotte et Marmont reçurent l'ordre de se porter sur Salzbourg et de s'emparer des débouchés de la Carinthie. Le général de Merfeldt occupait Salzbourg avec les trente-trois bataillons que l'archiduc Charles avait détachés de son armée et envoyés au secours de Mack. Trop faible pour nous tenir tête, il battit en retraite, le 29, et nous laissa maîtres de Salzbourg. De son côté, Kutusof, préoccupé d'une seule idée, celle de rétrograder jusqu'en Moravie, pour s'y réunir à Buxhowden, nous abandonna successivement toutes les lignes de défense que présentent les nombreux affluents du Danube, tels que la Salza, la Traunn et l'Ens.

Braunau, qui commande le cours de l'Inn; Linz, qui s'élève au confluent de la Traunn et du Danube, et qui est la clef de la haute Autriche, n'étant plus soutenues, tombèrent d'elles-mêmes. L'empereur y mit de fortes garnisons, et elles devinrent ainsi d'excellentes bases d'opérations.

Afin de couvrir son flanc gauche et de rester maître des deux rives du Danube, il réunit en



corps d'armée, sous les ordres du maréchal Mortier, les divisions Gazan, Dupont et Dumonceau, formant un effectif de 30,000 hommes, et les fit passer sur la rive gauche du Danube. Le maréchal devait surtout s'attacher à inquiéter Kutusof sur sa ligne de retraite, manœuvrer pour le couper de la Moravie et le forcer à nous livrer Vienne. Il lui était expressément recommandé de se tenir constamment à la hauteur des têtes de colonnes de la grande armée.

Napoléon était encore à Linz lorsque le comte de Giulay y arriva, porteur d'un message de paix. « L'empereur son maître, dit-il, avait pris con« fiance dans les vœux pacifiques exprimés par l'em« pereur Napoléon le jour de la reddition d'Ulm : « impatient de mettre un terme au fléau qui déso« lait ses peuples, il proposait d'ouvrir sans délai « des négociations et d'y préluder par la conclusion « d'un armistice. » L'empereur d'Autriche courbait-il la tête sous les décrets de la fortune? Effrayé des dangers qui menaçaient sa capitale et sa maison, voulait-il désarmer à tout prix un vainqueur irrité? ou plutôt, son but n'était-il pas d'arrêter, à la faveur d'une suspension d'armes, la marche de nos armées, de faciliter la jonction de Kutusof, de Buxhowden et des archiducs Charles, Jean et Ferdinand, et de donner à la Prusse le temps d'envahir la Bavière avec 100,000 hommes? La situation militaire de l'Autriche autorisait à penser que la mission du comte de Giulay n'était qu'une ruse de guerre.

Napoléon fit répondre qu'il n'accorderait une suspension d'armes qu'aux conditions suivantes : « Les « Russes évacueraient immédiatement le territoire « autrichien et se retireraient en Pologne. L'Au- « triche contremanderait toutes ses levées extra- « ordinaires ; elle prendrait l'engagement de céder « les anciennes provinces vénitiennes et le Tyrol. » Le comte de Giulay alla porter cette accablante réponse à l'empereur François, qui l'attendait, plein d'anxiété, à l'abbaye de Mœlck.

Depuis Vicence jusqu'au Tagliamento, l'archiduc Charles n'avait tenté aucun effort pour arrêter Masséna. Cependant, arrivé sur la rive droite de cette rivière, il se retourna brusquement et attaqua les Français, le 12 novembre, au village de Valvasone. Ce mouvement parut au maréchal l'indice d'une grande bataille ; il s'y était préparé ; mais, dans la nuit, l'archiduc décampa : il venait d'apprendre notre marche rapide sur Vienne et la retraite précipitée de Kutusof ; il ne pouvait plus espérer de prévenir Napoléon ni à Salzbourg, ni à Saint-Polten, ni même à Vienne. Il ne lui restait plus qu'à forcer de marches pour rejoindre, par la Hongrie, Kutusof et Buxhowden avant qu'ils fussent aux mains avec l'armée française. Il reprit donc sa course, et se porta vivement sur Laybach, sans faire la moindre tentative pour nous disputer l'Isonzo. Arrivé à Cilly, il recueillit, le 19 novembre, les débris de l'armée du Tyrol, et se dirigea sur la Hongrie par Neustadt. De son côté, Masséna occupa

successivement Trieste, Goritz, Gradiska et Villach : c'est dans cette dernière ville qu'il effectua sa jonction avec le maréchal Ney : là finit la campagne d'Italie.

Il est impossible de n'être pas saisi d'admiration en voyant avec quelle précision s'était développé le vaste plan de guerre conçu par Napoléon. Six semaines lui avaient suffi pour détruire l'armée de Mack, désorganiser celle de l'archiduc Jean, rejeter sur l'Isonzo l'archiduc Charles, balayer toutes les colonnes ennemies qui occupaient la Souabe, la Bavière, le Tyrol, la Carinthie et la haute Autriche, et arriver avec presque toutes ses forces sous les murs de Vienne. Cependant il ne croyait pas que les alliés lui abandonneraient sans coup férir cette riche capitale. Un furieux combat qui eut lieu à Amstetten entre son avant-garde et l'arrière-garde des Russes lui parut le prélude d'une grande bataille; il supposa que Kutusof était décidé à l'arrêter à Saint-Polten, qui, placé à l'ouverture des défilés des Alpes styriennes et protégé par le torrent encaissé de la Drasen et par le Danube, offrait tous les avantages d'une position défensive très-forte.

Dans cette prévision, il manœuvra pour attaquer Kutusof de front et sur son flanc gauche : Davoust fut dirigé à travers les montagnes sur la grande route qui mène de Léoben à Saint-Polten; les chemins par lesquels il lui fallut passer étaient affreux : les glaces et les torrents débordés les eussent rendus impraticables pour des soldats moins audacieux que

les nôtres. Tandis que Davoust marchait pour prendre à revers l'aile gauche des Russes, Marmont se lançait sur les traces de Merfeldt, dans la direction de Léoben. Le général autrichien, pour échapper à Marmont, changea de route et se jeta dans les montagnes que Davoust traversait dans ce moment-là même; il vint se heurter contre lui à Mariazell, et fut écrasé. Beaucoup de ses soldats périrent, 4,000 rendirent leurs armes, le reste s'enfuit sur Neustadt et Vienne.

Napoléon s'était abusé sur les intentions de l'ennemi. L'empereur Alexandre et Buxhowden étaient trop éloignés pour que Kutusof songeât à nous livrer bataille; il ne pensait qu'à fuir et à rejoindre la seconde armée russe. Il quitta donc en toute hâte Saint-Polten, le 9 novembre, passa le Danube sur le pont de Mautern, qu'il détruisit après l'avoir traversé, et prit position à Krems, sur la rive droite du fleuve. Il venait à peine d'y arriver, lorsque les troupes de Miloradowitch furent assaillies par la division Gazan du corps de Mortier, qui débouchait de Loïben sur Stein : ce corps d'armée s'avançait sur la rive droite du Danube en toute sécurité, ses divisions très-espacées, celle Gazan, où le maréchal était de sa personne, séparée d'une marche de la division Dupont, qui l'était elle-même aussi d'une marche de la division Dumonceau. Kutusof, assuré qu'il n'a devant lui qu'un corps isolé de la grande armée, ajourne son mouvement de retraite et fond sur la division Gazan. Le chemin de Diernstein à

Loïben, qu'elle occupait en ce moment, passait entre deux murs d'une grande longueur, qui en faisaient un étroit défilé. Tandis que les troupes de Miloradowitch contiennent les têtes de colonnes de Mortier, le chef d'état-major de Kutusof, le général Schmidt, prend avec lui 15,000 hommes, l'élite de l'armée russe, traverse, au pas de course, les montagnes qui bordent le défilé de Diernstein, et débouche, en deux colonnes, sur les derrières de la division Gazan qu'il coupe des divisions Dupont et Dumonceau. Assaillies en tête et en queue par toute l'armée de Kutusof, traquées entre les deux murs qui bordent la route, sans aucune issue pour s'échapper, les troupes de Mortier font volte-face et reviennent sur leurs pas, afin de se joindre à la division Dupont, qui s'avance ; mais il leur faut passer sur le corps des Russes, dont les épaisses colonnes sont massées dans la gorge. La mêlée alors devient affreuse ; les soldats des deux armées se tirent à bout portant ou se saisissent corps à corps et s'égorgent : ce n'est plus une bataille, mais un carnage. La nuit vient, et n'arrête point le massacre, l'on continue à s'entre-tuer à la lueur des feux : un boulet va frapper à mort le général Schmidt, et répand la consternation dans les rangs des Russes. L'arrivée de Dupont vient enfin mettre un terme à cet horrible combat : le corps russe qui avait placé entre deux feux la division Gazan se trouve saisi à son tour entre cette division et celle de Dupont, et menacé d'une destruction complète ; il lâche prise et regagne

précipitamment les montagnes. Ce fut un moment de bien vifs transports que celui où les soldats de Gazan reconnurent ceux de Dupont : « Braves ca-« marades, vous nous sauvez ! » s'écrièrent-ils. Ces simples mots peignent mieux la situation que ne pourraient le faire les récits les plus travaillés.

La réunion des trois divisions du corps de Mortier décida Kutusof à décamper au plus vite de Krems et à gagner Znaïm, où il avait l'espoir d'opérer sa jonction avec l'armée de Buxhowden.

Aussitôt après le combat de Diernstein, Napoléon porta son armée sur Vienne. Il enjoignit à Murat et à Lannes, qui commandaient l'avant-garde, de traverser la ville sans s'arrêter, de marcher droit sur le grand pont de Spitz, auquel vient aboutir la route de Moravie, de s'en emparer s'il n'était pas détruit, et, s'il l'était, de jeter immédiatement un pont sur un autre point du fleuve. Il n'avait pas encore perdu tout espoir de gagner Kutusof de vitesse et de l'écraser.

Vienne ne pouvait nous opposer un obstacle sérieux ; le temps n'était plus où cette capitale servait de boulevard à la chrétienté contre l'invasion musulmane. Alors, elle était une forteresse redoutable, ceinte de toutes parts de bastions et de fossés. Ses habitants, que la civilisation n'avait point amollis, avaient des mœurs guerrières, une foi ardente, et, dans les jours de péril, ils savaient monter sur ses remparts et la défendre contre les ennemis de la croix.

Depuis, elle s'est considérablement agrandie; elle est sortie de sa vieille enceinte; elle s'est étendue dans des faubourgs qui l'emportent en magnificence et en étendue sur l'ancienne ville. Des lignes retranchées sans profondeur les entourent, mais ne constituent pas les éléments d'une véritable défense; et, toutefois, Napoléon n'était pas sans crainte que les corps de Merfeldt et la milice de Vienne ne tentassent de l'arrêter pendant deux jours, temps à la rigueur suffisant pour assurer le salut de Kutusof.

Mais les mesures prises par l'empereur François dissipèrent bientôt ces appréhensions. En quittant sa capitale pour rejoindre à Brünn l'empereur Alexandre, François II avait chargé son grand chambellan, le comte de Wurbna, d'administrer la ville en son absence, et de disposer la population à la résignation et aux sacrifices. La cour, la noblesse, les ministres, tout avait fui; il ne restait plus que les bourgeois et le peuple. Une députation, ayant en tête le comte de Sizendorff, se rendit, le 12 novembre, au camp de Napoléon, pour lui présenter les clefs de la ville et régler avec lui les conditions de l'occupation. Le 13, de grand matin, les portes de Vienne s'ouvrirent à nos colonnes d'avant-garde, qui marchèrent droit sur le grand pont de Spitz.

François II, avant de partir pour la Moravie, avait envoyé sa réponse relativement aux conditions proposées par Napoléon, à Linz, et c'était encore le comte de Giulay qui avait été chargé de la porter au camp des Français. Ce général déclara à l'empe-

reur Napoléon que « son souverain aurait cru man-« quer à lui-même, à la dignité de sa maison et à la « gloire de ses peuples, s'il avait accepté des condi-« tions qui seraient la ruine et la honte de sa mo-« narchie. » Il avait ajouté « que la Prusse était au « moment d'embrasser le parti de la coalition, et de « joindre ses armées à celles de l'Autriche et de la « Russie. »

Le 13 novembre, cette réponse n'était pas encore connue à Vienne : on croyait généralement que le comte de Giulay s'était rendu dans le camp de Napoléon pour y porter des paroles pacifiques et signer les bases d'un armistice. Cette erreur servit merveilleusement les vues de nos généraux d'avant-garde. Le soin de nous disputer le passage du Danube avait été confié au prince d'Auersperg, qui était à la tête d'un corps de 14,000 hommes : il lui avait été commandé de détruire, aussitôt qu'il apprendrait l'entrée des Français dans la ville, le grand pont de Spitz : le salut de Kutusof dépendait de la précision qu'apporterait le prince dans l'exécution de cet ordre. Cependant, Murat, Lannes et Belliard se présentent seuls, à pied, et dans une attitude négligée, sur le pont. A la vue d'uniformes français, l'officier autrichien qui commande va ordonner le feu. Lannes marche sur lui, en lui disant : « Mais que faites-« vous? Ne voyez-vous pas... » L'officier hésite; on l'entoure; on lui parle d'un armistice conclu ou près de l'être; on s'empare de la pièce de canon qui était braquée contre nous; on la retourne contre la rive

gauche; nos colonnes se massent sur le pont, le traversent et s'élancent : nous sommes maîtres du pont.

Cette surprise avait pour nous toute l'importance d'une victoire, elle livrait Kutusof à nos coups. De Krems, que ce général venait de quitter, à Brünn, où il devait rencontrer Buxhowden, la distance est plus grande que de Vienne à Brünn, et, bien qu'il eût une marche d'avance sur nous, nous étions encore en mesure de le prévenir à Znaïm. Il semblait impossible que, traînant après lui une armée harassée, il pût échapper à l'ardente poursuite de notre avant-garde. Murat, Lannes et Soult s'élancèrent sur la route de Znaïm, tandis que Bernadotte, qui était venu relever à Krems le corps abîmé de Mortier, poursuivit en queue l'armée russe.

L'empereur, établi au palais de Schœnbrünn, s'était occupé aussitôt d'organiser l'administration de la haute et de la basse Autriche. La sécurité des habitants de Vienne et des propriétés fut garantie; la discipline de l'armée, maintenue; l'ordre, partout observé comme dans une ville amie. Mais de grands sacrifices n'en furent pas moins imposés à cette capitale : elle fut taxée à un impôt de guerre de 100 millions de francs. Tout le matériel de son arsenal, qui était immense, tomba dans nos mains : il s'y trouvait 2,000 pièces d'artillerie en bronze, 600,000 quintaux de poudre et 100,000 fusils. Le gouvernement de la ville fut confié au général Clark, et le commandement militaire au général Hulin.

L'empereur combina toutes ses mesures pour mettre Vienne à l'abri d'une surprise et affermir notre nouvelle base d'opérations. Davoust dut se porter sur Presbourg avec 30,000 hommes, afin d'empêcher la Hongrie de se soulever à l'approche du prince Charles, et Gudin sur Neustadt, pour conserver la chaîne de nos communications avec Marmont et Masséna, et surveiller la Styrie.

Kutusof était en marche pour gagner Znaïm, quand il apprit que les Français avaient surpris le grand pont de Spitz et débouchaient en Moravie. Sa position était affreuse : tout espoir de salut semblait détruit. Dans cette extrémité, le vieux général conserva toute sa force d'âme : plutôt que de subir une capitulation ignominieuse, il résolut de sacrifier une partie de son armée pour sauver le reste; il fit choix de ses meilleures troupes, au nombre de 6,000 hommes, les mit sous le commandement du prince Bagration, qui se distinguait entre tous par sa ténacité, le posta à Hollabrünn sur la route de Vienne à Znaïm, et lui donna pour instruction de tenir ferme jusqu'à ce que le gros de l'armée russe eût dépassé nos têtes de colonnes.

Le 14 novembre, Murat s'avance sur la route d'Hollabrünn et rencontre un premier corps ennemi, celui du général autrichien Nostiz. Au lieu de l'attaquer, il le paralyse en lui faisant croire qu'un armistice vient d'être signé entre les empereurs de France et d'Autriche; puis il fond sur Bagration, qu'il fait reculer jusqu'à Schongraben, et, dans l'es-

poir de l'abuser comme il a abusé Nostiz, il lui envoie un parlementaire. Mais Kutusof, encore plus rusé que Murat, retourne contre lui le piége qui lui était tendu. Un aide de camp d'Alexandre, le général de Wintzingerode, le même que nous avons vu remplir à Berlin et à Vienne des missions belliqueuses, se présente en parlementaire dans le camp français, et offre de signer, au nom de l'empereur de Russie, un armistice dont toutes les conditions sont à notre avantage. « Les Russes évacueront la « Moravie et se retireront en Pologne par journées « d'étapes. Les chefs des deux armées prendront « l'engagement de ne point sortir de leurs positions « jusqu'à ce que l'empereur Napoléon ait fait con- « naître sa détermination. » Murat a la faiblesse de prendre au sérieux cette proposition : il signe l'armistice, charge un de ses officiers de le porter à Schœnbrünn, et suspend la marche de ses colonnes. Napoléon devine aussitôt la ruse dans laquelle vient de se laisser prendre son crédule beau-frère ; pour toute réponse, il lui ordonna de s'avancer sans plus tarder sur Znaïm ; mais Kutusof n'avait proposé l'armistice que pour gagner deux marches. Quand Murat reçut l'ordre d'attaquer, il n'était plus temps; l'armée russe l'avait dépassé ; elle était hors de ses atteintes. Furieux d'avoir été joué, il se rua sur les troupes de Bagration qui soutinrent son choc avec une fermeté admirable. Enveloppées de tous côtés par 30,000 Français, elles restèrent compactes, ne se retirèrent que lorsque la nuit fut venue, laissant

le village de Schongraben jonché de leurs morts et blessés, et rejoignirent le gros de l'armée russe, qui filait sur Znaïm. Elle traversa cette ville sans s'arrêter, puis Brünn, et arriva enfin à Olmütz, où, après une longue retraite pleine de périls, de fatigues inouïes et d'angoisses, elle effectua, le 19 novembre, sa jonction avec l'armée de Buxhowden.

Nous la suivions de près : le 20 novembre, Napoléon prit possession de Brünn, et, comme cette ville était le point de jonction des routes de Bohême, de Krems et de Vienne, il résolut de s'y établir fortement et d'y attendre l'ennemi.

L'archiduc Ferdinand avait levé et organisé en Bohême un corps de 20,000 hommes à la tête desquels il comptait déboucher en Moravie, et se réunir à la grande armée des alliés, dont il eût formé l'aile droite. L'empereur empêcha cette jonction en portant Bernadotte sur la route de Bohême à Iglau. Toutefois il lui recommanda d'échelonner ses divisions de manière qu'en cas de bataille générale il pût entrer en ligne.

Également fatiguées par des marches forcées et attendant l'une et l'autre les renforts qui devaient les compléter, les deux armées demeurèrent pendant dix jours en présence : elles se préparèrent à la grande bataille qui devaient terminer cette campagne.

La jonction des armées de Kutusof et de Buxhowden changeait profondément toute la situation militaire, et la changeait au profit des alliés. Tant

qu'elle n'avait point été effectuée, Napoléon, plus fort que chacun d'eux séparément, avait pu espérer de les accabler successivement. Aujourd'hui qu'ils étaient réunis, la proportion était renversée : c'était du côté de ses ennemis qu'était maintenant l'avantage du nombre. Une prudence vulgaire semblait lui conseiller de se rapprocher de ses dépôts, de ses magasins, et de l'armée d'Italie, qui était arrivée à Klagenfurt; mais l'approche du prince Charles, qui s'avançait par la Hongrie, et l'attitude de jour en jour plus menaçante de la Prusse, lui commandaient de frapper, sans plus tarder, des coups décisifs.

Lorsque l'empereur Alexandre fit ses adieux au roi et à la reine de Prusse, il était loin de croire la situation militaire de l'Autriche aussi désespérée que le publiaient les bulletins français. Ce fut seulement en Moravie qu'il connut toute l'étendue des malheurs de son allié. Il en instruisit aussitôt lui-même Frédéric-Guillaume : il lui dit que « le comte « de Giulay s'était rendu deux fois dans le camp de « Napoléon pour connaître ses conditions, qu'elles « étaient intolérables, et que le comte d'Haugwitz « devait s'attendre à un accueil très-haut de la part « du chef de la France. » Il ajouta qu'il allait nous livrer bataille, et il conjura le roi, au nom de l'amitié qui les unissait et des engagements contractés à Potsdam, de réfléchir que s'il laissait successivement écraser tous ses alliés, il le serait bientôt lui-même à son tour. Il finit par le supplier de

lui envoyer immédiatement un corps auxiliaire de 10,000 hommes [1]. Son but était certainement, par cette prière insidieuse, de le compromettre sans retour dans sa cause.

La Prusse tenait bien réellement dans ses mains le sort de la campagne et les destins de l'Europe. Si elle eût fait entrer immédiatement des troupes en Bohême, elle se fût engagée sans retour dans le parti des alliés : ils se fussent bien gardés de livrer bataille dans les champs d'Austerlitz; ils eussent manœuvré pour ajourner tout choc décisif, donner au comte d'Haugwitz le temps d'accomplir sa mission, et aux troupes prussiennes celui de se rapprocher d'eux. Frédéric-Guillaume ne pouvait plus espérer de Napoléon un pardon sincère. Son salut était dans la rapidité de ses coups. En un cas si critique, les demi-mesures, les ajournements ne pouvaient qu'aggraver sa première faute et la rendre irréparable. Mais dès qu'il fallait agir et frapper, le cœur manquait à ce prince, et l'épée retombait de tout son poids dans le fourreau. Au lieu de fondre intrépidement sur nous, il demanda des conseils : ces conseils eussent été pour un acte de vigueur qu'il les eût éludés. Le maréchal de Mœllendorf dit que, « puisque le comte d'Haugwitz était « allé soumettre à l'empereur Napoléon des bases « de pacification, l'équité commandait d'attendre « ses premières lettres. D'ailleurs, les armées prus-

[1] Lettre de M. de la Forest, Berlin, 26 novembre 1805.

« siennes n'avaient point achevé leur mouvement « de concentration ; il y aurait de la témérité à se « prononcer immédiatement : il importait absolu- « ment de gagner plusieurs semaines [1]. » Le roi fut charmé de cet avis dilatoire prononcé par un homme auquel sa vieille expérience donnait une grande autorité. Il répondit dans cet esprit à l'empereur Alexandre.

Ainsi dans les mains de Frédéric-Guillaume, la médiation armée avait tous les inconvénients réunis de la neutralité et de la guerre; elle n'offrait ni la sécurité de la première ni les chances glorieuses de la seconde; elle menaçait Napoléon sans le contenir; elle donnait des espérances à l'Autriche et à la Russie, quand c'étaient des armées qui pouvaient seules les tirer de leur détresse. L'amitié du roi était stérile comme sa haine; il laissait succomber ses amis, et n'avait pas le courage de frapper celui qui était déjà son ennemi.

Cependant, en dehors de l'âme de ce prince, tout se disposait pour la guerre, comme si elle était résolue [2]. L'armée réunie en Silésie devait pénétrer en Bohême et marcher sur Baraguay-d'Hilliers; celle de Franconie prendrait position le long du Rhin; enfin, celle de Westphalie seconderait les opérations de l'armée anglo-suédo-russe qui occupait le Hano-

[1] Correspondance de M. de la Forest; dépêche du 25 novembre (dépôt des archives).

[2] Correspondance de M. de la Forest; dépêche du 26 novembre (dépôt des archives).

vre, et agirait de concert avec elle contre la Hollande et la Belgique.

De nouvelles troupes étaient venues se réunir à celles qui occupaient déjà le Hanovre, sous les ordres du comte de Tolstoï. 12,000 Anglais et Hanovriens avaient débarqué, le 19 novembre, à Stade, sous les ordres du général Don, et un second débarquement de 10,000 Anglais devait prochainement s'effectuer à l'embouchure du Weser. Le chiffre total des forces combinées qui occupaient le Lauenbourg et l'électorat s'élevait à 45,000 hommes.

Tous les États qui faisaient partie du système prussien avaient été formellement invités à rassembler des magasins pour l'entretien des troupes qui allaient entrer en campagne. Déjà la garnison de Berlin et les ambulances étaient en marche ; enfin, les équipages du roi n'attendaient plus pour partir que les derniers ordres.

A la tête du parti belliqueux s'étaient placés le baron de Hardenberg, le prince Louis, dont le tempérament fougueux avait besoin des champs de bataille pour se donner carrière, enfin la reine elle-même. Depuis que l'empereur Alexandre avait paru sur les bords de la Sprée, elle ne cessait plus de mêler sa voix timide aux clameurs guerrières ; elle poussait la passion jusqu'à insinuer au roi que, « s'il tardait davantage à se prononcer, l'armée fini- « rait par douter de son courage. » De son côté, le cabinet de Londres tâchait d'entraîner le roi par l'appât de ses subsides. Lord Harrowby venait d'ar-

river à Berlin chargé de faire à cette cour les offres les plus brillantes. Pressé et circonvenu de toutes parts, Frédéric-Guillaume ne luttait plus qu'avec peine contre les passions déchaînées autour de lui.

Napoléon se trouvait dans un danger immense et flagrant; s'il ne remportait pas une victoire prompte, éclatante, décisive, il allait avoir 150,000 ennemis de plus à combattre : tout serait remis en question, le sort de son armée, le salut de la France et sa propre couronne.

Après de longs délais calculés, M. d'Haugwitz venait d'arriver au quartier général français. L'empereur lui donna audience le 28 novembre : mais il ne lui laissa pas énoncer les propositions dont il était porteur. Il lui montra les deux armées prêtes à en venir aux mains, et lui fit comprendre l'intérêt qu'ils avaient l'un et l'autre à ajourner toute explication. Néanmoins il lui déclara « qu'il n'admettrait « la médiation du roi qu'à deux conditions : la « première, que, durant les négociations, aucune « troupe britannique, russe ou suédoise, n'entre- « rait en Hollande; la seconde, qu'on assurerait à « la garnison française qui occupait la place de Ha- « meln un rayon plus étendu, afin qu'elle eût le « moyen de pourvoir à ses subsistances. »

M. d'Haugwitz connaissait trop bien l'esprit irrésolu de son maître pour brusquer une négociation dont la fortune des armes pouvait soudainement changer le caractère. Il garda prudemment le silence, et attendit, non sans de vives angoisses,

l'issue de la grande bataille qui allait se livrer.

Avant d'en venir à un choc que tout annonçait devoir être terrible, les souverains d'Autriche et de Russie et l'empereur Napoléon firent simultanément une démonstration pacifique. Le 27 novembre, les comtes de Giulay et de Stadion se présentèrent au camp de Napoléon, et lui soumirent, au nom de leurs souverains, les propositions suivantes : « Des « négociations s'ouvriraient immédiatement pour « débattre les conditions de la paix générale ; mais « la France s'engagerait préalablement à évacuer « l'Allemagne et toute l'Italie. » Des prétentions aussi arrogantes annonçaient, ou que les alliés avaient puisé un excès de confiance dans la réunion des armées de Kutusof et de Buxhowden, et dans les promesses de la Prusse, ou que leur démarche n'était qu'un jeu pour abuser leurs peuples et leurs soldats, et gagner du temps.

Napoléon représenta aux envoyés de l'empereur d'Autriche tout ce que leurs propositions avaient d'extravagant, et, pour s'assurer si leur mission était sérieuse, il leur offrit de conclure un armistice. Leur refus fit bien voir que ce n'était point un désir véritable de pacification qui les avait conduits dans son camp.

De son côté, engagé comme il l'était au fond de la Moravie, entouré d'ennemis, au milieu d'une population frémissante, et menacé par 150,000 Prussiens, il était rempli d'anxiétés. La confiance que lui inspiraient son génie, la valeur de ses soldats et

l'excellence de ses positions, ne pouvait lui déguiser les dangers de sa situation. Ce n'était plus à des Autrichiens qu'il allait avoir affaire, mais à des Russes. La vigueur avec laquelle ces derniers s'étaient battus à Amstetten et à Hollabrünn lui faisait craindre de n'obtenir qu'une demi-victoire, et une victoire complète, décisive, pouvait seule le tirer d'embarras.

L'influence du désastre de Trafalgar se faisait déjà sentir autour de lui. Cette grande et triste nouvelle avait consterné les chefs de l'armée et amorti dans leur esprit l'ivresse de nos triomphes en Allemagne. La plupart pensaient, à l'inverse de l'empereur, que, la fortune nous trahissant sur mer, c'était le cas de nous montrer modérés dans nos prétentions sur le continent. Tous ceux qui étaient capables de scruter le fond des choses et qui interrogeaient l'avenir ne pouvaient se défendre de vagues et sombres pressentiments. En général, on désirait ardemment la paix. Les maréchaux le plus avant dans la confiance de l'empereur la lui conseillaient. Autant pour céder à leurs instances que par un sentiment de haute courtoisie à l'égard d'un prince dont il avait toujours souhaité ardemment l'amitié, et afin de connaître la physionomie du camp des alliés, il résolut d'envoyer un de ses officiers complimenter l'empereur Alexandre.

Le 28 au matin, il fit appeler son aide de camp Savary : il tenait une lettre à la main ; il lui dit : « Allez à Olmütz, vous remettrez cette lettre à l'em-

« pereur de Russie ; vous lui direz qu'ayant appris « qu'il était arrivé à son armée, je vous ai envoyé « le saluer de ma part. S'il vous questionne, vous « savez ce qu'on doit répondre en pareille circon- « stance [1]. » La lettre était ainsi conçue :

« Sire, j'envoie mon aide de camp, le général « Savary, près de Votre Majesté pour le compliment- « ter sur son arrivée à son armée. Je le charge de « lui exprimer toute mon estime pour elle et mon « désir de trouver des occasions qui lui prouvent « combien j'ambitionne son amitié. Qu'elle le re- « çoive avec cette bonté qui la distingue, et me « tienne comme un des hommes les plus désireux « de lui être agréable. Sur ce je prie Dieu, etc. »

Le général Savary avait toutes les qualités qu'exigeait la mission délicate dont il était chargé : il avait le coup d'œil prompt, net et sûr, beaucoup de sang-froid déguisé sous une exquise politesse, la parole à la fois souple et ferme, un sentiment profond de la dignité de son souverain, et cette confiance née d'un noble orgueil que l'empereur savait inspirer à tout ce qui l'approchait.

L'empereur Alexandre reçut l'envoyé de Napoléon avec l'affabilité gracieuse qui était une des séductions de sa personne. « Je suis sensible à la dé- « marche de votre maître, lui dit-il ; c'est avec « regret que je suis armé contre lui, et je saisirai « avec beaucoup de plaisir l'occasion de le lui té-

[1] Mémoires du duc de Rovigo, t. II, p. 181 et suivantes.

« moigner; depuis longtemps il est l'objet de mon « admiration. »

Alexandre passa dans une autre pièce pour prendre connaissance de la lettre de Napoléon, et reparut une demi-heure après, tenant sa réponse à la main, l'adresse en dessous. Il dit à Savary que « les « sentiments exprimés dans la lettre de Napoléon « lui avaient fait beaucoup de plaisir et qu'il n'était « point disposé à être son ennemi. » Il rappela les services qu'il avait personnellement rendus à la France lorsque, n'étant encore que grand-duc, il avait contribué à faire reconnaître par son père, et bientôt après par tous les autres États, le gouvernement consulaire. Puis il ajouta : « Si aujourd'hui « je suis dans d'autres sentiments, c'est que la « France a adopté d'autres principes et que les « grandes puissances de l'Europe en ont conçu de « l'inquiétude. Je suis appelé par elles pour con« courir à fonder un ordre de choses qui rassure et « garantisse tous les intérêts; c'est dans ce but que « je suis sorti de chez moi. Vous avez été admira« blement servis par la fortune, il faut l'avouer; « mais, en allié fidèle, je ne me séparerai pas du roi « des Romains (l'empereur d'Allemagne) dans un « moment où son avenir repose sur moi; il est dans « une mauvaise situation, mais pas encore sans « remède : je commande à de braves gens, et, si « votre maître m'y force, je leur commanderai de « faire leur devoir. »

Savary ayant répondu que l'empereur Napoléon

était dans les dispositions les plus conciliantes, qu'il désirait sincèrement la paix, que la démarche faite en ce moment en était la preuve, l'empereur Alexandre reprit : « Vous avez raison, elle fait le plus grand « honneur à sa modération ; mais est-ce vouloir la « paix que de proposer des conditions aussi désas- « treuses que celles qui sont proposées au roi des « Romains? Je vois que vous ne les connaissez « pas. — Non, sire, répondit Savary, mais j'en ai « entendu parler. — Eh bien, dit l'empereur, « vous devez convenir qu'elles ne sont pas accep- « tables. »

Savary, dans une chaleureuse et brillante réplique, s'attacha à justifier les prétentions de son empereur par la violence et l'iniquité qu'avait montrées l'Autriche en venant l'attaquer, en pleine paix, au moment où il était absorbé par les travaux de l'expédition d'Angleterre.

Alors Alexandre précisa les griefs des alliés : il se plaignit de la réunion de Gênes, des changements opérés en Italie, de la forme de gouvernement que nous avions donnée à ce pays et qui le mettait sous nos lois. « C'était là, dit-il, la question « capitale. »

En ce qui touchait Gênes, Savary allégua la situation déplorable dans laquelle se trouvait cette ville réduite à l'alternative de se donner à la France ou aux Anglais. Puis il ajouta que « l'Italie était « tout entière notre conquête, que nous l'avions « arrosée de notre sang, que deux fois elle avait

« retrouvé la liberté et son existence politique par « nos efforts. Si elle avait commencé par une forme « républicaine, c'était afin qu'elle se mît en harmo- « nie avec la puissance conservatrice..... Si, en der- « nier lieu, elle a su se placer sous la protection « d'un gouvernement monarchique, comme venait « de le faire la France, ne devait-elle pas choisir un « monarque puissant, de l'appui duquel un État « nouveau a toujours besoin? Dans ce cas, elle « n'avait à opter qu'entre l'Autriche et la France. « Nous venions de nous battre dix ans pour la con- « quérir, l'agrandir, l'arracher aux Autrichiens, la « constituer. Eussions-nous souffert un choix qui « eût détruit notre ouvrage? Si l'Autriche n'a pas « renoncé à l'Italie, nous nous battrons encore pour « celle-ci, et, si elle y a renoncé de bonne foi, peu « lui importe comment l'Italie se gouverne. »

L'entretien dura ainsi quelque temps sur les mêmes sujets; puis, quand il fut terminé, l'empereur Alexandre, tenant toujours en dessous l'adresse de sa lettre, dit à Savary : « Voici ma réponse; l'a- « dresse ne porte point le caractère qu'il a pris « depuis. Je n'attache pas d'importance à ces baga- « telles; mais cela est une règle d'étiquette, et je la « changerai avec bien du plaisir aussitôt qu'il m'en « aura fourni l'occasion. » L'adresse portait ces mots : *Au chef du gouvernement français.*

Savary lui répondit avec une dignité parfaite : « Votre Majesté a raison; cela ne peut être qu'une « règle d'étiquette, et l'empereur aussi ne la jugera

« pas différemment. Comme général en chef de l'ar-« mée d'Italie, il commandait déjà à plus d'un roi; « content et heureux du suffrage des Français, ce « n'est que pour eux qu'il trouve de la satisfaction « à être reconnu. Néanmoins je lui rendrai compte « des dernières paroles de Votre Majesté. »

L'aide de camp de Napoléon prit congé de l'empereur Alexandre. Au moment de quitter le camp des Russes, M. de Nowosilsof lui dit que l'empereur son maître lui avait ordonné de l'accompagner, la mission dont S. M. venait de le charger exigeant qu'il se mît en communication avec M. d'Haugwitz, qui devait être en ce moment à Brünn.

En entendant le négociateur russe énoncer une telle prétention, le général Savary ne put s'empêcher de sourire. Il lui répondit que, si on le forçait à l'emmener, il le déposerait à nos avant-postes, où il resterait jusqu'à ce que l'empereur Napoléon eût donné ses ordres. M. de Nowosilsof, désappointé par cette ferme réponse, n'insista plus, et Savary retourna seul dans le camp français.

Ce général rendit compte à l'empereur de sa mission; il ajouta qu'il s'était trouvé au milieu de toute la jeunesse russe de la plus grande qualité, qu'elle ne respirait que bataille, qu'il regardait un choc comme inévitable, à moins que l'empereur Napoléon ne trouvât un moyen de concilier les affaires conformément aux désirs manifestés par l'empereur Alexandre. Savary ayant fini de parler, l'empereur réfléchit quelques instants; puis, il lui dit : « Pre-

« nez un trompette et faites en sorte de retourner « chez l'empereur de Russie; vous lui direz que je « lui propose une entrevue demain, à l'heure qui « lui conviendra, entre les deux armées, et que, « bien entendu, il y aura, pendant ce temps-là, « une suspension d'armes de vingt-quatre heu« res. »

Toutes les opinions n'étaient pas unanimes dans le camp des alliés sur le parti qu'on devait adopter. Les uns, et à leur tête, dit-on, Kutusof, conseillaient d'ajourner une bataille générale et de manœuvrer pour rejoindre l'armée du prince Charles, soulever la Hongrie et donner à la Prusse le temps de se prononcer. Cet avis était plein de sagesse. Toute la crainte de Napoléon était qu'il ne prévalût. La configuration du terrain qu'occupait son armée lui offrait des avantages tels qu'il avait résolu d'y attirer à tout prix les alliés. « Messieurs, avait-il dit « à ses maréchaux quelques jours auparavant, étu« diez bien ce terrain; dans peu il deviendra notre « champ de bataille. » Il est présumable que la seconde mission de Savary auprès de l'empereur Alexandre n'était plus, comme la première, un acte de conciliation, mais une ruse de guerre. Sans doute Napoléon voulait abuser les alliés par l'ardeur de ses démonstrations pacifiques, leur persuader qu'il se regardait comme très-compromis, et les enhardir à venir l'attaquer. Quand son aide de camp fut parti, il fit reployer toutes ses lignes trois lieues en arrière, se couvrit de retranchements, et prit une

contenance timide, comme s'il était décidé à battre en retraite.

Le retour de Savary dans le camp des Russes et le reploiement de nos corps achevèrent d'exalter les têtes des jeunes nobles qui entouraient l'empereur Alexandre. Ils repoussèrent dédaigneusement, comme dicté par des esprits pusillanimes et découragés, le conseil d'ajourner la bataille. « Napoléon, « disaient-ils, s'était laissé entraîner par l'espoir « d'atteindre Kutusof au fond de la Moravie. Il s'en « repentait aujourd'hui : tout trahissait chez lui l'in- « quiétude et l'angoisse ; ce que n'avaient pu faire « les Autrichiens, les Russes sauraient bien l'accom- « plir. A eux était réservée la gloire de punir les « Français de leur marche téméraire, de venger « le désastre d'Ulm et de raffermir sur ses bases « l'Europe ébranlée. » Cette opinion l'emporta, et il fut décidé que, sans plus attendre, l'armée alliée nous livrerait bataille.

Alexandre refusa le rendez-vous demandé par l'empereur des Français, sous prétexte qu'il devait préalablement se concerter avec l'empereur d'Autriche, qui était un peu éloigné, et il envoya à sa place son premier aide de camp, le prince Dolgorouki.

Au lieu de recevoir cet envoyé dans son camp, Napoléon affecta de lui en fermer l'entrée; il se rendit aux avant-postes, et lui donna audience sur la grande route d'Olmütz. L'armée était silencieuse et renfermée dans ses retranchements. Ces apparences

gonflèrent d'orgueil le prince Dolgorouki : c'était un de ces jeunes seigneurs qui avaient plus d'orgueil national que de lumières, grands partisans de l'Angleterre, protecteurs dédaigneux de l'Autriche, ennemis fougueux de la France, ambitieux d'étendre partout la suprématie de la Russie, et qui s'imaginaient que les alliés n'avaient plus qu'à s'avancer pour envelopper toute l'armée française et l'anéantir. Dans sa conférence avec Napoléon, il n'eut ni la mesure ni le tact que commandait la présence d'un si grand homme : il voulut être digne et il ne fut qu'arrogant. Il renouvela la demande déjà faite que la France évacuât sans délai l'Allemagne et l'Italie [1].

Napoléon opposa un calme plein de noblesse aux airs superbes du prince Dolgorouki, et répondit à ses hautaines demandes : « Si c'est là ce que vous aviez « à me dire, allez rapporter à l'empereur Alexandre « que je ne croyais pas à ces dispositions lorsque « je demandais à le voir : je ne lui aurais montré « que mon armée, et je m'en serais rapporté à son

[1] Les 30e et 33e bulletins disent que le général Dolgorouki poussa l'excès des prétentions jusqu'à oser demander que la France renonçât, non pas seulement à l'Italie, mais à la Belgique. Il faut se défier des bulletins rédigés dans la vue d'agir sur l'armée et sur le peuple, et de les exalter. C'était déjà une prétention assez ridicule d'exiger du vainqueur d'Ulm qu'il évacuât l'Italie, sans supposer encore qu'ils eussent poussé l'arrogance jusqu'à lui demander de renoncer aux provinces belges.

« équité pour les conditions ; il le veut, nous nous « battrons, je m'en lave les mains. »

Quand l'envoyé russe fut parti, l'empereur se tourna vers les généraux qui l'avaient accompagné, et il leur dit : « Il faut que ces gens-là soient fous « de me demander d'évacuer l'Italie, lorsqu'ils sont « dans l'impossibilité de m'arracher de Vienne. « Quels projets avaient-ils donc, et qu'auraient-ils « fait de la France si j'avais été battu ? »

Tout espoir d'arrangement étant évanoui, il ne restait plus qu'à combattre. Les souverains alliés et Napoléon avaient mis à profit les dix jours qui venaient de s'écouler pour se renforcer de toutes les troupes qui étaient à leur portée. D'une part, le grand-duc Constantin avait rejoint l'empereur Alexandre avec les réserves de la garde impériale : de l'autre, Napoléon avait appelé à lui Davoust et Bernadotte.

Voici quelles étaient, le 1er décembre, les positions respectives des deux armées. La ligne française s'étendait depuis les montagnes qui sont à la gauche de la grande route de Brünn à Olmütz jusqu'à l'abbaye de Raygern. L'aile gauche, conduite par le maréchal Lannes, s'appuyait à la montagne du Santon. Le centre, sous les ordres de Bernadotte, était placé un peu en arrière du village de Ghirkowitz. L'aile droite, où étaient les grandes masses, commandée par le maréchal Soult, se prolongeait depuis Ghirkowitz jusqu'à l'abbaye de Raygern : les divisions Vandamme, Saint-Hilaire et Levasseur,

qui étaient les plus rapprochées du centre, étaient comme cachées dans le fond d'un ravin, en face du plateau de Pratzen, occupé par le centre de la ligne ennemie. Plus à droite, la division Legrand devait défendre les défilés formés par les étangs de Menitz et de Satchen et par les villages de Telnitz et de Sokelnitz. Enfin, Davoust, qui arrivait à marches forcées de Presbourg, devait former, à l'abbaye de Raygern, l'extrême droite de la ligne. La réserve et la garde impériale étaient rangées en arrière du centre et de la droite. Les opinions ne sont pas unanimes sur la force de l'armée française : les uns l'ont portée à 65,000, les autres à 80,000 hommes : ce qui est hors de doute, c'est qu'elle était inférieure de 15 à 20,000 hommes à celle de l'ennemi. Napoléon la comm ndait en personne.

Le plan des alliés était de porter leurs principaux efforts sur notre extrême droite, de la déborder en forçant les défilés de Telnitz et de Sokelnitz, de nous couper de Vienne et de Masséna, et de nous refouler sur Brünn et sur la route de Bohême, par laquelle devaient arriver les Prussiens. Leur droite, sous les ordres du prince Bagration, s'appuyait au village d'Hallubitz et de Blasowitz, près de la route d'Olmütz. Les colonnes du centre, conduites par Kollowrath, étaient en ligne derrière les hauteurs de Pratzen, qu'elles devaient occuper aussitôt que les colonnes de gauche les auraient quittées pour se porter par les défilés des étangs sur notre droite et la prendre à revers. L'aile gauche, commandée par

Buxhowden, et qui était destinée à frapper les grands coups, se prolongeait depuis le plateau de Pratzen jusqu'au village d'Aujest, placé en face des étangs. Ainsi, le plateau de Pratzen formait le point central de la ligne des alliés.

Napoléon avait deviné leur projet : il avait résolu de saisir le moment où leur gauche abandonnerait le plateau pour s'en emparer lui-même, couper en deux l'armée combinée, envelopper et écraser le corps de Buxhowden. Le 30 novembre, montrant les hauteurs de Pratzen à ses maréchaux, il leur dit : « Si je voulais empêcher l'ennemi de passer, « c'est ici que je me placerais ; mais je n'aurais « qu'une bataille ordinaire : si, au contraire, je « refuse ma droite en la retirant vers Brünn et que « les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont per-« dus sans ressource. » Il ne craignit pas d'initier son armée tout entière au secret de sa pensée. « Soldats, leur dit-il dans sa proclamation, l'armée « russe se présente devant vous pour venger l'ar-« mée autrichienne d'Ulm : ce sont ces mêmes ba-« taillons que vous avez battus à Hollabrünn, et « que, depuis, vous avez constamment suivis jus-« qu'ici. Les positions que nous occupons sont for-« midables, et, pendant qu'ils marchent pour tour-« ner ma droite, ils me prêtent le flanc. »

La nuit n'apporta aucun changement aux résolutions des alliés. Le plan qu'ils avaient conçu, ce plan qui les conduisait à leur ruine, ils l'exécutèrent avec une ponctualité minutieuse. Le 2 décem-



bre au matin, toute leur aile gauche s'ébranla, et, descendant des hauteurs de Pratzen, elle se porta en masse sur les défilés de Telnitz et de Sokelnitz. A cette nouvelle, Napoléon ressentit une joie indicible : l'ennemi venait de lui-même se précipiter dans ses serres. Ses colonnes étaient encore immobiles, et déjà il tenait la victoire. Tandis que toute l'aile gauche ennemie fondait sur la division Legrand, le corps de Lichtenstein, par un mouvement inverse, se portait sur Hollubitz, pour seconder l'attaque du Santon, en sorte qu'il y eut un moment, moment bien court mais décisif, où l'armée ennemie se trouva disjointe et divisée en deux grandes masses poussées dans deux directions opposées, l'une contre l'extrémité de notre aile droite, l'autre contre notre aile gauche. C'est ce moment que Napoléon saisit pour lancer ses colonnes sur le centre dégarni des alliés et leur porter des coups accablants.

Parcourant le front des bataillons de Soult, il les enflamma par son geste et sa voix : « L'ennemi, « leur dit-il, vient se livrer imprudemment à vos « coups : terminez la campagne par un coup de « tonnerre. » Aussitôt toutes ses colonnes s'élancent à la fois ; Bernadotte sur Blasowitz ; les divisions Saint-Hilaire, Vandamme, Levasseur, et, à leur tête, le maréchal Soult, sur les hauteurs de Pratzen : elles abordent de front et de flanc le corps de Kollowrath, qui s'avance pour remplacer sur le plateau les colonnes de Buxhowden. Ce corps d'ar-

mée, assailli à l'improviste au milieu de son mouvement, se rompt sous le choc impétueux des divisions Vandamme et Saint-Hilaire. Vainement l'empereur Alexandre et Kutusof s'efforcent de reformer leurs lignes brisées : l'épouvante et le désordre s'introduisent dans les rangs ; tout plie et se retire sur Hosteriadecke et Waschau.

Lannes, Murat et Bernadotte obtenaient des avantages non moins décisifs, quoique plus disputés, sur la droite des alliés. Blasowitz était le nœud de cette partie du champ de bataille. Les colonnes de Lichtenstein ayant été rappelées de la droite au secours du centre, s'offrirent à nos coups dans leur marche confuse : Bernadotte les attaqua avec furie, perça leurs lignes et pénétra dans Blasowitz. Le grand-duc Constantin accourut alors avec les réserves et ranima la lutte. Blasowitz fut pris et repris plusieurs fois, mais finit par rester entre nos mains. En vain les chevaliers-gardes arrivèrent d'Austerlitz pour rallier les réserves : ils furent eux-mêmes enfoncés par les grenadiers à cheval de la garde impériale. Enfin, Bagration, cédant à l'attaque fougueuse de Lannes et de Murat, fut entraîné lui-même dans le mouvement rétrograde des réserves et du centre ; la ligne ennemie fut rompue sur tous les points.

Cependant Buxhowden avait tenté vainement de forcer les défilés des étangs. Tant qu'il n'avait eu à combattre que la division Legrand, il avait fait des progrès sur notre droite : ces légers avantages

étaient entrés dans les calculs de Napoléon, qui voulait l'amorcer et l'attirer, afin d'agrandir la trouée au centre de la ligne ennemie. L'arrivée de Davoust changea tout à coup la face des choses. Ce maréchal refoula sur Telnitz et Sokelnitz les colonnes de Doctorof, de Langeron et de Pribicheski, et les contint à l'issue des défilés jusqu'au moment où l'empereur, se rabattant des hauteurs de Pratzen sur Aujest et Sokelnitz, fondit sur leurs flancs et sur leurs derrières et les refoula sur les étangs. Le corps de Pribicheski, enveloppé à Sokelnitz, se rendit le premier; bientôt celui de Langeron subit le même sort. Buxhowden, engagé moins à fond dans les défilés, parvint à s'ouvrir une issue à travers nos colonnes pressées sur les hauteurs d'Aujest, et rejoignit Kutusof à Waschau; mais cette retraite lui coûta la moitié de ses soldats et toute son artillerie. Les grandes infortunes de ce jour furent réservées aux troupes du général Doctorof : coupées de Buxhowden et cernées de toutes parts, elles se battirent en désespérées; plus de la moitié de ce corps et 38 pièces de canon, s'étant aventurées sur l'étang gelé de Satchen, la glace se rompit sous ce poids énorme, et tout fut englouti. L'autre moitié, composée surtout de cavalerie, s'enfuit en désordre dans la direction de Czeist, laissant la route jonchée de morts et de blessés.

Ainsi finit cette mémorable bataille d'Austerlitz qui coûta aux alliés, les uns disent 30,000, les autres jusqu'à 45,000 hommes, tués, noyés, prison-

niers ou égarés, 120 pièces de canon, un matériel immense, et qui éleva à une hauteur incomparable la gloire militaire de la France et de son empereur.

Le lendemain de cette grande journée, l'armée des alliés était dans une situation déplorable : réduite à peine à 30,000 hommes, plongée dans un abattement impossible à décrire, sans munitions, sans vivres, privée de presque toute son artillerie, elle fuyait à pas précipités vers la Hongrie, pour s'y rallier au prince Charles, et elle n'avait pas même la certitude de conserver cette dernière voie de salut. Aussi habile à tirer parti de ses victoires qu'à les préparer, Napoléon avait lancé Murat sur la route d'Olmütz, afin de tourner la droite des Russes; Davoust sur Gœding, pour tourner leur gauche et leur intercepter la route de Hongrie; lui-même, avec le gros de ses colonnes, les poursuivait en queue; leur perte semblait infaillible. Les deux empereurs marchaient au milieu de leurs soldats découragés, et leurs personnes elles-mêmes étaient menacées de tomber entre les mains du vainqueur. François II ne se sentit pas le courage de prolonger la lutte; il résolut de se séparer de son allié et de demander la paix.

Le 3 décembre, de grand matin, le prince de Lichtenstein, après avoir erré pendant toute la nuit au milieu de nos bivacs, parvint enfin à trouver le quartier général de l'empereur Napoléon : il se fit introduire dans sa tente, et lui dit que l'empereur son maître l'avait envoyé près de lui pour

négocier un armistice et solliciter une entrevue. L'entrevue fut accordée et fixée au lendemain. Le 4 décembre, à l'heure convenue, l'empereur d'Autriche arriva au bivac de Sarutschitz. Il était en calèche, accompagné des princes Jean de Lichtenstein, de Wurtemberg, de Schwartzenberg et des généraux Kienmayer, Bubna et Stutherheim. Napoléon alla au-devant de lui, l'embrassa en l'abordant, et le conduisit au feu de son bivac en lui disant : « Sire, je vous reçois dans le seul palais « que j'habite depuis deux mois. — Vous tirez un « si bon parti de cette habitation qu'elle doit vous « plaire, » lui répondit en souriant François II.

Napoléon avait le choix entre deux partis : il pouvait faire avec l'Autriche une paix séparée, ou bien pousser jusqu'au bout sa fortune et ne poser les armes qu'après avoir conclu la paix, non pas seulement avec l'empereur d'Autriche, mais aussi avec l'empereur de Russie.

Depuis le désastre d'Ulm, l'Autriche était pour ainsi dire hors de combat ; il n'y avait plus dans l'arène que la France et la Russie. La fortune venait de prononcer : Napoléon avait le droit d'exiger le prix de son double triomphe. Ne conclure la paix qu'avec l'Autriche et rester en guerre avec la Russie, c'était faire une œuvre incomplète, annihiler tous les effets de notre prodigieuse victoire, et laisser l'Europe livrée aux chances d'une nouvelle conflagration. Il est impossible d'admettre que Napoléon n'ait pas été frappé des inconvénients d'une paix

isolée. Mais sa situation militaire, quelque brillante qu'elle fût, présentait des points faibles et vulnérables : il ne connaissait pas au juste la distance qui séparait les troupes de Davoust du pont de Gœding sur la rivière de la Marche : il craignait qu'elles ne fussent pas assez avancées pour y prévenir les Russes, ni assez nombreuses pour les contenir. Si les deux empereurs parvenaient à effectuer leur jonction avec l'archiduc Charles, ils auraient 100,000 hommes à nous opposer. De leur côté, Benigsen s'approchait à la tête d'une troisième armée russe, et l'archiduc Ferdinand débouchait de Bohême avec 20,000 hommes, chassant devant lui le corps du général de Wrède, qu'il avait battu à Iglau. La guerre se prolongeant, le roi de Prusse finirait probablement par céder aux obsessions de la coalition et de sa propre famille, et entrerait en lice. Dès lors, notre situation, si forte et si glorieuse aujourd'hui, serait de nouveau compromise. Enfin, peut-être Napoléon a-t-il reculé devant l'excès de sa fortune : l'homme qui ne devait sa couronne qu'à son génie et à la volonté du peuple n'aura pas osé ajouter aux trophées de sa victoire la prise d'un czar et celle d'un empereur d'Autriche. Quoi qu'il en soit, il consentit à ce que lui demandait François II, et il lui dit : « L'armée russe est cernée, pas un homme « ne peut échapper ; mais je désire faire une chose « agréable à l'empereur Alexandre : je laisserai « passer l'armée russe; j'arrêterai la marche de mes « colonnes, pourvu que l'armée russe retourne en

« Russie, qu'elle évacue l'Allemagne, la Pologne « autrichienne et prussienne, et que Votre Majesté « me promette de ne plus me faire la guerre. — « Cette promesse, je vous la donne, répondit l'em- « pereur d'Autriche; quant à l'empereur Alexandre, « son intention est de retourner en Russie avec son « armée. »

Quand François II se fut retiré, Napoléon parut se repentir de ce qu'il venait d'accorder; il dit aux généraux qui l'entouraient : « Cet homme me fait « faire une faute; j'aurais pu suivre ma victoire et « prendre toute l'armée russe et autrichienne; mais « quelques larmes de moins seront versées. » Il ordonna aussitôt à Savary de se rendre auprès de l'empereur Alexandre, et, si ce prince acceptait les conditions de l'armistice, d'en prévenir immédiatement Davoust, afin qu'il arrêtât son mouvement sur Gœding.

Mais Alexandre n'avait pas attendu la conclusion de l'armistice pour s'en assurer les avantages. Le 4 décembre au matin, dans le moment même où les empereurs de France et d'Autriche étaient en conférence, Davoust s'avançait à marches forcées sur Gœding, dont il n'était plus éloigné que d'une demi-lieue. Merfeldt, chargé d'en défendre les approches, était hors d'état de tenir tête au corps de Davoust : la situation du général autrichien était critique, ses perplexités extrêmes; il était responsable en quelque sorte du salut de l'armée russe et des deux empereurs; il envoya proposer à Davoust

une suspension d'armes. Les Russes étaient encore à trois lieues en arrière, et il importait de gagner à tout prix deux ou trois heures. Mais le maréchal qui ne savait rien encore, rejeta la demande de Merfeldt et pressa la marche de ses troupes. De minute en minute, le danger s'aggravait pour l'armée combinée et pour les deux empereurs; Davoust touchait aux portes de la ville, il allait s'emparer du pont construit sur la rivière de la Marche, quand un second parlementaire se présente et lui remet le billet suivant écrit au crayon : *J'autorise le général Merfeldt à faire connaître au général français que les deux empereurs d'Allemagne et de France sont en conférence, qu'il y a un armistice dans cette partie, et qu'il est en conséquence inutile de sacrifier plus de braves gens.*

4 décembre. ALEXANDRE.

Davoust ne put croire que l'empereur de Russie eût compromis dans une ruse de guerre son caractère et son nom ; il crut de bonne foi que l'armistice était conclu ; il arrêta ses colonnes, et laissa passer librement sur la rive gauche de la Marche l'empereur Alexandre et les 25,000 Russes qui avaient échappé au désastre d'Austerlitz.

Savary trouva ce prince, non à Gœding, comme il s'y attendait, mais à Holitsch, et parfaitement en sûreté. A sa vue, Alexandre lui dit : « Je suis bien « aise de vous revoir dans une occasion aussi glo-

« rieuse pour vous : cette journée ne gâtera rien à « toutes celles de la carrière militaire de votre maître. « C'est la première bataille où je me suis trouvé, et « j'avoue que la rapidité de ses manœuvres n'a ja- « mais laissé le temps de secourir aucun des points « qu'il a successivement attaqués. Mais de quoi s'a- « git-il ? puis-je me retirer en sûreté? »

« Oui, sire, répondit Savary, si Votre Majesté « ratifie ce que les deux empereurs ont arrêté dans « leur entrevue. — Et qu'est-ce? — Que l'armée de « Votre Majesté se retirera chez elle par journées « d'étape qui seront réglées par l'empereur, et qu'elle « évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne. « A cette condition, l'empereur m'a commandé de « me rendre à nos avant-postes, qui vous ont tourné, « et d'y domner ses ordres pour protéger votre re- « traite, l'empereur voulant respecter l'ami du pre- « mier consul. »

« Oui, répondit Alexandre, j'accepte. C'est pour « le roi des Romains que je suis venu ; il me « dégage ; il est content de ce qui lui est promis ; « je puis l'être aussi, puisque je ne formais point « de vœu pour moi. Quelle garantie votre maître « exige-t-il? — Sire, votre parole. — Je vous la « donne. »

Le 4 décembre au matin, l'empereur de Russie reprit en toute hâte la route de ses États.

Il est évident que la démarche de François II et son entrevue avec Napoléon avaient été concertées avec Alexandre, et que les deux empereurs, comme

l'a dit un témoin de ces grands événements [1], s'étaient partagé les rôles pour échapper à la honte d'une capitulation qui eût fait oublier celle de Mack.

Napoléon ne se contenta pas de protéger la retraite de l'empereur Alexandre; il se plut à lui donner une nouvelle marque d'égards; il lui renvoya le prince Repnin et tous les soldats russes de la garde impériale faits prisonniers à Austerlitz.

Les bases de l'armistice avaient été arrêtées le 4 décembre entre l'empereur Napoléon et le prince Jean de Lichtenstein; mais elles ne furent signées que le 6. Il fut convenu que l'armée française conserverait toutes ses positions, c'est-à-dire plus d'un tiers des États autrichiens, y compris Presbourg; que l'empereur François II contremanderait toutes ses levées extraordinaires, et que l'armée russe évacuerait la Moravie et la Hongrie dans l'espace de quinze jours, et la Gallicie dans celui d'un mois.

Napoléon ne voulut pas quitter les champs de bataille que son armée venait d'illustrer, sans la remercier : il lui adressa cette belle proclamation.

« Soldats, je suis content de vous; vous avez, à « la bataille d'Austerlitz, justifié ce que j'attendais « de votre intrépidité; vous avez décoré vos aigles « d'une gloire immortelle. Une armée de 100,000 « hommes, commandée par les empereurs d'Autri- « che et de Russie, a été, en moins de quatre heu-

[1] Mémoire du duc de Rovigo, vol. II, pages 184-226.

« res, ou coupée ou dispersée ; ce qui a échappé à « votre fer s'est noyé dans les lacs.

« Quarante drapeaux, les étendards de la garde « impériale de Russie, 120 pièces de canon, 20 gé- « néraux, plus de 30,000 prisonniers sont les résul- « tats de cette journée à jamais célèbre.

« .... Soldats, lorsque tout ce qui est néces- « saire pour assurer le bonheur et la prospérité de « notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en « France : là, vous serez l'objet de mes plus tendres « sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, « et il vous suffira de dire : *J'étais à la bataille « d'Austerlitz*, pour que l'on réponde : Voilà un « brave. »

CHAPITRE XVII.

Impression produite à Berlin par la nouvelle de la bataille d'Austerlitz. — Efforts de cette cour pour justifier sa conduite. — Excuses données par M. Lombard et le duc de Brunswick. — Anxiétés du roi. — Mesures défensives. — Lettre de M. de Hardenberg à lord Harrowby (22 décembre 1805). — Situation de la France à l'égard de la Prusse. — Nécessité pour Napoléon de prendre un parti décisif. — Première audience accordée par ce prince au comte d'Haugwitz. — Tout éclat ajourné. — Seconde entrevue au palais de Schœnbrünn. — Violentes explications. — Traité du 15 décembre 1805. — Négociations et traité de Presbourg. — Considérations sur le traité de Presbourg. — Consternation du roi de Prusse à la lecture du traité du 15 décembre. — Irritation de l'opinion. — Grand conseil convoqué par le roi. — Changements considérables introduits par ce prince dans le traité. — Envoi de M. d'Haugwitz à Paris. — Désarmement intempestif. — Colère de Napoléon. — Il impose à la Prusse un nouveau traité. — Le roi le ratifie sans conditions.

La nouvelle du désastre des Russes saisit la cour de Berlin dans le paroxysme de son excitation contre la France. Le roi en fut informé par le comte d'Haugwitz et par l'empereur Alexandre lui-même.

Ce prince, après quelques reproches, lui conseillait de se tenir en garde contre les vues de la France, mettait à sa disposition les 20,000 Russes qu'il avait jetés dans le Mecklembourg ainsi que celui de ses corps d'armée qui était en Silésie, et le déliait au surplus de tous ses engagements. Le prince Dolgorouki vint confirmer en personne les faits contenus dans la lettre de l'empereur. L'impression produite à Berlin par le récit de la bataille d'Austerlitz fut terrible. Partout, à la cour, dans les salons de la noblesse, dans les casernes, le cri de guerre cessa de se faire entendre, et les passions qui, la veille encore, grondaient autour du trône, rentrèrent dans un morne silence. M. de la Forest, que l'on commençait à traiter avec une hauteur dédaigneuse, devint tout à coup l'objet des égards empressés de tout le monde, et la peur fit sourire les visages naguère les plus hostiles. La métamorphose fut générale et complète.

Il fallait donner des excuses. M. Lombard, qui avait tous les secrets du roi, fut chargé de cette ingrate et difficile mission. Il dit à M. de la Forest que jamais son maître n'avait eu sérieusement l'intention de nous déclarer la guerre. « Sans doute, il « aurait pu se trouver accidentellement dans le cas « d'épouser la cause de l'Autriche, s'il avait été « possible que l'empereur Napoléon eût conjuré la « perte de cette couronne; mais la pensée du roi « s'était toujours refusée à admettre une telle sup- « position. La convention que l'empereur Alexandre

« lui avait arrachée avait pu être l'ouvrage d'une « machination irrésistible ; mais la pensée secrète « ressortait du contraste qui s'était fait remarquer « entre les ordres officiels et la lenteur calculée des « préparatifs. Il y avait eu plan sur plan, mouve- « ment sur mouvement ; en résultat, on n'avait « cherché qu'à gagner du temps, sans faire sortir « un seul bataillon des frontières. On devait au roi « la justice de penser qu'il n'eût pas agi ainsi, s'il « avait eu l'intention de faire la guerre à la France. « On en savait assez à Berlin pour avoir compris « qu'après le passage du Rhin, il y avait des join- « tures par où il eût été facile de porter des coups « funestes à l'armée française. Si on ne l'avait pas « fait, c'était donc que le roi ne l'avait pas voulu. » Il était impossible de déguiser avec des nuances de langage plus délicates l'humilité d'une pareille démarche.

Le duc de Brunswick vint ensuite, qui donna aux déclarations de M. Lombard l'autorité de son âge et de son rang : il toucha avec beaucoup d'art les articles de la paix qui allait se conclure entre la France et l'Autriche. « La Prusse, dit-il, n'avait promis de « soutenir cette dernière puissance que dans le cas « où elle serait contrainte à des sacrifices incompa- « tibles avec sa sûreté future. Mais le roi ne regar- « dait pas comme étant de ce nombre la perte des « territoires qu'elle possédait en Souabe : elle pou- « vait les céder. Elle devait aussi sanctionner l'ordre « de choses établi en Italie avant la guerre. On

« craignait, il est vrai, que la France n'exigeât une « partie du Tyrol ou des provinces vénitiennes : « mais le duc se hâta d'ajouter que cette prétention « de notre part ne serait pas considérée par la « Prusse comme un *casus fœderis*, si les empereurs « d'Autriche et de Russie voulaient la sommer de « s'y opposer avec eux. »

Ainsi, le mouvement de retraite était complet. Le roi abandonnait à la fois tous les points sur lesquels, peu de jours auparavant, il avait la prétention de prononcer, non en arbitre impartial, mais en ennemi de la France. Visiblement, on ne désirait plus qu'une chose à Berlin, c'était que l'empereur Napoléon oubliât tout ce qui s'était passé.

Conformément à des ordres expédiés de Vienne le 26 novembre, M. de la Forest avait pressé le gouvernement prussien de garantir la place de Hameln et la Hollande contre les attaques des alliés [1]. M. de Hardenberg avait refusé en termes secs et hautains de satisfaire à cette demande. « L'affaire du Hanovre, avait-il répondu, était, comme toutes les « autres, subordonnée aux grandes questions que « M. d'Haugwitz était chargé de traiter à Vienne. » M. de Hardenberg ne connaissait pas encore la bataille d'Austerlitz. Mais, le 13 décembre, M. de la Forest ayant renouvelé ses instances, la Prusse se hâta de souscrire à tout : seulement, elle demanda que la France s'engageât à ne point attaquer de son

[1] Note du 3 décembre.

côté le Hanovre. Le major Pfuhl fut expédié aussitôt à Vienne (19 décembre) pour informer le comte d'Haugwitz des résolutions prises. Cet officier ayant rencontré en route le ministre prussien qui revenait de Schœnbrünn, il n'alla pas plus avant, et ils retournèrent ensemble à Berlin.

Le roi était en proie aux plus cruelles anxiétés. Quel accueil l'empereur Napoléon avait-il fait au comte d'Haugwitz? s'était-il montré généreux ou impitoyable? Envoyé pour donner la loi, son ministre ne l'avait-il pas reçue et reçue durement? dans l'état d'angoisses où il était plongé, il résolut de se fortifier contre des éventualités dangereuses. Il n'accepta pas seulement l'appui des 20,000 Russes campés dans le Mecklembourg, que venait de lui offrir l'empereur Alexandre; il sollicita l'Angleterre de lui rendre le même service en mettant à sa disposition les forces qu'elle avait rassemblées dans l'électorat. « Depuis la malheureuse bataille d'Austerlitz, « écrivait, le 22 décembre, M. de Hardenberg à « lord Harrowby, et vu l'incertitude absolue dans « laquelle on était à l'égard des intentions de Napo- « léon, la Prusse devait nécessairement agir avec la « plus grande circonspection et gagner du temps. »

L'Angleterre déféra au désir du roi; il fut convenu entre ce prince et les cours de Londres, de Saint-Pétersbourg et de Stockholm, que, dans le cas où les Français voudraient reprendre possession de l'électorat, les troupes qui l'occupaient en ce moment auraient la faculté de se réfugier sur le

territoire prussien, sous la condition toutefois qu'ils se retireraient derrière l'armée prussienne.

Après son entrevue avec l'empereur François, au bivac de Sarutchitz, Napoléon était retourné à Brünn où il avait trouvé le comte d'Haugwitz qui avait sollicité l'honneur de lui être présenté. L'histoire de la diplomatie n'offre peut-être rien de comparable à la situation dans laquelle se trouvait placé ce ministre, et jamais responsabilité plus grande ne pesa sur le représentant d'une tête couronnée. Le canon d'Austerlitz avait déchiré le traité de Potsdam et renversé tous les rôles. De médiatrice et secrète alliée de nos ennemis, la Prusse, sans avoir brûlé une amorce, était presque descendue au rang de vaincue. Hier, armée pour nous dicter la loi, elle était réduite aujourd'hui à la recevoir de nous. Le 7 décembre, le comte d'Haugwitz fut admis à l'audience de l'empereur. En homme d'esprit et de bon goût, il ne fit entendre au vainqueur d'Austerlitz que des paroles d'admiration. Napoléon les reçut avec une politesse ironique et lui fit cette réponse si connue : « Le compliment que vous m'adressez « était destiné à d'autres ; c'est la fortune qui en a « changé l'adresse. »

Dans cette première entrevue on affecta de part et d'autre une réserve extrême, chacun s'efforçant de dissimuler les sentiments qui l'agitaient : l'un, le mépris, l'indignation, l'impatience de dominer ; l'autre, l'anxiété, le désir d'échapper aux périls de la guerre et à la honte du joug. Les conférences

pour la paix n'étaient point encore ouvertes à Presbourg. Les ministres de l'empereur d'Autriche conjuraient M. d'Haugwitz de ne se laisser intimider ni par l'échec d'Austerlitz, ni par la conclusion de l'armistice de Sarutchitz, ni par la retraite des Russes, et de proposer la médiation armée de son souverain. Leur but, en donnant de tels conseils, n'était point de raviver la guerre, mais d'en imposer à la France et d'en obtenir de meilleures conditions. D'un autre côté, l'armée russe avait à peine commencé son mouvement de retraite. L'archiduc Charles n'avait point encore évacué la Hongrie, et la paix n'était point signée. Ce n'était donc pas le moment pour l'empereur d'avoir avec le comte d'Haugwitz une explication qui pouvait aboutir à une rupture. Tout fut ajourné. Napoléon affecta même de paraître satisfait de la conduite du roi. « 150,000 « ennemis de plus, disait le bulletin du 7 décem« bre, n'auraient fait que rendre la guerre plus « longue; heureusement toutes les intrigues ont « été impuissantes contre le bon esprit et la haute « sagesse du roi de Prusse. »

Mais lorsque, de retour à Schœnbrünn, Napoléon eut appris que les Russes s'éloignaient et que nos troupes occupaient successivement tous les territoires qui leur étaient assignés par l'armistice de Sarutchitz, il éclata enfin.

Tout lui commandait de prendre une grande et décisive résolution. La Prusse s'était conduite à notre égard, pendant la guerre d'Autriche, avec une

déloyauté et une ingratitude qui n'avaient été surpassées que par sa pusillanimité. Depuis le traité de Lunéville jusqu'à l'événement d'Anspach, nous n'avions pas cessé, pour ainsi dire, de l'accabler des témoignages de notre confiance et de notre amitié. C'était grâce à notre intervention qu'elle avait obtenu, dans le partage des indemnités, un lot considérable. Pendant les trois années qui avaient suivi la rupture de la paix d'Amiens, nous avions épuisé, pour l'attirer à nous, toutes les combinaisons de la politique la plus souple et la plus caressante. Sur un seul point, la question du Hanovre, nous l'avions froissée ; mais elle ne pouvait ignorer que nous ne nous étions emparés de l'électorat que pour le lui offrir. Elle était la dernière puissance qui eût le droit de nous en faire un crime. Ses refus tant de fois renouvelés n'avaient pu lasser Napoléon ; sans cesse il l'avait sollicitée, conjurée d'accepter son alliance, aimant mieux compromettre sa dignité dans d'inutiles avances que de mériter le reproche de l'avoir négligée un seul jour. Tant de constance n'avait pu la toucher ; elle avait résisté à toutes les séductions. Assurément elle était dans son droit ; mais l'empereur à son tour était dans le sien en exigeant qu'elle montrât la même fermeté à repousser les sollicitations de ses ennemis. Elle n'avait pas su se maintenir sur cette ligne de droiture et d'impartialité. Parce qu'un de nos corps d'armée avait traversé une de ses enclaves de Franconie, territoire perdu au milieu des armées belligérantes, fatale-

ment condamné à être violé tantôt par l'une, tantôt par l'autre, et qui l'avait été effectivement par les Bavarois et les Autrichiens avant de l'être par Bernadotte, elle s'était tournée contre Napoléon qui avait la passion de l'élever, de l'agrandir, qui voulait lui donner le Hanovre, la dignité impériale ; et elle s'était alliée à l'Angleterre, de laquelle elle ne pouvait obtenir l'électorat qu'en le lui arrachant ; à l'Autriche, sa rivale séculaire en Allemagne ; à la Russie, qui brûlait de lui ravir ses provinces polonaises et de la rejeter par delà la Vistule. Elle avait placé Napoléon dans un danger terrible ; elle l'avait forcé d'aller jouer sa fortune, sa couronne, le salut de la France sur un champ de bataille, au fond de la Moravie. C'étaient là des torts bien graves, peut-être irréparables. Nous ne pouvions plus nous fier ni au jugement ni à la loyauté du roi. Les derniers événements avaient prouvé que ce prince n'était plus seul maître à Berlin. Autour de lui il y avait la reine et les princes ; il y avait M. de Hardenberg ; il y avait la noblesse et l'armée : tous désiraient notre abaissement avec autant de passion et plus d'aveuglement qu'on ne le voulait à Londres, à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Aujourd'hui, ils s'humiliaient à l'envi parce que la crainte remplissait leur cœur ; mais le jour où l'Autriche et la Russie rentreraient en guerre, on les verrait déclamer de nouveau contre la France, circonvenir le roi et l'empereur, et le traîner de force sur les champs de bataille.

La Russie était vaincue, mais non domptée ; elle

n'avait, par aucun acte, enchaîné son avenir; elle s'était réservé le droit de venger l'affront que venaient d'essuyer ses armes, et restait notre ennemie au même titre qu'avant le revers d'Austerlitz. La Prusse, par la convention de Potsdam, s'était faite presque son alliée. Si nous ne brisions violemment ces nœuds, il fallait nous attendre à une prochaine et effroyable lutte. Les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg reprendraient espoir et courage; et lorsqu'elles auraient réorganisé leurs armées, la coalition viendrait fondre de nouveau sur nous, grossie cette fois de toutes les forces de la Prusse. Il y avait dans l'appréhension de ce grand péril de quoi intimider les plus fermes courages. Nos conquêtes, notre influence dans le monde, notre existence même, tout serait remis en question; c'était donc pour Napoléon un devoir sacré de mettre son pays à l'abri de si terribles chances.

Il avait le choix entre deux partis : s'élancer des champs de la Moravie sur la Prusse, l'étourdir par des coups prompts et mortels et l'anéantir; ou bien trouver le secret de l'enchaîner à notre fortune, l'arracher des bras de la Russie et la tourner contre elle.

Si, après la bataille d'Austerlitz, il eût dirigé contre les Prussiens ses colonnes victorieuses, personne n'eût été fondé à lui en faire un crime. En se vengeant, il n'eût fait qu'obéir à des ressentiments très-légitimes; mais au-dessus des droits de la vengeance, il y avait les intérêts généraux de l'Europe.

Une guerre avec la Prusse ne pouvait être qu'une guerre sans merci, une guerre de destruction : or, la Prusse occupait dans le monde une place considérable. Il était impossible qu'elle disparût sans porter un trouble profond dans toute l'économie du système européen. Comment combler le vide que produirait la chute de ce grand corps ? que faire de ses ruines ? Créer avec ses tronçons épars des États nouveaux ? Mais quelle tâche à accomplir ! que de difficultés inextricables à résoudre ! que d'intérêts, que de passions nobles et patriotiques il nous faudrait soulever ! Ce ne serait plus seulement contre les souverains que nous irions nous heurter, mais contre tous les peuples menacés dans leur unité nationale et dans leur indépendance ; en sorte que nous deviendrions l'effroi du monde, et que tous, rois et peuples, nous deviendraient ennemis. La prévision de ces dangers effrayait Napoléon. Aussi, malgré ses griefs contre la Prusse, répugnait-il à l'idée de lui faire la guerre et de l'abattre : il était décidé à ne recourir à ce moyen extrême que si le roi l'y forçait en refusant de se donner à lui.

Il restait à déterminer la forme sous laquelle notre alliance lui serait de nouveau proposée. Ici, l'on marchait au milieu des écueils. Tous les modes de négociations avaient été successivement tentés, et tentés sans succès. Imaginer que nous réussirions à nous attacher la Prusse par les procédés ordinaires de la diplomatie, c'était folie de l'espérer. Comment ramener le calme dans l'esprit d'un prince qui avait

trop le sentiment de ses torts pour espérer que jamais Napoléon lui rendrait une entière confiance? Assiégé, jour et nuit, jusque dans ses plus chères intimités, par les obsessions du parti qui nous était hostile, n'opposerait-il pas, comme il l'avait toujours fait, à nos instances nouvelles, ses tâtonnements, ses irrésolutions? D'ailleurs, les circonstances du séjour de l'empereur Alexandre à Potsdam, l'espèce d'exaltation mystique que sa personne avait inspirée à tout ce qui entourait le roi, n'avaient-ils pas révélé le secret d'une de ces intimités, si rares entre souverains, qui maîtrisent les intérêts les plus évidents de la politique? Il n'existait qu'un moyen de posséder le roi, c'était de s'en emparer de haute lutte, de ne lui laisser d'autre alternative que l'alliance ou la guerre. Napoléon avait pour s'y encourager l'exemple de ses ennemis : c'est en le violentant qu'ils l'avaient compromis dans leur cause : il se crut le droit de le violenter à son tour : il résolut de l'étreindre si fortement dans ses bras, qu'il lui fût impossible de s'en arracher.

Mais c'était là un moyen extrême et d'un succès douteux. Le souverain de la Prusse, comme l'avait dit M. de Hardenberg, *n'était point un roi de Naples*. Frédéric-Guillaume était naturellement défiant, ombrageux; il avait l'orgueil d'être traité en grand prince. Si le sentiment de sa dignité parlait plus haut dans son âme que celui de la crainte, le but était manqué; il ne nous restait plus que le recours aux armes.

Le 13 décembre, l'empereur Napoléon donna sa seconde audience au comte d'Haugwitz, et il le reçut au palais de Schœnbrünn, dans le cabinet même de Marie-Thérèse. Ses premières paroles furent gracieuses pour la personne de ce ministre; puis bientôt, il s'abandonna à d'amers reproches contre la conduite déloyale de la Prusse. « Il eût été « plus honorable pour votre maître, lui dit-il, de « m'avoir déclaré ouvertement la guerre; il aurait « servi ses nouveaux alliés; j'y aurais regardé à « deux fois avant de livrer bataille. Mais vous voulez « être les alliés de tout le monde, cela n'est pas pos- « sible; il faut opter entre eux et moi. Je veux de « la sincérité, ou je me sépare de vous. Je préfère « les ennemis francs à de faux amis. Vous souffrez « dans le Hanovre un corps de 30,000 hommes qui « communique par vos États avec la grande armée « russe; c'est un acte patent d'hostilité. Moi, je « marche sur mes ennemis partout où ils se trou- « vent. » Il ajouta « qu'il pourrait, s'il le voulait, « tirer de tant de déloyauté une terrible vengeance, « envahir la Silésie, relever la Pologne et porter à la « Prusse des coups dont elle ne se relèverait jamais. « Il aimait mieux oublier le passé et se montrer « généreux. Il pardonnait à un entraînement passa- « ger; mais ce ne pouvait être qu'à une condition, « c'était que la Prusse s'unirait à la France par des « liens indissolubles, et, en gage de cette alliance, « accepterait le Hanovre. »

Le comte d'Haugwitz, interdit, bouleversé par

cette sortie impétueuse, essaya d'échapper à la responsabilité d'une décision. Il répondit qu'il n'avait pas d'instructions pour une situation si nouvelle et si grave. L'empereur avait prévu l'objection : il passa outre, et donna le choix au ministre prussien, l'alliance avec le Hanovre ou la guerre. Après les mots durs et menaçants vinrent les caresses et les séductions. Napoléon dit au comte d'Haugwitz qu'il avait pour sa personne une grande estime, qu'elle ne se démentirait jamais, que toutes les difficultés s'aplaniraient facilement entre eux, et que son vœu le plus ardent était que la direction de la politique prussienne fût exclusivement confiée aux mains d'un ministre aussi éclairé que lui. Tandis que l'empereur tâchait de le gagner par des paroles flatteuses, des confidences ménagées avec art par nos maréchaux persuadèrent à l'envoyé du roi que la résolution de l'empereur était prise ; que si la Prusse refusait son alliance, il était décidé à marcher sur elle et à l'abattre. « Déjà, lui disait-on « avec mystère, toutes les dispositions étaient prises « pour la campagne de Prusse, et c'était par la « Silésie que l'armée française devait entamer le « royaume. » Or, en ce moment, la Silésie n'était pas suffisamment défendue ; elle était le point vulnérable de la monarchie. C'était en Franconie qu'étaient les grands rassemblements de troupes. Cette considération agit puissamment sur l'esprit de M. d'Haugwitz. Il vit la guerre imminente, la Prusse envahie et ruinée, le trône de son maître menacé,

s'il rejetait l'alliance. Il ne songea plus qu'à écarter les orages qui menaçaient son pays, en gagnant du temps. Il s'humilia donc et subit le traité tel qu'il lui fut présenté par le grand maréchal du palais, Duroc. Ils le signèrent l'un et l'autre, le 15 décembre 1805 : c'était précisément le jour où Frédéric-Guillaume avait promis à l'empereur Alexandre et à l'archiduc Antoine de se déclarer contre la France, si elle repoussait son ultimatum.

En vertu de cet acte, la France transportait tous ses droits sur le Hanovre à la Prusse, qui, en retour, cédait à la Bavière le margraviat d'Anspach, et à la France la principauté de Neuchâtel ainsi que la place de Wesel et le reste du duché de Clèves. La Bavière donnerait à la Prusse un territoire de 20,000 âmes pour compenser la cession du margraviat d'Anspach, et céderait à la France la principauté de Berg. Le délai pour l'échange des ratifications était fixé à trois semaines, à dater du jour de la signature du traité.

Des instructions confidentielles furent envoyées à M. de la Forest touchant l'exécution de cet acte ; il reçut l'ordre de déclarer que l'*occupation* du Hanovre par les Prussiens ne serait convertie en *possession* que lorsque tous les ennemis de la France, Anglais, Suédois et Russes auraient évacué le nord de l'Allemagne et repris la route de leurs pays.

Par les cessions stipulées, la Prusse perdait 400,000 sujets, et, par l'acquisition du Hanovre, elle en recevait 1,000,000. Mais la possession des

territoires que lui demandait la France était un fait acquis, consommé, sanctionné par les traités, reconnu par toute l'Europe, tandis que le sort définitif de l'électorat restait subordonné aux chances incertaines de la guerre. Tant que le chef de la maison de Hanovre n'y auráit pas formellement renoncé, la réunion de ce pays à la Prusse ne serait que provisoire. Il n'y avait point d'équité à proposer un tel mode de compensation. Les sacrifices exigés étaient immédiats et sans retour : ce qui était offert en échange, au contraire, était encore la propriété légitime d'un maître qui n'était point la France ; et comme ce maître était un des plus puissants souverains du monde, il était douteux que Napoléon pût l'amener jamais à céder les domaines de sa maison. Il eût été plus généreux d'offrir le Hanovre au roi sans lui rien demander en retour. Le traité aurait dû prévoir l'hypothèse où le cabinet de Londres ferait de la restitution de l'électorat une condition fondamentale de la paix avec la France et déterminer l'indemnité qui, ce cas échéant, serait assurée à la Prusse. Peut-être, à ce prix, se fût-elle laissé enchaîner à notre politique. Il fallait lui alléger le joug, et non l'en accabler, le lui déguiser même s'il était possible, ne fût-ce que pour sauver sa dignité aux yeux de ses peuples et du monde. Enfin, si elle voulait absolument se perdre, il y avait une habileté profonde à lui laisser la responsabilité tout entière de ses malheurs. Mais, il faut bien le dire, la passion avait envahi le cœur de

Napoléon, altéré la lucidité de son jugement : au lieu de cacher sa force sous des formes douces et conciliantes, il se montra dur, violent, dominateur : cette faute, l'une des plus grandes de sa vie, a eu des conséquences incalculables.

Tandis que le comte d'Haugwitz portait à la ratification du roi son maître l'acte du 15 décembre, M. de Talleyrand s'occupait de formuler en traité les bases de pacification arrêtées verbalement entre les deux empereurs de France et d'Autriche au bivac de Sarutchitz. La nouvelle du traité conclu avec l'envoyé prussien arriva à Presbourg au milieu des conférences : elle frappa de consternation les plénipotentiaires autrichiens, et paralysa ce qui leur restait d'énergie pour repousser les exigences du vainqueur.

La guerre de 1805 avait été, de la part des alliés, un enchaînement inouï de fautes et de désastres. Le traité qui la termina fut un des plus malheureux qu'ait signés la maison d'Autriche.

De part et d'autre, on avait pris les armes pour décider du sort de l'Italie : le différend avait été vidé dans les champs de la Souabe et de la Moravie. Par le traité de Presbourg, l'Autriche perdit Venise et ses provinces de terre ferme, qui furent réunies au royaume lombard. L'Adige, la Piave, le Tagliamento coulèrent désormais sous les lois de ce royaume, qui fut séparé des États autrichiens par l'Isonzo (art. IV).

L'empereur François II reconnut l'état de pos-

session existant dans la Péninsule avant la guerre (art. I).

Il reconnut aussi l'empereur Napoléon comme roi d'Italie, et s'engagea à reconnaître de même le prince qui lui succéderait en cette qualité, lorsque les deux couronnes seraient séparées (art. V).

Ainsi, la maison d'Autriche fut complétement exclue de l'Italie, où elle avait dominé pendant tant de siècles; elle n'y posséda plus rien, pas même un fief.

Une pensée constante de la politique de nos rois avait été de nous créer en Allemagne des points d'appui contre cette ambitieuse maison. Le Directoire, le consulat et l'empire restèrent fidèles à ces traditions. Mais ce que la vieille monarchie n'avait pu faire en deux siècles, Napoléon se sentit l'audace et la force de l'accomplir lui seul. Déjà, à l'époque du partage des indemnités germaniques, il avait jeté les bases d'un nouvel équilibre en Allemagne en faisant attribuer la plus grosse part des dépouilles sacerdotales aux électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade. Par cette habile répartition, il avait attaché ces princes à sa fortune. Lorsque la guerre éclata en 1805, ils embrassèrent tous sa cause et concoururent à ses triomphes. L'empereur sut reconnaître de si grands services. A Presbourg, il développa d'une main hardie le plan qu'il n'avait qu'ébauché en 1802, et fit servir ses succès à l'agrandissement de ses alliés.

Le Tyrol est comme une immense forteresse jetée

par la nature sur les flancs de la haute Italie et de la Bavière : il est pour ces contrées un boulevard ou un péril, selon que la puissance qui le possède a intérêt à les protéger ou à les menacer. Napoléon, ayant résolu d'écarter les Allemands de l'Italie et de fortifier la Bavière, ne pouvait, sans inconséquence, laisser le Tyrol dans les mains de l'Autriche. Par l'art. VIII du traité de Presbourg, cette province, ainsi que le Vorarlberg, fut donnée à l'électeur de Bavière, qui, dès lors, devint le gardien et comme le tuteur de la jeune monarchie élevée à Milan.

Magnifique dans ses bienfaits, l'empereur fit encore céder à l'électeur la principauté d'Eichstedt, la partie de l'évêché de Passau qui avait été donnée en 1803 au grand-duc de Toscane, la ville et le territoire d'Augsbourg, les évêchés de Trente et de Brixen, la ville de Lindau, et enfin le margraviat de Burgau et autres seigneuries de moindre importance (art. VIII).

De tout temps, il était entré dans les calculs de l'Autriche de s'approcher de nos frontières au moyen d'enclaves qu'elle s'était procurées en Souabe, et qui lui servaient de postes avancés contre nous. Napoléon lui enleva tous ces territoires et en gratifia ses alliés. Lindau fut, comme nous l'avons dit, donnée à la Bavière. Les cinq villes dites du Danube, Ehingen, Munderkingen, Riedlingen, Mengen et Sulgau, les deux comtés de Hohenberg, le landgraviat de Nellenbourg, la partie du Brisgau enclavée dans les

possessions wurtembergeoises, et enfin les villes de Villingen et de Brenlingen furent cédés à l'électeur de Wurtemberg (art. VIII).

L'électeur de Bade reçut en partage l'Ortenau, qui avait été cédé en 1803 au duc de Modène, la ville de Constance et le reste du Brisgau (art. VIII).

La maison d'Autriche se trouva ainsi complétement écartée du Rhin, de la Suisse et de l'Italie. Les seuls dédommagements qu'elle reçut pour tous ces sacrifices furent le pays de Salzbourg, qui avait été adjugé en 1803 à l'archiduc grand-duc Léopold (art. X), et le droit de constituer héréditairement la dignité de grand maître de l'ordre Teutonique, ainsi que les domaines et revenus qui en dépendaient, en faveur d'un prince de sa maison qui serait désigné par l'empereur d'Allemagne (art. XII).

L'archiduc grand-duc Léopold reçut en échange du pays de Salzbourg la principauté de Wurtzbourg, sur laquelle se trouva transportée la voix électorale (art. XI).

Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg avaient réclamé vainement jusqu'alors la souveraineté absolue sur les terres de la noblesse équestre. Le traité de Presbourg leur donna entière satisfaction. Il déclara médiatisés, c'est-à-dire dépouillés de leur indépendance seigneuriale, tous les domaines de la noblesse équestre situés dans les États de ces princes (art. XIV).

Napoléon ne se contenta pas d'agrandir le territoire et l'autorité des électeurs de Bavière et de

Wurtemberg ; il mit son orgueil, lui l'enfant, l'élu de la révolution, à les faire rois. Par l'article VII, l'empereur d'Allemagne reconnut à ces princes leur nouvelle dignité. L'électeur de Bade prit le titre de grand-duc.

Les critiques les plus amères n'ont point été épargnées au traité de Presbourg. On a dit que Napoléon aurait dû indemniser l'Autriche de ce qu'il lui enlevait en Italie et en Allemagne, ou la réduire à l'impuissance de se venger ; qu'en l'amoindrissant sans l'accabler, il avait manqué de modération ou d'audace, laissé toutes les questions en suspens et rendu inévitables de nouvelles et prochaines luttes. A cette occasion un écrivain d'un grand esprit [1] a remis en lumière un projet de pacification conçu par M. de Talleyrand et soumis à l'empereur après la capitulation d'Ulm.

D'après ce plan, l'Autriche perdait les provinces vénitiennes, le Tyrol et tout ce qu'elle possédait en Souabe ; mais elle recevait en indemnité les provinces qu'arrose le Danube dans son cours inférieur, la Servie, la Moldavie, la Bessarabie et la partie septentrionale de la Bulgarie. Les deux couronnes de France et d'Italie étaient immédiatement séparées. Venise et son territoire étaient érigés de nou-

[1] M. Mignet, séance de l'Académie des sciences morales et politiques, 11 mai 1839.

Notices et Mémoires historiques, tome Ier, pages 107 et suivantes. *Notice sur la vie et les travaux de M. le prince de Talleyrand.*

veau en république et interposés entre l'Autriche et le royaume lombard. « Par là, disait M. de Tal-« leyrand, les Allemands seraient pour toujours « exclus de l'Italie, et les guerres que leurs pré-« tentions sur ce beau pays avaient entretenues « pendant tant de siècles, se trouveraient à jamais « éteintes. L'Autriche, possédant tout le cours du « Danube et une partie des côtes de la mer Noire, « serait voisine de la Russie et dès lors sa rivale , « serait éloignée de la France et dès lors son alliée. « L'empire ottoman achèterait, par le sacrifice utile « de provinces que les Russes avaient déjà enva-« hies, sa sécurité et un long avenir. L'Angleterre « ne trouverait plus d'alliés sur le continent, ou « n'en trouverait que d'inutiles. Les Russes, com-« primés dans leurs déserts, porteraient leur in-« quiétude et leurs efforts vers le midi de l'Asie, et « le cours des événements les mettrait en présence « des Anglais, transformant en futurs adversaires « ces confédérés d'aujourd'hui. »

La victoire d'Austerlitz ne fit que fortifier les convictions de M. de Talleyrand. Il écrivit à l'empereur après ce grand événement : « Votre Majesté « peut maintenant briser la monarchie autrichienne « ou la relever. L'existence de cette monarchie dans « sa masse est indispensable au salut futur des na-« tions civilisées... Je supplie Votre Majesté de re-« lire le projet que j'eus l'honneur de lui adresser « de Strasbourg. J'ose aujourd'hui plus que jamais « le regarder comme le meilleur et le plus salutaire :

« vos victoires le rendent facile, et je serai heureux « si vous m'autorisez à faire un arrangement qui, « j'en ai la conviction, assurerait la paix du conti- « nent pour plus d'un siècle. »

L'esprit est fortement saisi par les proportions larges et simples de ce beau projet, et, s'il avait été possible d'en faire la base d'une pacification solide et permanente en Europe, Napoléon serait inexcusable de n'avoir pas suivi les inspirations de son ministre. Mais ce plan, jamais l'Autriche ne l'eût franchement adopté. Ces provinces du Danube que la France lui eût offertes, une autre puissance avait étendu la main sur elles, et n'entendait accorder à personne le droit de les lui disputer. Si l'Autriche s'en fût emparée avec la volonté de les conserver, elle eût pénétré violemment dans la sphère d'ambition de la Russie; elle serait venue la troubler dans sa politique séculaire, lui disputer la navigation de la mer Noire, étouffer Odessa, paralyser Sébastopol : elle se fût interposée entre la puissance moscovite et la Turquie pour contenir la première et protéger la seconde : par ce fait seul, elle serait devenue la plus mortelle ennemie de cet empire qui l'étreint sur toute l'étendue de sa frontière septentrionale. Or, est-il admissible qu'une cour ulcérée et routinière comme celle de Vienne eût consenti à briser toutes ses traditions, toutes ses alliances, à prendre pour l'objet de ses amitiés cette France qu'elle dénonçait depuis 15 ans au monde comme le fléau des rois et des peuples, pour l'objet

de sa haine la Russie, qui, peu de jours auparavant, avait compromis, afin de l'arracher à une ruine imminente, l'honneur de ses armes? Le champ d'Austerlitz n'était-il pas encore imbibé du sang de 20,000 Russes morts pour la cause de l'Autriche? Sans doute, après un tel désastre, cette puissance en était réduite à tout subir; mais sa résignation n'eût été qu'un mensonge. Sa main peut-être aurait signé les conditions du vainqueur : sa pensée secrète les eût désavouées. Elle eût occupé la Servie, la Moldavie et la Valachie : mais cette prise de possession n'eût été que provisoire, un simple dépôt dont la Russie lui aurait tenu compte, et les relations intimes qui, depuis 15 ans, unissaient les deux empires n'en auraient point souffert.

Le traité de Presbourg ne résolvait aucun des grands problèmes soulevés dans le monde par la révolution et les développements de la puissance française. Ce résultat était sans doute déplorable : mais il tenait au fond même de la situation de l'Europe. Il fallait que Napoléon choisît entre ces trois partis :

Démembrer l'Autriche;

La replacer dans les mêmes conditions territoriales où elle était avant la guerre;

L'affaiblir, sans toutefois l'attaquer dans les sources vitales de sa puissance.

Sa raison repoussait le premier parti : l'existence de la monarchie autrichienne lui paraissait indispensable au maintien de l'équilibre général; il n'en-

trait ni dans ses passions ni dans ses vues de la détruire.

Lui restituer les provinces vénitiennes et le Tyrol était une résolution stérile et niaise à force d'être magnanime : c'était lui rendre des armes pour nous combattre de nouveau, et réédifier un ordre de choses dont une double expérience avait démontré les vices et la fragilité.

L'empereur adopta le troisième parti. Il s'efforça de concilier ses droits de vainqueur avec les exigences de l'équilibre européen. Il fut sévère, non impitoyable. Il savait bien que l'Autriche serait plus implacable que jamais dans sa haine et ses désirs de vengeance contre nous : mais il espérait trouver dans les combinaisons d'un puissant système fédératif la force suffisante pour la contenir et se mettre à l'abri de ses ressentiments. Ce n'est point le traité de Presbourg qu'il faut blâmer, mais bien plutôt le système fondé à Campo-Formio, continué et développé à Lunéville, et dont le traité de Presbourg n'a été que la conséquence inévitable. Le jour où Napoléon a pris la résolution généreuse, mais téméraire, de passer les Alpes et d'arracher la Lombardie à l'Autriche, il a creusé un abîme entre cette monarchie et la France : il les a faites ennemies irréconciliables.

Après une longue attente mêlée d'angoisses, Frédéric-Guillaume avait pris enfin connaissance (25 décembre) des engagements que le comte d'Haug-

witz avait contractés en son nom à Schœnbrünn. Ce ministre, qui se défiait des conseils passionnés de M. de Hardenberg, n'avait pas voulu livrer à une correspondance le secret de la négociation, en sorte que le roi n'y avait été préparé par aucune information préliminaire. Quand il eut pris lecture du traité, il en fut atterré. Tout, dans cet acte, était prématuré et nouveau pour lui. On lui demandait de passer brusquement des bras de la Russie dans ceux de la France, et trois semaines seulement lui étaient données pour ratifier des engagements qu'il était occupé, depuis trois ans, à éluder.

Son premier mouvement fut de se révolter contre une alliance qui lui était imposée comme un joug : il lui parut étrange qu'un souverain se fût permis de disposer de lui sans le consulter. Le Hanovre, qu'il avait si longtemps, si ardemment désiré, lui devint presque odieux, maintenant que l'empereur le lui jetait comme le gage de sa servitude. Et puis, il était entouré de ces mêmes négociateurs qui n'avaient que trop réussi à le compromettre : c'étaient lord Harrowby et M. Jackson, ministres anglais, l'envoyé de Suède, M. de Harrac, et le prince Dolgorouki, aide de camp de l'empereur Alexandre. La présence du grand-duc Constantin, qui était venu se reposer à Berlin des fatigues de la campagne, ajoutait encore à sa confusion. L'idée de rendre tous ces personnages témoins de sa défection et de sa honte lui était insupportable. L'indignation de son conseil, les excitations de la reine

et des princes, les clameurs des salons et des casernes achevèrent de troubler son jugement. « La « Prusse, disait-on, déjà outragée à Anspach, était « aujourd'hui immolée à la tyrannie de l'empereur « Napoléon. Et de quel droit le chef de la France « s'était-il permis d'exiger du souverain de la Prusse « qu'il lui rendît son épée ? Frédéric-Guillaume « était-il donc au nombre des vaincus d'Austerlitz ? « Ne commandait-il plus à un peuple indépendant « et guerrier ? N'avait-il plus pour soutien une ar« mée héritière de la discipline et du courage des « vainqueurs de Rosbach ? Le roi se couvrirait « d'ignominie, s'il se courbait sous la main qui « s'avançait pour s'en emparer et le subjuguer. »

Toutes les voix prononcèrent anathème contre le ministre qui avait signé le traité du 15 décembre ; toutes l'accusèrent d'avoir lâchement livré au maître de la France l'honneur et l'indépendance de la monarchie. M. d'Haugwitz répondit noblement « qu'il avait signé le traité, non comme un acte « excellent en lui-même, mais pour mettre son pays « à l'abri d'un mouvement de colère. Sans doute, « il se l'était laissé imposer : mais cet acte d'humi« lité était, de sa part, un trait de patriotisme et de « courage, car il avait tout pris sous sa responsa« bilité : on était libre de le désavouer ; du moins, « l'on avait gagné un mois, temps à la rigueur suf« fisant pour pourvoir aux dangers les plus pres« sants. Dans une tempête, le pilote a toujours bien « gouverné quand il a sauvé le vaisseau. » Ces pa-

roles ne parvinrent pas à désarmer ses ennemis, et le traité qu'il avait signé par dévouement à son souverain et à son pays devint pour lui une source de chagrins et d'amertumes qui ne cesseront que le jour où, abdiquant le poste qu'il occupait, il quittera les affaires pour rentrer dans l'obscurité de la vie privée.

Le roi avait le choix entre trois partis :

Repousser le traité et tirer l'épée;

S'humilier, accepter loyalement l'alliance et racheter toutes ses fautes passées par son ardeur à servir son nouvel allié;

Ou bien enfin, tromper Napoléon, lui jurer foi et fidélité, gagner du temps, puis, à l'ombre de mystérieuses négociations, tramer avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche une ligue nouvelle et formidable contre l'ennemi commun.

Mais Frédéric-Guillaume n'avait ni les qualités ni les défauts que comportaient ces trois partis. Le premier répugnait à sa timidité, le second à sa fierté, le troisième à sa conscience. Il ne fut ni complétement loyal ni complétement perfide. Il fit ce qu'il avait toujours fait : il voulut tout concilier, sa dignité, la paix, les exigences de la France et les égards dus à la coalition, et il ne fit que s'aliéner tout le monde.

Il convoqua un grand conseil et livra à son examen le traité de Schœnbrünn [1]. Un membre de

[1] Correspondance de M. de la Forest, janvier 1806.

l'assemblée objecta que « la Prusse étant liée à la « Russie par une alliance défensive (elle était de « 1800), il lui était interdit d'en contracter une of- « fensive et défensive avec une autre puissance, et « que conséquemment les mots *offensives* et *défen-* « *sives* devaient disparaître du traité. »

M. de Hardenberg prit ensuite la parole et attaqua la clause capitale du traité. Il dit que « le Ha- « novre était une possession de l'Angleterre, et que, « tant que ce prince n'y aurait pas formellement « renoncé, la France n'avait pas le droit d'en dis- « poser en faveur d'un tiers. L'occupation de l'élec- « torat par la Prusse ne pouvait donc être en ce « moment définitive : il était inique d'exiger que « le roi échangeât des territoires qui lui apparte- « naient à des titres incontestables, contre une « province à laquelle son maître légitime n'avait « point renoncé. » Il mit ainsi à nu le vice fondamental du traité, et son discours produisit sur toute l'assemblée une impression profonde.

Un autre fit observer que « puisque la Prusse « recevait le Hanovre, l'acquisition de Hambourg « et de Brême devait y être jointe ; Lubeck même « n'était pas de trop : sans les villes hanséatiques, il « n'y avait rien de compacte ni d'entier. »

Le roi parla aussi : il dit « qu'il attachait peu d'im- « portance à la voix électorale du Hanovre pour sa « maison ; mais à qui passerait-elle? La Russie, dans « la vue d'augmenter son influence en Allemagne, « chercherait à la fixer dans une des maisons qu'elle

« protégeait exclusivement. Pour lui, il désirait vive-« ment que cette voix fût donnée au duc de Bruns-« wick Wolfenbuttel. Ces points devaient être in-« troduits dans le traité; il n'y avait aucune rai-« son pour laisser une telle lacune dans une aussi « grande transaction : ce qui était à la charge de « la Prusse ne devait pas s'y trouver seul; il fallait « qu'on y vît aussi figurer ce qui servait de com-« pensation aux sacrifices qu'on lui demandait. »

M. d'Haugwitz eut beau répéter « que le traité, « signé d'urgence à Vienne, devait être ratifié d'ur-« gence à Berlin, que c'était un acte de premier jet « dans lequel l'on s'était moins occupé des mots que « des choses, le sommaire d'un traité plus étendu « à faire à loisir et à discuter plus tard; » tout ce qu'il dit sur le danger de montrer si peu de stabilité dans les vues, sur l'inconvénient de vouloir aujourd'hui et de ne plus vouloir demain, vint échouer contre les préventions d'un prince irrésolu et défiant.

Le roi réunit les principales objections soulevées dans son conseil et les annexa, sous forme de mémoire explicatif, à son acte de ratification. Ainsi, d'une main il signait le traité, et de l'autre il l'annulait. Cette manière de ratifier un acte qu'on mettait en lambeaux était étrange, inusitée. M. de la Forest hésitait à le recevoir ainsi défiguré. Il l'accepta cependant, mais sous la condition que, si l'empereur ne l'approuvait pas, l'échange des ratifications serait considéré comme non avenu.

M. d'Haugwitz fut encore chargé d'aller défendre à Paris cette œuvre mutilée, monument déplorable des faiblesses et des incertitudes du roi. Il était porteur d'une lettre autographe écrite par ce prince à l'empereur; elle était ainsi conçue : « Monsieur « mon frère, le comte d'Haugwitz aura l'honneur « de remettre à Votre Majesté cette lettre et d'ac- « quitter envers elle la dette de confiance que m'im- « posent nos nouveaux rapports. Qui, mieux que « lui, peut mettre la dernière main à ce qui fut son « ouvrage? Honoré de vos bontés à Vienne, j'es- « père qu'il aura le bonheur de l'être à Paris. Il sera « l'interprète des derniers vœux qui me restent à « faire depuis que nos intérêts sont les mêmes. Il « connaît ma manière de voir sur tous les objets « que nos engagements laissent en suspens. Je prie « Votre Majesté de l'écouter avec confiance, ne dou- « tant pas que sa mission ne resserre les liens qui « nous unissent. »

M. d'Haugwitz avait besoin d'être soutenu par le sentiment de ses devoirs et son patriotisme, pour aller essuyer de nouveau les hauteurs d'un souverain justement fatigué des continuelles variations du roi.

Ce prince fit entrer des troupes dans le Hanovre; mais sa politique de ménagements étroits se trahit au grand jour dans la forme donnée à cette prise de possession. Il se hâta de prévenir le gouvernement anglais que l'occupation de l'électorat n'était que provisoire, « un simple dépôt, disait M. de

« Hardenberg [1], dont Sa Majesté Prussienne voulait « bien se charger jusqu'à la paix. » La même déclaration fut faite au comte de Munster, chef de la régence de Hanovre. Enfin le général comte de Schulembourg Kehnert, qui commandait le corps d'occupation, annonça dans une proclamation que, jusqu'à la paix générale, le Hanovre serait sous la protection et l'administration de la Prusse [2].

La prudence la plus vulgaire conseillait au roi d'attendre pour désarmer que ses nouveaux rapports avec la France eussent été régularisés et fixés. Mais, autant par fausse mesure d'économie que pour nous donner un témoignage irrécusable de ses dispositions conciliantes, il disloqua ses corps d'armée, les fit tous rentrer dans leurs cantonnements de paix, et invita la Russie et l'Angleterre à retirer celles de leurs troupes qui occupaient encore le Hanovre et le Lauenbourg. Jamais tant et de si graves fautes ne furent accumulées en moins de jours.

Napoléon, les yeux attachés sur Berlin, suivait avec anxiété les étranges fluctuations de cette cour. Il n'avait rien ignoré, ni la douleur du roi à la lecture du traité de Schœnbrünn, ni les clameurs des salons, ni les excitations passionnées de la reine et des princes. L'alliance signée le 15 décembre était une dernière épreuve à laquelle il avait soumis Frédéric-Guillaume. Quand il le vit s'efforcer encore

[1] Lettre de M. de Hardenberg à M. Jackson, 26 janvier 1806.

[2] Dépêche de M. de la Forest, 29 janvier 1806.

une fois de lui échapper et masquer ses refus sous le voile d'une feinte soumission, il abaissa sur ce prince un regard de méfiance et de dédain. Dans ce traité à la fois ratifié et défiguré, œuvre informe et sans nom que venait lui rapporter le comte d'Haugwitz, il vit autre chose que de l'irrésolution et de la peur; il y vit de la ruse et de la perfidie. Il se persuada que les sentiments n'avaient point changé à Berlin, que la Prusse continuait de lui être secrètement hostile, et qu'elle ne songeait qu'à l'endormir, à ménager l'Angleterre et à gagner du temps [1]. Dès lors, il ne vit plus en elle qu'une

[1] Nous croyons devoir citer ici un extrait de la curieuse conversation que M. d'Haugwitz eut, le 5 oct. 1806, avec le chevalier de Gentz, au camp de Weimar. M. de Gentz, Prussien de naissance, mais aux gages de l'Autriche, était, comme on sait, le publiciste officiel de la coalition. « Vous connaissez, lui dit le comte d'Haugwitz, les reproches nombreux dont on nous a accablés depuis quelque temps, sur « la prétendue duplicité de notre conduite. S'il a jamais « existé une puissance que nous ayons eu l'intention de « tromper, *c'est la France*. La nécessité nous en avait fait la « loi. Nous avons voulu constamment le bien de toutes les « autres. Depuis longtemps nous étions convaincus que *la* « *paix et Napoléon* étaient deux objets contradictoires. Un « *simulacre de paix*, voilà tout ce que nous pouvions maintenir. Cette situation équivoque et forcée s'est prolongée « par deux raisons puissantes : d'abord, parce que le roi, trop « fortement prononcé contre toute idée de guerre, se flattait « d'année en année que, par quelque événement heureux « qui culbuterait ce pouvoir colossal aussi rapidement qu'il « s'était élevé, nous serions dispensés d'en venir à une lutte « dangereuse, dans laquelle il ne désirait s'engager qu'à la

secrète ennemie qu'il serait forcé d'abattre tôt ou tard. Il s'affranchit à son égard de tous ménagements. Il était convaincu qu'elle le trompait ; il se crut le droit de la tromper à son tour. En ce moment, elle était tremblante et humble ; il résolut d'exploiter sa peur, de la circonvenir, de l'étreindre et de ne lui laisser d'autre alternative que de combattre à ses côtés ces mêmes alliés auxquels elle avait engagé sa foi ou de se déclarer franchement son ennemie. Il ne dit rien d'abord : il attendit que l'armée prussienne fût rentrée tout entière dans ses cantonnements de paix : il laissa le comte d'Haugwitz arriver à Paris [1], ne se pressa point de lui donner audience, fit languir son impatience pendant cinq jours ; puis il le reçut enfin. La scène fut terrible ; l'empereur était ulcéré : il entrait dans ses

« dernière extrémité; et ensuite, parce qu'après tous les « malheurs que nos amis avaient éprouvés autour de nous, « il nous paraissait sage et nécessaire de ménager à l'Europe « aux abois une dernière ressource intacte. Cependant, vous « nous avez vus, l'année dernière, déterminés et préparés « au combat, *et nous y serions infailliblement entrés, si la* « *bataille d'Austerlitz et ses suites, et surtout la retraite et la* « *volonté expressive de l'empereur Alexandre, n'en avaient* « *pas détourné le roi.* » (Mémoires et lettres inédites du chevalier de Gentz, page 237.)

[1] M. d'Haugwitz était encore sous le prestige de l'entretien de Schœnbrünn ; il se faisait illusion sur l'ascendant qu'il croyait exercer sur l'esprit de l'empereur : « Soyez « tranquille, disait-il au marquis de Lucchesini le premier « jour de son arrivée à Paris, aussitôt que je l'aurai vu, tout « s'arrangera. »

calculs de le paraître encore plus qu'il ne l'était. Il se plaignit amèrement du roi ; il accusa son manque de loyauté ; à tous les torts de ce prince, il opposa la conduite généreuse de la France, qui, pouvant se venger, lui avait pardonné et lui avait offert le Hanovre et son alliance.

Frappé de stupeur par cette sortie véhémente, M. d'Haugwitz balbutia quelques paroles de justification ; il rappela à l'empereur les paroles douces et amicales qu'il lui avait dites à Schœnbrünn. Napoléon lui répondit : « Je vous estime, comte « d'Haugwitz, je vous estimerai toujours, mais je « ne veux pas être joué. A-t-on jamais vu ratifier « un traité et le changer de fond en comble? Vous « êtes un honnête homme, mais vous n'avez plus « de crédit à Berlin. Ce Hardenberg qui est vendu « aux Anglais, comme tant d'autres, se moque de « vous. Votre roi ne sait ce qu'il veut; quelques « écervelés le poussent à la guerre : il désire la paix; « il est tiraillé dans tous les sens. Je vous le dis, « comte d'Haugwitz, tout cela finira mal [1]. »

L'envoyé du roi se retira rempli des plus sinistres pressentiments. Peu de jours après cette orageuse explication, M. de Talleyrand lui notifia que le traité du 15 décembre n'ayant pas été ratifié dans les délais prescrits, l'empereur le considérait comme non avenu et qu'il en fallait un autre.

Bientôt, le grand maréchal du palais, Duroc, se

[1] Mémoires du chevalier de Gentz.

présenta chez M. d'Haugwitz, et soumit à sa signature un second traité tout rédigé qui aggravait les charges imposées à la Prusse par le premier et diminuait les avantages stipulés en sa faveur.

Ainsi, dans l'acte du 15 décembre, la Prusse devait être indemnisée de la perte du margraviat d'Anspach par un territoire de 20,000 âmes : cette concession lui fut retirée.

Ce même traité ne lui avait point imposé l'obligation de se mettre en état de guerre avec l'Angleterre : par l'article IV du traité du 15 février, le roi contracta l'engagement de fermer, jusqu'à la paix, au commerce et au pavillon anglais les embouchures de l'Elbe et du Weser, ainsi que tous les ports du royaume.

Ce n'est pas tout; il fut déclaré à M. d'Haugwitz « que s'il refusait de signer le nouveau traité, nos « armées allaient marcher immédiatement sur la « Prusse. » .

A cette altière injonction, le ministre prussien comprit que ç'en était fait, et que son maître, par ses vacillations et ses demi-mesures, s'était perdu sans retour dans l'esprit de l'empereur. Il ne pouvait plus être question de montrer de la fierté ni de l'indépendance, mais uniquement de détourner la foudre prête à tomber sur la maison de Prusse. Le comte d'Haugwitz signa donc en tremblant, le 15 février 1806, le traité qui consacrait la servitude de son maître. Ce fut le marquis de Lucchesini qui se chargea de porter lui-même l'acte fatal à Berlin.

Le même jour où le traité fut signé, M. de Talleyrand écrivit à M. de la Forest : « S. M. I. n'avait « pu être qu'étonnée du procédé de la Prusse ; ce « n'était pas là la droiture qui caractérisait les siens ; « c'était de la finesse et de la ruse contre lesquelles « S. M. I. n'avait pas dû être en garde. Il n'y avait « là aucune loyauté, et peut-être n'y avait-il pas non « plus de prudence. . . . .
« Le comte d'Haugwitz vient encore de réparer les « fautes de son gouvernement ; mais il faut qu'on « sache bien à Berlin que les 45,000 hommes que « le maréchal Augereau a sous ses ordres, que l'ar- « mée commandée par le maréchal Bernadotte, ne « sortiront de l'Allemagne que lorsque le traité sera « ratifié et complétement exécuté. »

La Prusse s'était enlevé tout moyen de résister aux volontés du maître de la France. Ses corps d'armée étaient disloqués ; celles de ses frontières qui regardent la France et la Bavière, dégarnies de troupes. Les Russes se retiraient par le Mecklembourg ; les Anglais eux-mêmes se laissaient pousser jusqu'à leurs vaisseaux. Le roi était à la merci de l'empereur. Il s'humilia sous la main qui l'accablait, et ratifia, le 9 mars, cette fois sans modifications, le traité du 15 février.

Dans son dédain outrageant pour la Prusse, Napoléon n'attendit pas qu'elle eût ratifié le traité pour mettre la main sur les territoires qu'elle devait céder. Bernadotte dut occuper immédiatement avec 22,000 hommes le territoire d'Anspach (21 février) ;

Oudinot, la principauté de Neuchâtel; et Murat, la place de Wesel, ainsi que la partie du duché de Clèves située sur la rive droite du Rhin. Ainsi se ternissait cette couronne qui, sur le front de Frédéric II, avait brillé d'un si grand éclat. L'honnête mais faible souverain qui la portait s'était laissé déchoir, par une pente rapide, à l'humble condition d'un électeur de Brandebourg.

CHAPITRE XVIII.

Situation de la France à l'égard de l'Europe.—Vastes projets de Napoléon. — Il médite de reconstituer l'Europe sur de nouveaux fondements. — Affaires de Naples. — Violation du traité de neutralité du 21 septembre 1805 par la cour des Deux-Siciles. — Proclamation de l'empereur à son armée. — Marche des Français sur Naples. — Le roi Ferdinand IV se retire en Sicile. — Résistance désespérée de la reine Caroline.—Arrivée des Français à Naples.—Fuite de la reine Caroline.—Joseph s'empare du gouvernement. — L'empereur le proclame roi de Naples. — Insurrection des Calabres. — Descente des Anglais sur les côtes du royaume. — Bataille de Maïda. — Siége et prise de Gaëte. — Succès de Masséna. — Soumission des insurgés et pacification du pays.—Alliance entre la fille du roi de Bavière et le prince Eugène Beauharnais.—Établissements souverains créés en faveur des princesses Élisa et Pauline. — Murat, élevé à la dignité de grand-duc de Berg. — Résolution de Napoléon d'ériger en monarchie la république batave.—Opposition des notables.— Ils envoient une députation à Paris. — Refus de l'empereur de les recevoir. — Les notables se résignent. — L'empereur Napoléon proclame son frère Louis, roi de Hollande. — Création de grands fiefs en Italie. —Rétablissement d'une aristocratie.

Jusqu'en 1806, Napoléon ne s'était point écarté, dans sa politique extérieure, des traditions de l'an-

cienne monarchie. En voulant étendre sa suprématie sur l'Italie, la Suisse, la Hollande et les États secondaires de l'Allemagne, il n'avait fait qu'appliquer les principes, réaliser les vues de Henri IV, du cardinal de Richelieu et de Louis XIV. Mais, aujourd'hui, une ère nouvelle vient de s'ouvrir pour lui : il porte dans son âme une profonde, une douloureuse conviction, c'est que toutes les grandes cours, unies par une haine commune contre sa puissance, ont juré sa ruine et n'attendent qu'une occasion pour se confédérer contre lui et l'accabler. La cour de Naples, la Suède, le Portugal, nos propres alliés eux-mêmes, la Hollande, l'Espagne, Rome, conspirent aussi dans l'ombre contre nous. Sauf un petit nombre de princes allemands que la reconnaissance et l'ambition nous ont attachés sincèrement, nous n'avons point d'alliés véritables : nous ne comptons en Europe que des ennemis faibles et subjugués, ou des ennemis forts et déclarés : ils sont partout, devant nous, sur nos flancs, sur nos derrières; ils nous étreignent. A force de ténacité, de génie, d'héroïsme, nous sommes parvenus jusqu'à ce jour à déjouer leurs desseins ; nous les avons tous vaincus, réunis ou séparés. Mais en réalité, nous sommes faibles au sein de notre gloire, parce que nous sommes isolés dans le monde. Qu'un seul jour nous cessions de vaincre, et tous nos ennemis, cachés ou publics, se lèveront à la fois et fondront sur nous. Par quelle merveilleuse combinaison conjurer de si grands périls? Nous replier sur nous-mêmes, re-

passer les Alpes et le Rhin, n'est plus possible; nous le pouvions à Lunéville, nous ne le pouvons plus aujourd'hui.

Naguère nous disposions d'une formidable escadre avec laquelle nous aurions pu forcer la Manche, descendre sur le rivage anglais, et aller trancher à Londres le nerf des coalitions. Mais c'en est fait ; Nelson a brisé cette arme à Trafalgar.

Dans la terrible situation que nous ont faite nos fautes, les violences de nos ennemis et nos désastres maritimes, nous sommes jetés en dehors des voies de la politique régulière. Nous n'avons plus le choix des partis à prendre ; il faut succomber, ou briser le réseau formidable qui nous enveloppe. Napoléon a compris les terribles devoirs que lui impose sa mission, et il s'est fait le serment de les remplir tous. L'Europe entière lui est ennemie ; il réorganisera l'Europe sur de nouveaux fondements. La coalition a poussé sa trame jusqu'au cœur de son système fédératif; il est décidé à ne plus tolérer dans sa sphère d'action que des souverains dévoués. Les dynasties hostiles, il les renversera et leur substituera des princes de sa propre famille; il en fera une masse compacte et comme indivisible qui doublera ses ressources. Fort d'un tel levier, il pèsera sur le reste du continent, et le soumettra à sa suprématie. Tel est le plan gigantesque que l'implacable fortune, et non pas, comme on l'a dit, un misérable orgueil dynastique, l'a contraint d'adopter et dont nous le verrons poursuivre l'exécution

pendant sept années avec une vigueur d'esprit et de caractère incomparable. « Je sentais mon isole-« ment, a-t-il dit à Sainte-Hélène, je jetais de tous « côtés des ancres de salut au fond de la mer. « Quels appuis plus naturels pour moi que mes « proches? »

Ses premiers coups allèrent frapper la dynastie qui occupait le trône des Deux-Siciles.

Par le traité du 21 septembre 1805, la cour de Naples avait promis d'observer dans la lutte qui venait de s'ouvrir une neutralité scrupuleuse. Cet engagement avait été violé presque aussitôt après avoir été contracté.

Les Russes et les Anglais, rassemblés à Malte et à Corfou, n'avaient pas plus tenu compte du traité que s'il n'avait pas existé. Ils étaient montés sur leurs vaisseaux ; ils étaient entrés, voiles déployées, dans le golfe de Naples, et avaient débarqué, le 20 novembre, au nombre de 19,200 hommes, dont 13,600 Russes et 5,600 Anglais. La cour de Naples, soit faiblesse ou perfidie, n'avait fait aucun effort, même simulé, pour s'y opposer. En vain, l'ambassade de France lui avait rappelé le caractère sacré de ses engagements ; rien n'avait pu la déterminer à exécuter le traité du 21 septembre. Plus tard, la reine voulut se justifier. Dans une longue explication qu'elle donna de sa conduite au chargé d'affaires, M. Édouard Lefebvre, et où le vrai et le faux étaient mêlés avec beaucoup d'art, elle dit « qu'elle avait « ratifié le traité, et l'avait ratifié de bonne foi. En

« prenant cette résolution, elle avait obéi surtout à « ses sentiments de mère et voulu conserver à ses « enfants un trône environné d'orages. Mais, par « un enchaînement inouï de circonstances fatales, « toutes ses combinaisons avaient tourné contre elle. « Elle avait espéré que la direction de Gouvion-« Saint-Cyr vers la haute Italie ferait renoncer les « alliés à leur projet de descente : ils n'avaient pas « prévu que le roi embrasserait le parti de la neu-« tralité. Tandis que de Naples partaient des cour-« riers pour les informer de cette résolution, de « Londres et de Pétersbourg partaient des ordres « pour presser l'embarquement des troupes réunies « à Malte et à Corfou. Leur arrivée en Sicile et dans « le golfe de Naples avait été soudaine, imprévue : « on n'avait pas eu le temps de préparer les élé-« ments d'une résistance sérieuse. En vain, aussitôt « qu'elle avait appris le débarquement des premières « troupes en Sicile, avait-elle conjuré le ministre de « Russie, M. de Tatischeff, d'arrêter leur marche, « lui offrant de payer les frais de l'expédition : « toutes ses instances avaient été infructueuses. « M. de Tatischeff avait osé demander que la Sicile « fût occupée par les troupes russes pendant toute « la durée de la guerre. Poussée alors au désespoir, « elle avait rompu les conférences et dit : Eh bien ! « puisqu'on le veut, que notre destinée s'accom-« plisse ! C'en était fait maintenant ; le gouverne-« ment n'avait plus la liberté de ses actes : il était « emporté par le torrent des événements dans une

« direction entièrement contraire à celle qu'il au-
« rait voulu suivre. »

La reine subit, comme elle le dit, sa destinée; elle rentra, non sans un sombre effroi (elle connaissait le désastre de Mack), dans la vérité de son rôle et de ses passions. Elle déchira le traité du 21 septembre, arbora le drapeau de la coalition, et publia un décret qui mettait toutes les troupes napolitaines sous les ordres du général Lascy. Réunies à celles des alliés, elles formaient une masse de 60,000 hommes. Il fut décidé que cette armée traverserait de gré ou de force les États romains, envahirait la Toscane, passerait le Pô, soulèverait les populations de l'Apennin et se jetterait sur les derrières de Masséna.

Le prince Eugène prouva en cette occasion qu'il n'était point au-dessous de la haute position à laquelle l'avait élevé l'empereur. Toutes ses mesures furent pleines à la fois de prudence et de fermeté. Il ne laissa devant Venise que le nombre de troupes indispensable pour masquer cette place; puis il dirigea sur Bologne ce qui restait disponible du corps de Gouvion-Saint-Cyr, 25,000 hommes de gardes nationales mobilisées, la garnison d'Ancône, et enfin les détachements que le général Verdier venait d'organiser à Livourne. Ces forces étaient plus que suffisantes pour contenir le torrent qui s'avançait, en grossissant, du fond de l'Italie.

L'empereur eut connaissance de la défection de la reine Caroline quelques jours avant la bataille

d'Austerlitz. Le sort de la France, de l'Italie, de tout l'Occident, dépendait de l'issue de ce grand choc. Napoléon ajourna l'explosion de sa vengeance. Mais après sa victoire, elle éclata soudaine et terrible. « Le général Gouvion-Saint-Cyr, disait le « 37e bulletin, marche à grandes journées sur Na-« ples pour punir la trahison de la reine et préci-« piter du trône cette femme criminelle qui, avec « tant d'impudeur, a violé tout ce qui est sacré « parmi les hommes. »

Le jour même où les plénipotentiaires signaient à Presbourg le traité de paix avec l'Autriche, il adressa à son armée ou plutôt à l'Europe cette proclamation, sentence foudroyante lancée contre les Bourbons de Naples.

« Soldats, depuis dix ans j'ai tout fait pour « sauver le roi de Naples; il a tout fait pour se « perdre. Après les batailles de Dego, de Mondovi, « de Lodi, il ne pouvait m'opposer qu'une faible ré-« sistance : je me fiai aux paroles de ce prince; je « fus généreux envers lui.

« Lorsque la seconde coalion fut détruite à « Marengo, le roi de Naples, qui, le premier, avait « commencé cette injuste guerre, abandonné à Lu-« néville par les alliés, resta seul et sans défense : « il m'implora et je lui pardonnai une seconde fois. « Il y a peu de mois, vous étiez aux portes de « Naples. J'avais assez de légitimes raisons de sus-« pecter la trahison qui se méditait et de venger les « outrages qui m'avaient été faits : je fus encore

« généreux; je reconnus la neutralité de Naples; je « vous ordonnai d'évacuer ce royaume, et, pour la « troisième fois, la maison de Naples fut affermie et « sauvée.

« Pardonnerons-nous une quatrième fois? Nous « fierons-nous une quatrième fois à une cour sans « foi, sans honneur, sans raison? Non! non! la dy- « nastie de Naples a cessé de régner. Son existence « est incompatible avec le repos de l'Europe et « l'honneur de ma couronne. »

45,000 hommes rassemblés sur les frontières des États de l'Église étaient prêts à s'élancer sur Naples. L'empereur confia le commandement nominal de cette armée à son frère Joseph. C'était montrer à toute l'Europe le successeur de Ferdinand IV. La direction véritable des opérations fut confiée à Masséna. Ce maréchal arriva à Bologne le 9 janvier, et le mouvement d'invasion commença.

A la nouvelle que nos colonnes s'approchaient, la cour des Deux-Siciles tomba dans les convulsions de la terreur et du désespoir. Il lui était réservé d'être abandonnée dans sa détresse par ces mêmes alliés qui l'avaient compromise et perdue. Le lendemain même de sa défaite, l'empereur Alexandre expédia l'ordre au général Lascy de se rembarquer avec toutes ses troupes et de retourner à Corfou. Les Anglais abandonnèrent aussi le continent italien; mais ils se retirèrent en Sicile, bien décidés à s'y établir en maîtres, sous le nom du fantôme de roi dont ils avaient précipité la chute, et à n'en

sortir que lorsque les Français auraient évacué le royaume de Naples.

Dès le 15 décembre, la reine, tremblante et désabusée sur le compte de ses protecteurs, essaya de détourner la catastrophe qui menaçait encore une fois sa maison. Elle députa vers l'empereur, pour implorer sa clémence, le cardinal Ruffo. Ce choix était une nouvelle faute. Du reste, les conditions que le prélat était chargé de soumettre à la France étaient de la plus grande humilité. C'était moins un traité qu'une capitulation.

« Il y aurait alliance défensive entre les deux « États, et les Anglais seraient exclus de tous les « ports des Deux-Siciles.

« La France occuperait jusqu'à la paix maritime « les places fortes de son royaume.

« Le roi livrerait ses deux vaisseaux de guerre, « les seuls qui composaient toute sa marine.

« Le roi et la reine abdiqueraient; le prince royal « leur fils monterait sur le trône. »

Lorsque le cardinal Ruffo partit pour remplir sa mission, le traité de Presbourg était signé; Napoléon pouvait tout oser. La cour de Naples avait de grands torts : l'opinion publique lui en attribuait de plus grands encore. Une négociation qui l'eût admise à se justifier eût été un engagement de l'absoudre si elle était innocente. Il valait mieux la tenir de suite pour coupable et la punir comme telle. Le cardinal demanda la permission de venir à Paris; il l'attendit longtemps en Suisse et ne put l'obtenir.

Lorsque Ferdinand IV sut que son ambassadeur n'avait pu même venir s'humilier devant un vainqueur superbe, il comprit que tout était perdu, et n'essaya point de lutter. Le 13 janvier, il s'embarqua et s'enfuit en Sicile. La reine eut plus de témérité. Soutenue par sa haine contre Napoléon et par ses passions de mère, elle resta à Naples, déterminée à ne descendre du trône qu'après avoir épuisé toutes les chances de la résistance. Dans son désespoir, elle saisit toutes les armes qu'elle trouva sous sa main ; elle alla chercher des défenseurs jusque parmi les brigands des Abruzzes et des Calabres. Un chef de bandes, le fameux Rhodio, gagné par son or, s'engagea à soulever les Abruzzes ; mais il n'y put réussir. Alors, comme en 1799, elle fit délivrer des armes aux lazzaroni de Naples, et cette belle capitale se trouva à la merci d'une populace féroce. Le désordre prit bientôt un caractère sinistre : des complots s'ourdirent contre la fortune et la vie des citoyens. Les prisons ainsi que les bagnes répondirent à ces pensées de sang et de pillage. Les hautes classes, effrayées du péril auquel les livrait une reine en délire, se chargèrent de veiller elles-mêmes à leur propre salut : elles s'organisèrent en milices, continrent les lazzaroni et les prisons, et attendirent les Français, devenus pour elles des libérateurs.

L'armée de Masséna était divisée en trois colonnes : celle du centre marchait sur Capoue et Naples, la droite sur Gaëte, la gauche sur les Abruzzes. Ca-

poue nous ouvrit ses portes le 13 février. Il n'en fut pas de même de Gaëte. Le prince de Hesse-Philippstadt, qui commandait la place, était un homme de tête et de cœur : il répondit à nos sommations qu'il ne la rendrait qu'à la dernière extrémité, et il tint parole. Le 14 février, Masséna arriva sans obstacle devant les murs de Naples et s'empara des forts qui la dominent. La reine vit bien enfin que c'en était fait de son trône. Elle s'arracha avec rage de son palais, monta sur le vaisseau qui l'attendait, et ne fit tourner ses voiles vers la Sicile que lorsque nos têtes de colonnes eurent envahi les murs de sa capitale. Le 15 février, Joseph fit son entrée dans la ville de Naples. Le peuple l'accueillit avec des sentiments visibles de répulsion et de haine, la bourgeoisie et la noblesse avec une joie non déguisée.

Le premier soin du prince fut de garantir par des mesures pleines de sagesse la sécurité des habitants de cette grande et riche cité. Il installa un gouvernement provisoire, désarma les lazzaroni, réorganisa l'armée napolitaine, institua une police sévère, et ordonna que les tribunaux et les magistrats reprissent le cours de la justice.

Le prince royal s'était retiré dans les Calabres avec 28 bataillons et 17 escadrons, environ 18,000 hommes, sous les ordres du maréchal de Rosenheim et du comte Roger de Damas. Le général Reynier eut l'ordre de marcher sur les Calabres et de les soumettre. Gouvion-Saint-Cyr dut occuper avec un autre corps la Pouille, les Abruzzes, Tarente et la pro-

vince de Basilicata. Enfin, Masséna se chargea, avec le premier corps, de garder la capitale et d'investir Gaëte. Une réserve de 18.000 hommes s'avançait à travers les États romains pour renforcer l'armée d'invasion.

Le comte Roger de Damas avait pris position à Campo-Tenese, au débouché du val San-Martino. Reynier fondit sur lui, le mit en déroute, puis s'élança à la poursuite de Rosenheim qui fuyait du côté de l'Apulie, occupa successivement Nicastro, Monte-Leone, Mileto, et arriva enfin, le 20 mars, à Scylla, peu de jours après que le prince royal s'y était embarqué pour se retirer en Sicile. Le pays, traversé en tous sens par nos colonnes, n'offrait plus aucun centre de résistance, et semblait, sur tous les points, soumis et pacifié.

Joseph résolut de visiter les contrées sur lesquelles il était appelé à régner. Il partit, le 3 avril, de Naples et parcourut les Calabres, l'Apulie, ainsi que les provinces de Basilicata et de Tarente. C'est au milieu de ce voyage, à Scigliano, dans le fond de la Calabre citérieure, qu'il reçut le décret impérial du 1er avril qui le faisait roi des Deux-Siciles. Cette couronne était héréditaire dans sa descendance masculine, et n'infirmait aucun de ses droits à la couronne de France. Mais les deux couronnes ne pourraient jamais être réunies sur la même tête. En même temps qu'il couronnait son frère, Napoléon le retenait dans sa dépendance. Il joignait à la dignité de roi des Deux-Siciles celle de grand électeur

de l'empire français, et le réduisait ainsi au rôle de feudataire. Il proclamait en termes vagues qui autorisaient toutes les conjectures, *que le royaume de Naples faisait partie du grand empire.*

Cependant la cour réfugiée en Sicile n'avait point renoncé à l'espoir de renverser la puissance encore mal affermie du roi Joseph. Ce prince avait noblement usé de son nouveau pouvoir. Chaque jour, depuis son arrivée à Naples, avait été marqué par de sages réformes, par de fécondes créations. Il s'était appliqué à améliorer la condition sociale des Napolitains et à les faire participer aux bienfaits de notre législation civile. Il avait supprimé les couvents de moines, aboli les priviléges féodaux, réparti les impôts d'une manière plus équitable, accru considérablement les revenus publics, perfectionné les institutions judiciaires, diminué l'influence du clergé et des gouverneurs de provinces, et substitué enfin à l'administration décousue, tantôt violente, tantôt relâchée, d'Acton et de la reine Caroline, un gouvernement central, régulier et aussi ferme qu'éclairé. Mais ces sages réformes, appréciées comme des bienfaits par les classes élevées de Naples, n'avaient rencontré dans les provinces qu'antipathie et répulsion. Habituées à une sorte d'indépendance anarchique et sauvage, les populations des campagnes frémirent sous le frein d'une administration méthodique et souvent sévère dans l'exercice de ses fonctions. La reine Caroline n'avait que trop bien compté sur ces mécontentements. Elle savait que

nos troupes, disséminées à de grandes distances et employées en majeure partie au siége de Gaëte, n'offraient sur aucun point, excepté devant cette place, une force compacte et redoutable. En conséquence, elle avait préparé les matériaux d'un vaste embrasement. Les brigands des Calabres devinrent ses principaux appuis. C'est à leurs chefs les plus fameux, à Fra Diavolo, à Sciarpa, qu'elle confia le soin d'organiser et de propager l'insurrection ; elle les mit à la tête de l'armée royale.

Tandis que ces bandits, secondés par le fanatisme du clergé, soulevaient et armaient les campagnes, les Anglais opéraient de leur côté. Le général Stuart partit de Messine, le 1er juillet 1806, avec 9,000 hommes, dont 6,000 Anglais et 3,000 Napolitains, et vint débarquer dans le golfe de Sainte-Euphémie. Son projet était d'acculer à la mer le général Reynier et de le forcer à se rendre. Mais Reynier ne lui laissa pas le temps d'exécuter son mouvement : il rassembla toutes les troupes qu'il avait sous la main, environ 5,000 hommes, se porta vivement à la rencontre des Anglais, et le joignit, le 5 juillet, à Maïda, non loin de la mer. La position qu'ils occupaient était très-forte, et ils avaient sur nos soldats l'avantage du nombre. Assaillis vivement par la brigade du général Compère, ils soutinrent l'attaque avec fermeté, décimèrent par leurs feux nos colonnes d'avant-garde et les culbutèrent sur le reste de la division, qui, exténuée par les fatigues d'une marche forcée à travers les montagnes, ne

put réparer ce premier échec : elle se retira sur Catanzaro.

Le canon de Maïda donna le signal de l'insurrection dans les deux Calabres. Tous les brigands que recélaient les montagnes et les forêts de ces contrées sauvages sortirent de leurs repaires et se mirent à la tête des paysans révoltés. Les routes furent interceptées, et tous ceux de nos détachements qui étaient isolés furent enveloppés et égorgés. Le cri de *mort aux Français !* devint le cri de tout le peuple. Bientôt l'incendie gagna la province de Basilicata. Le général Stuart se garda bien de s'engager trop avant à la poursuite de Reynier : il ne s'éloigna point de la côte, et s'occupa d'assurer ses communications avec la Sicile en s'emparant de Reggio et de Scylla.

La situation du général Reynier devenait de jour en jour plus périlleuse. Tout le pays autour de lui était soulevé. Masséna, occupé au siége de Gaëte, ne pouvait le secourir. Cerné dans la ville de Catanzaro par des masses de Calabrais fanatisés, coupé de tous nos corps d'armée et sans nouvelles de Naples, ce général ne savait à quel parti se résoudre, quand enfin il reçut du roi Joseph une lettre qui lui parvint comme par miracle : elle lui ordonnait de se retirer sur Cassano, et d'y attendre Masséna qui volerait à son secours aussitôt qu'il aurait soumis Gaëte. Reynier exécuta cet ordre avec autant de bravoure que d'habileté. Il s'ouvrit un passage l'épée à la main à travers les colonnes insurgées qui

enveloppaient Catanzaro, et, au milieu des plus grands périls, atteignit la ville de Cassano, où le général Verdier vint le rejoindre. Il construisit autour de lui un vaste camp retranché, et attendit patiemment les secours qui lui étaient promis.

Gaëte, placée à l'extrémité d'une presqu'île fortifiée, ne tient au continent que par une langue de terre large à peine de 400 toises que les Napolitains avaient couverte d'ouvrages formidables. La place était garantie contre le danger de la famine par sa position maritime, et sa garnison avait été portée jusqu'à 8,000 hommes. Depuis la fin de février jusqu'au mois de mai, Masséna s'était contenté de la tenir étroitement bloquée. Mais, impatient de la réduire, il poussa avec vigueur les travaux de tranchée, et, le 28 juin, il démasqua ses batteries qui tonnèrent toutes à la fois contre les ouvrages de la place et les bouleversèrent. A dater de ce jour, nos feux ne cessèrent de porter dans Gaëte le ravage et la mort. Le 10 juillet, un éclat de bombe atteignit, à la tête, le gouverneur qui fut emporté presque mourant sur un vaisseau anglais et conduit en Sicile. Le 18, tous les ouvrages de l'ennemi étaient ruinés, presque toutes les batteries démontées, la garnison affaiblie ; et cependant elle refusait de se rendre. Masséna fit ses dispositions pour donner l'assaut : ses troupes étaient sous les armes et prêtes à s'élancer, lorsque enfin un parlementaire se présenta et vint annoncer que la place demandait à capituler. Le maréchal lui accorda des conditions honorables,

en prit possession, y laissa une garnison considérable et vola au secours de Reynier. Il rencontra pour la première fois les bandes royalistes au défilé de Lauria : il les fit entourer, et tout ce qui tomba sous sa main fut inexorablement passé par les armes. Ces rigueurs, juste châtiment des cruautés dont s'étaient souillés les Calabrais en égorgeant nos soldats isolés et nos malades, inspirèrent à la population une terreur salutaire. Elle n'osa pas s'opposer à la jonction de Masséna et de Reynier, qui eut lieu à Castro-Villaque. Les insurgés se dispersèrent dans les montagnes, et il fallut aller les chercher dans ces retraites où l'opiniâtreté de leur résistance provoqua de notre part des mesures terribles. Un ordre du jour du maréchal condamna à être fusillés tous les insurgés pris les armes à la main, et à l'incendie les villes et les villages qui leur serviraient d'asile.

Le général Stuart n'attendit pas Masséna : il se rembarqua le 5 septembre pour la Sicile, et son départ porta le dernier coup à l'insurrection. La plupart des chefs de bandes, délaissés ou trahis par ceux que la peur ou l'espoir des récompenses avait gagnés à la cause de Joseph, quittèrent le pays et se réfugièrent sur les vaisseaux anglais. Les plus obstinés voulurent prolonger la lutte et tombèrent en notre pouvoir; tel fut Fra Diavolo, qui fut pris à Sora et décapité à Naples.

La clémence compléta l'œuvre de la force. Une amnistie générale apaisa les passions fanatiques,

ramena peu à peu le calme dans les esprits ; et la domination du roi Joseph fut bientôt aussi respectée, aussi solidement affermie que l'était naguère celle de Ferdinand IV. Notre suprématie s'étendit désormais sans obstacle des limites du Tyrol jusqu'aux extrémités de la Calabre. Toute l'Italie, à l'exception des États de l'Église, subit l'influence de nos lois civiles, de nos armes et de notre gouvernement.

L'élévation de Joseph au trône de Naples ouvrait à l'ambition de Bonaparte un champ pour ainsi dire sans limites. Déjà, une des plus anciennes maisons de l'Allemagne venait de briguer l'honneur de s'unir à cette famille si nouvelle et déjà placée si haut par la puissance et la gloire de son chef. Le roi de Bavière avait donné la main de sa fille au fils de l'impératrice, Eugène Beauharnais. L'empereur voulut que le rang de ce jeune prince fût mis de niveau avec l'illustre alliance qu'il venait de contracter. Il l'adopta solennellement, et lui assura ainsi qu'à ses descendants mâles et légitimes la couronne d'Italie, pour en jouir aussitôt que les circonstances lui permettraient à lui-même de s'en dessaisir.

Le grand-duc de Bade suivit l'exemple du roi de Bavière; il demanda pour son fils la main de la princesse Stéphanie Beauharnais.

Des trois sœurs de Napoléon, l'une, Pauline, veuve du général Leclerc, s'était alliée à la famille Borghèse ; la seconde, Élisa, avait épousé le Corse

Bacciochi ; la troisième, Caroline, était mariée à Murat. L'empereur leur créa à toutes les trois des établissements souverains. Il donna à Pauline la principauté de Guastalla. Il avait déjà constitué en faveur d'Élisa la principauté de Lucques et de Piombino : il y ajouta celle de Massa-Carrera. Berg et Clèves, qu'il s'était fait céder par la Bavière et par la Prusse, furent érigés en grands-duchés et donnés à son beau-frère Murat avec le titre de grand-duc de Berg[1].

La Hollande était un des États du monde qui souffrait le plus cruellement de la guerre. Elle vit

[1] Une note du 21 avril, adressée à M. de Talleyrand, et qui porte le cachet de la dictée impériale, était ainsi conçue : — Faire un État au nord de l'Allemagne qui soit dans les intérêts de la France, qui garantisse la Hollande et la Flandre contre la Prusse, et l'Europe contre la Russie. Le noyau serait les duchés de Berg, de Clèves, de Hesse-Darmstadt.... Chércher ensuite dans les entours tout ce qui pourrait y être incorporé pour pouvoir former un million ou douze cent mille âmes. Y joindre, si l'on veut, le Hanovre : y joindre, dans la perspective, Hambourg, Brême et Lubeck. Donner la statistique de ce nouvel État. Cela fait, considérer l'Allemagne comme divisée en huit États, Bavière, Bade, Wurtemberg et le nouvel État; ces quatre dans l'intérêt de la France; d'un autre côté, l'Autriche, la Prusse, la Saxe et Hesse-Cassel. D'après cette division, supposez qu'on détruise la constitution germanique et qu'on annule, au profit des huit grands États, les petites souverainetés, il faut faire un calcul statistique pour savoir si les quatre États qui sont dans les intérêts de la France perdront ou gagneront plus à cette destruction que les quatre États qui n'y sont pas. (*Correspondance inédite de Napoléon*, t. VII, page 361.)



de commerce extérieur et maritime, et l'Angleterre lui avait interdit toute navigation; elle possédait dans les deux Indes de riches colonies qui, pendant la paix, faisaient sa splendeur, et l'Angleterre s'en était emparée. Ainsi la guerre ruinait l'État et les particuliers. D'un autre côté, la paix isolée, la neutralité, étaient interdites à la république. Il fallait qu'elle fût pour la France ou pour l'Angleterre. Si l'une l'appauvrissait en lui fermant la mer, l'autre la tenait sous sa main, et pouvait, d'un arrêt de sa volonté, détruire sa nationalité. La république batave n'avait donc que le choix entre ces deux partis : vivre pauvre et oisive jusqu'à la fin de la guerre maritime, ou périr étouffée dans les bras du colosse qui pesait sur elle de tout son poids.

Aigrie par les misères, elle nous en rendait responsables : elle abhorrait notre domination, et le parti orangiste, accru de tous les mécontents, appuyé sur tous les intérêts froissés, était devenu le parti national. Au retour des Nassau étaient attachés, dans l'esprit des Hollandais, tous les biens dont ils étaient sevrés, la paix, le commerce, la restitution de leurs colonies, le travail et la richesse.

Leur gouvernement, démocratique sous l'influence de la Convention et du Directoire, s'était depuis, sur un ordre du premier consul, centralisé dans les mains d'un grand pensionnaire, M. de Schimmelpenninck. Tout récemment encore, de notables changements avaient été introduits dans la constitution batave : les attributions du pouvoir

avaient reçu une nouvelle extension aux dépens des assemblées. Ces garanties contre les manifestations légales des souffrances du pays ne rassuraient point l'empereur. Le gouvernement républicain ne lui inspirait aucune confiance : il le jugeait insuffisant pour déjouer les intrigues des orangistes et de l'Angleterre, et méditait de transplanter en Hollande l'institution monarchique; il croyait qu'en lui donnant pour roi un de ses frères, il découragerait les partisans de la maison d'Orange et unirait par des liens indissolubles les destinées des deux pays.

C'est au prince Louis qu'il destinait le nouveau trône : il fit savoir ses intentions au grand pensionnaire. Cette communication fut reçue en Hollande comme une nouvelle calamité. Depuis que les Provinces-Unies avaient secoué le joug de Philippe II, la monarchie pure n'avait pu s'acclimater sur cette terre de négoce et de liberté. Les notables, composés des membres des états généraux, du conseil d'État et des ministres, s'assemblèrent, et, malgré les sages avis du grand pensionnaire, ils envoyèrent à Paris une députation chargée de représenter à l'empereur que « son désir d'assurer l'identité de la « Hollande avec la France pourrait être réalisé par « d'autres moyens plus en harmonie avec les mœurs « et les coutumes du pays que l'institution monar- « chique. » Mais la résolution de Napoléon était invariable. Il l'avait fait connaître à l'Europe par la voie du *Moniteur*, et s'était ôté ainsi le pouvoir de la changer. Il fit donc savoir aux députés bataves

qu'il ne les recevrait que s'ils promettaient d'exprimer des vœux en faveur de l'élévation du prince Louis au trône de Hollande. Un délai de huit jours leur fut donné pour se décider.

Lorsque le grand pensionnaire eut reçu les dépêches de la députation, il les soumit aux notables, en leur déclarant qu'il les rendait responsables des malheurs que provoquerait une résistance insensée et impossible. L'assemblée se résigna enfin; mais, en se soumettant, elle constata dans sa délibération qu'elle n'avait pas agi de son propre mouvement, qu'elle avait cédé à la contrainte et pour éviter à la république d'irréparables maux.

Bientôt la phraséologie officielle, les formules menteuses et adulatrices remplacèrent les manifestations sincères et patriotiques. Une nouvelle députation, ayant à sa tête l'amiral Verhuel, se rendit à Paris (5 juin), et supplia l'empereur, en termes pleins d'humilité, d'accorder un roi à la Hollande.

L'empereur, dans sa réponse, mit en évidence les mobiles véritables de sa conduite. « Je ne pouvais « confier les places fortes qui couvrent ma frontière « du nord à la garde d'une main infidèle, même « douteuse. J'adhère à votre vœu : je proclame le « prince Louis roi de Hollande. » Puis, se tournant vers son frère : « Prince! lui dit-il, régnez sur ces « peuples. Leurs pères n'acquirent leur indépen- « dance que par les secours constants de la France. « Depuis, la Hollande fut l'alliée de l'Angleterre; « elle fut conquise; elle dut encore à la France son

« existence. Qu'elle vous doive donc des rois qui « protégent ses libertés, ses lois, et sa religion; « *mais ne cessez jamais d'être Français.* » Le prince Louis répondit qu'il avait placé toute son ambition à sacrifier sa vie au service de son frère. « Il irait donc régner sur la Hollande, puisque Sa « Majesté le lui ordonnait. Unis par l'intérêt, les « peuples le seraient aussi par les sentiments d'a- « mour et de reconnaissance de leur roi à l'empe- « reur et à la France. »

De même que Joseph, Louis prit l'attache de grand feudataire de son frère en réunissant à sa dignité de roi de Hollande celle de connétable de France.

Napoléon avait construit une œuvre immense, fondé une dynastie, créé un vaste empire. Tant qu'il vivrait, sa main soutiendrait l'édifice : mais sa prévoyance s'étendait au delà du tombeau. Persuadé qu'après sa mort tous les ennemis de la révolution, de sa dynastie et de la puissance française se ligueraient pour renverser son gouvernement, il était tourmenté du désir de lui créer des points d'appui, des défenseurs. Il voulait le fixer sur une base si large et si ferme, qu'aucune tempête politique ne pût l'en arracher. La classe moyenne, immense et confuse agrégation de citoyens jetés par la division et la médiocrité des fortunes dans les mille professions de la vie civile, étrangère par son éducation aux complications infinies et aux délicatesses de la science politique, la classe moyenne lui semblait

inhabile à remplir un tel rôle. Il la jugeait hors d'état de servir de boulevard au trône et à la puissance nationale contre les sourdes menées des anciennes familles, les emportements de la démocratie et les haines de l'Europe. Il avait donc résolu d'organiser une nouvelle et vigoureuse aristocratie, digne par ses lumières de partager un jour avec le souverain le fardeau du gouvernement, et de maintenir la France au degré de splendeur où il l'avait élevée. La révolution avait fait surgir de la foule des caractères d'une trempe supérieure, des esprits éminents. A la tête de tous les grands services publics, à la tête de l'armée surtout, brillaient des hommes d'élite, la force et l'honneur de la France. Napoléon résolut de les réunir en faisceau et d'en faire le fond de sa nouvelle aristocratie. Afin de lui imprimer un caractère populaire, il la rendit accessible à tous les talents, à toutes les ambitions. Il voulut qu'un jour elle n'eût rien à envier à l'ancienne, ni la grandeur des souvenirs, ni l'éclat du blason, ni la richesse. Il choisit les plus illustres parmi les compagnons de ses travaux; il les fit ducs et princes, et, à l'exemple de tous les conquérants, il les enrichit avec les dépouilles de ses ennemis. Il donna au maréchal Berthier la principauté de Neuchâtel; Berg et Clèves, comme nous l'avons dit, à Murat; la principauté de Bénévent à M. de Talleyrand, celle de Ponte-Corvo au maréchal Bernadotte. Il érigea en duchés grands fiefs héréditaires de l'empire français, la Dalmatie, l'Istrie, le Frioul,

Cadore, Bellune, Conégliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo. Il créa encore six autres fiefs dans le royaume de Naples, trois dans les États de Parme et de Plaisance, et décida que tous ces duchés assureraient à leurs titulaires un revenu équivalent à la totalité de l'impôt annuel qu'ils payaient à l'État [1].

Mais il ne se hâta point de délivrer l'investiture de ces fiefs. La nation avait fait une révolution pour changer son ordre social. Elle avait aboli les substitutions, les distinctions de races, inscrit sur son drapeau : *Égalité civile*. Elle avait voulu qu'il n'y eût plus en France deux peuples ennemis et rivaux, l'un tout composé de nobles, l'autre de roturiers, mais un seul investi des mêmes droits, mû par le même mobile et la même passion, l'amour de la patrie. En voyant son chef vénéré relever ce qu'elle avait aboli, glorifier ce que naguère elle avait couvert de ses dédains, n'était-il pas à crain-

[1] « Quelle que fût la puissance à laquelle la divine provi-
« dence et l'amour de ses peuples eussent élevé l'empe-
« reur, disait le message du 30 mars au sénat, elle était
« impuissante pour récompenser tant de braves, et pour
« reconnaître les nombreux témoignages de fidélité et d'a-
« mour qu'ils avaient donnés à sa personne. Dans les dispo-
« sitions qu'il avait faites, il ne s'était pas seulement aban-
« donné aux sentiments affectueux dont il était pénétré et au
« bonheur de faire du bien à ceux qui l'avaient si bien servi;
« il avait été principalement guidé par la grande pensée de
« consolider l'ordre social et son trône qui en était le fon-
« dement et la base, et de donner des centres de correspon-
« dance et d'appui au grand empire. »

dre que, livrée au supplice du doute, ne sachant plus où étaient le droit, la vérité, elle ne se détachât de la révolution, du grand homme qui la représentait, et n'allât chercher dans le culte des intérêts matériels l'oubli de ses déceptions? Ces craintes n'étaient que trop fondées. Elles n'ont point arrêté l'empereur. Il a jugé l'institution aristocratique indispensable à la durée de son œuvre. Il s'est cru assez aimé de la nation pour la lui faire accepter, assez fort, à la rigueur, pour la lui imposer. Toutefois, il n'a pas voulu la décréter d'un seul coup; avant d'accomplir cet acte audacieux, il a voulu y préparer les esprits. Il s'est borné à blasonner quelques noms illustres entre tous. Pour les autres, les cadres sont prêts, mais vides encore. Il attend pour les remplir que l'opinion soit mûre et fixée. La France et l'Europe sont maintenant averties. L'aristocratie impériale n'est pas encore législativement organisée; mais les bases en sont posées; de fait, elle est déjà rétablie.

CHAPITRE XIX.

Procédés outrageants de l'empereur Napoléon à l'égard de la Prusse. — Il exige que le roi lui sacrifie M. de Hardenberg. — Ses prétentions sur les trois abbayes d'Elten, d'Essen et de Verden. — Discrédit de la Prusse dans toutes les cours. — L'Angleterre et la Suède lui déclarent la guerre. — Douleur et anxiétés du roi. — Mission du duc de Brunswick auprès de l'empereur Alexandre. — Plaintes amères de la cour de Saint-Pétersbourg contre la politique du roi. — Succès de la mission du duc de Brunswick. — Changement soudain dans les dispositions du cabinet russe. — Ses dispositions à se rapprocher de la France. — Négociations ouvertes entre la France et l'Angleterre. — Correspondance entre M. Fox et M. de Talleyrand. — Premières conférences entre M. de Talleyrand et lord Yarmouth. — Questions fondamentales résolues : le Hanovre, Malte, la Sicile. — Voyage de lord Yarmouth à Londres. — L'empereur Alexandre sépare ses intérêts de ceux de l'Angleterre. — Il ouvre avec la France une négociation séparée. — Mission de M. d'Oubril à Paris. — Soupçons de Napoléon. — Il rétracte sa promesse à l'égard de la Sicile. — Débats sur la Sicile. — Propositions échangées. — Arrivée de M. d'Oubril à Paris. — Négociations avec cet envoyé. — Napoléon renverse la constitution germanique et organise la confédération du Rhin. — Dépit de M. d'Oubril et de lord Yarmouth. — M. d'Oubril signe la paix. — Traité du

20 juillet 1806. — Lord Yarmouth délivre lui-même ses pouvoirs. — Le général Clarke est nommé pour traiter avec le plénipotentiaire anglais. — Napoléon croit toucher à la pacification générale.

Cependant Frédéric-Guillaume recueillait les fruits amers de sa politique timorée et vacillante : de quelque côté qu'il tournât les yeux, il ne rencontrait que dédains, inimitiés et défiances. Napoléon surtout s'était affranchi à son égard de toute espèce de ménagements. Soit qu'il voulût intimider sa faiblesse et le réduire par la terreur, ou qu'impatient de l'abattre, il entrât dans ses calculs de le pousser à bout, il semblait se plaire à l'abreuver d'humiliations.

M. de Hardenberg était dans le cabinet de Berlin le chef passionné du parti hostile à la France : il avait l'estime du roi ; la reine l'honorait particulièrement de ses bontés. A tous ces titres il s'était attiré la haine de l'empereur, qui avait résolu de profiter de sa toute-puissance pour l'écarter des conseils du roi. Déjà, le 27 décembre, M. de Talleyrand, faisant allusion à l'affaire d'Anspach, avait commandé à M. de la Forest « de cesser toute com« munication avec l'homme qui, disait-il, avait in« sulté la France en refusant de recevoir l'ambassa« deur d'un grand prince. » Afin de le perdre plus sûrement, l'empereur osa l'accuser publiquement d'avoir failli à l'honneur en se vendant aux Anglais. Le 34e bulletin signala au monde un ministre né

dans le Hanovre *qui n'avait pas été insensible à la pluie d'or*. Le trait était bien cruel.

Le roi s'était indigné que, sur les bords de la Seine, on se permît de lui dicter le choix de ses ministres : il avait mis sa fierté à ne point se séparer d'un homme auquel il n'avait point retiré sa confiance. Mais à peine eut-il signé le traité du 15 février que les ministres anglais, pour se venger, livrèrent au parlement la fameuse lettre que M. de Hardenberg avait écrite le 22 décembre à lord Harrowby. L'empereur s'en fit une arme pour abattre le chef du cabinet prussien ; il la fit publier dans le *Moniteur* avec cette réflexion outrageante : « Voilà « M. de Hardenberg bien récompensé de s'être pros« titué aux éternels ennemis du continent. » Après un tel éclat, le roi ne pouvait plus maintenir à la tête de son gouvernement l'adversaire déclaré d'un souverain dont il avait accepté l'alliance. M. de Hardenberg fut sacrifié. Le 1er avril 1806, il résigna ses hautes fonctions et fut remplacé par le comte d'Haugwitz, que les circonstances bien plus que ses principes, avaient mis à la tête du parti français.

Le roi avait espéré qu'en écartant de ses conseils M. de Hardenberg, il apaiserait les défiances de son redoutable et ombrageux allié : inutile sacrifice. Il avait écrit plusieurs lettres autographes à l'empereur Napoléon : elles étaient toutes restées sans réponse. Un tel oubli des plus simples égards dus à une tête couronnée le navrait de douleur.

Près de lui, un grand événement venait de s'accomplir : la république batave avait été transformée en monarchie. Il avait dû penser qu'avant d'élever ce nouveau trône et d'y placer son frère, l'empereur daignerait l'en informer confidentiellement : mais il ne lui avait rien communiqué. Le roi avait appris ce changement de gouvernement, comme tous les autres souverains, d'abord par la voie du *Moniteur*, puis par les lettres officielles d'usage. Même silence dédaigneux pour les affaires d'Allemagne. Le bruit se répandait partout que la France était au moment de réorganiser sur d'autres bases le système germanique. Le roi fut extrêmement mortifié que lui, la seconde personne de l'Empire, ne fût pas même consulté sur des mesures qui touchaient d'aussi près aux intérêts et à la considération de sa maison.

L'arrogance de l'empereur éclata plus blessante que jamais dans un démêlé de frontières. Sans s'être préalablement entendu avec le cabinet prussien, il avait compris les abbayes d'Elten, d'Essen et de Verden au nombre des territoires destinés à faire partie du grand-duché de Berg, et il les avait fait occuper militairement. La Prusse réclama contre cette occupation. Elle dit que « les trois abbayes « lui avait été données [1] à titre d'indemnités du « duché de Gueldre et de la partie du duché de « Clèves qu'elle avait cédée à la France sur la rive

[1] Article VII du traité du 23 mars 1803.

« gauche du Rhin ; qu'à la vérité, depuis, elle les « avait annexées au duché de Clèves, mais seule- « ment sous le rapport fiscal et administratif, et « qu'elles n'avaient jamais cessé de constituer poli- « tiquement des territoires distincts. » Le général Blücher, qui commandait dans cette partie du royaume, protesta contre la prise de possession des trois abbayes et fut approuvé par son gouvernement. Le roi fit une proposition pleine d'équité : il demanda que les deux puissances retirassent simultanément leurs troupes des territoires contestés et que la question fût discutée et jugée par voies diplomatiques. L'empereur y consentit d'abord [1]; puis tout à coup, se ravisant [2], il révoqua les ordres donnés pour l'évacuation, et décida en maître que lès droits du grand-duc de Berg étaient parfaitement légitimes.

A dater de ce moment, Frédéric-Guillaume commença à être assiégé des plus sombres pressentiments. « Il voyait quelque chose, disait-il, au delà « de cette simple querelle de frontières. » M. de la Forest écrivait à ce sujet, le 25 avril : « Lorsque « l'empereur Napoléon se plaint que la Prusse ne « soit pas entrée dans l'alliance avec la conviction « de son utilité réciproque, Frédéric-Guillaume se « demande à son tour s'il peut compter sur l'amitié « de l'empereur : chaque jour son esprit se rem-

[1] Lettre de M. de Talleyrand, du 3 mai.
[2] Lettre de M. de Talleyrand, du 31 mai.

« plit de nouvelles terreurs. » Le comte d'Haugwitz partageait les alarmes de son souverain. « Tous ses « efforts, depuis son retour de Paris, disait-il à « M. de la Forest, avaient eu pour objet de substi- « tuer à une alliance de nécessité une alliance de « choix. Mais l'étrange prétention élevée par le « grand-duc de Berg lui apprenait qu'il s'était « abusé. Elle le plaçait personnellement dans la po- « sition la plus cruelle. On eût dit qu'elle n'avait « été imaginée que pour justifier toutes les accusa- « tions dont le poursuivaient ses ennemis. »

La Prusse n'était pas au terme de ses humiliations. Conformément aux stipulations du traité du 15 février, elle avait pris définitivement possession du Hanovre et fermé tous ses ports au pavillon et au commerce anglais. Soit qu'elle voulût dissiper nos défiances par l'ardeur soudaine de son zèle à nous servir, ou qu'elle trouvât dans l'acquisition de l'électorat une consolation à tous ses maux, elle avait déployé une rigueur inflexible dans l'application de ses mesures prohibitives. La surprise causée à Londres par un changement si brusque et si complet de conduite fut extrême : on ne pouvait s'expliquer un tel excès de mobilité ou d'abnégation. Autant par dépit que pour forcer le cabinet de Berlin à s'expliquer, on résolut de sévir. Un ordre du conseil, rendu le 20 avril, mit l'embargo sur tous les navires prussiens mouillés dans les ports britanniques et interdit à tout sujet anglais de communiquer avec la Prusse. Par l'effet de ce décret, plus de

400 bâtiments prussiens tombèrent entre les mains du gouvernement anglais.

Ses ressentiments ne s'arrêtèrent pas là ; il traduisit son nouvel ennemi à la barre de l'Europe, dénonça son ingratitude et sa cupidité, et, lui jetant à la face le mépris et l'insulte, il osa l'accuser d'avoir profité de la présence des troupes anglaises et russes dans l'électorat pour s'être fait acheter plus chèrement par la France. Le reproche était aussi cruel qu'immérité. « La conduite de la Prusse, « s'écria M. Fox, qui venait de recueillir l'héritage « de Pitt, réunit ce que la rapacité a de plus odieux « avec ce qu'il y a de plus méprisable dans la ser- « vilité. En cette circonstance, elle n'était auda- « cieuse que par peur, conquérante que par fai- « blesse, spoliatrice d'un prince son parent et son « voisin que par obéissance à une volonté étran- « gère. » Le 12 juin 1806, la Grande-Bretagne déclara officiellement la guerre à la Prusse ; et ce ne fut point une guerre factice qu'elle lui fit, mais une guerre sérieuse, poursuivie avec une ardeur, avec une passion qui remplit d'étonnement toute l'Europe.

Le roi de Suède entra en scène à son tour. Il refusa insolemment d'évacuer le Lauenbourg, déclara bloqués tous les ports de la Prusse depuis Memel jusqu'à l'embouchure de la Peene, et mit en mer une escadre chargée de faire la chasse au commerce de cette puissance et de saisir tous ses bâtiments. Frédéric-Guillaume essaya de calmer les emporte-

ments de Gustave; il lui écrivit à cette occasion les lettres les plus conciliantes. Le roi de Suède lui répondit que « son honneur lui défendait de remettre « l'épée dans le fourreau tant que la Prusse n'aurait « pas restitué le Lauenbourg à son légitime posses« seur et rouvert ses ports au pavillon anglais. » Il fallut que les Prussiens en vinssent aux moyens extrêmes, et chassassent à coups de fusil les Suédois du Lauenbourg.

Napoléon, qui avait un désir ardent de compromettre Frédéric-Guillaume vis-à-vis de l'empereur de Russie, le protecteur de Gustave IV, voyait avec une joie secrète la querelle s'envenimer entre la Prusse et la Suède. Il excitait la première à se jeter sur la Poméranie suédoise et à s'en emparer, lui promettant de la soutenir dans cette entreprise, quelles qu'en fussent les conséquences. « La Pomé« ranie suédoise, disait, le 16 mai, M. de la Forest « au comte d'Haugwitz, est tellement à la conve« nance de S. M. Prussienne, qu'elle ne peut laisser « échapper l'occasion qui lui est offerte de s'en sai« sir avec justice. » Mais, à aucun prix, Frédéric-Guillaume n'eût voulu s'attirer les ressentiments de l'empereur Alexandre. Il resta sourd aux excitations de Napoléon, et le roi de Suède put insulter impunément le pavillon prussien. « Gustave-Adolphe fait « tant de folies, dit, à cette occasion, le *Moniteur* « du 18 mai, qu'il révoltera enfin sa nation; et, sans « vouloir prophétiser, nous pouvons dire que si, « pour le bonheur de ce jeune prince, quelque

« homme sage ne parvient à maîtriser ses conseils « et à l'éclairer sur ses intérêts, il ruinera sa maison « et finira par quelque catastrophe. »

Subjugué par la France, en guerre ouverte avec l'Angleterre, bravé par la Suède, poursuivi par les malédictions de l'Autriche, qui ne pouvait lui pardonner de l'avoir laissée succomber dans la dernière guerre, Frédéric-Guillaume tombait chaque jour davantage au-dessous de sa situation.

Si l'état présent des choses ne lui apportait que douleurs et humiliations, l'avenir lui présageait des maux bien plus grands encore. La paix n'avait produit nulle part ses fruits accoutumés. En vertu du traité de Presbourg, l'Istrie et la Dalmatie devaient être évacuées par les troupes autrichiennes, et remises, dans un délai déterminé, au royaume d'Italie. Le général Molitor, chargé d'occuper ces provinces au nom de la France, n'était plus, le 2 mars, qu'à quelques lieues de Cattaro, lorsque les Monténégrins, soulevés par l'or des Anglais et des Russes, descendirent de leurs montagnes et s'opposèrent à ce que les places du pays fussent remises aux Français. Dans le même moment, l'escadre russe se présenta devant Cattaro, somma le baron de Brady, commandant autrichien, de lui livrer Cattaro, Budua et Castelnovo, et simula la menace de les faire attaquer, s'il s'y refusait. Le baron de Brady eut l'air de céder à une force supérieure, et remit les trois places à un seul bataillon russe.

Que cet acte de duplicité fût l'œuvre du cabinet

de Vienne, ou seulement de son commissaire, le baron de Ghisilieri, chargé de remettre les places au général Molitor, Napoléon résolut d'en profiter pour prolonger indéfiniment le séjour de ses troupes au cœur de l'Allemagne. Il déclara que « puisque « la cour de Vienne s'était engagée à céder les places « du Cattaro, c'était à elle, non à la France, à les « retirer des mains des Russes ; qu'aussi longtemps « qu'une des dispositions fondamentales du traité « de Presbourg n'aurait pas reçu son exécution « pleine et entière, son armée continuerait d'occu- « per les provinces centrales de l'Allemagne. » Nos troupes étaient sur le point d'évacuer l'importante place de Braunau. L'ordre leur fut envoyé d'y rester et de s'y établir fortement. 160,000 hommes demeurèrent ainsi campés en Souabe, en Bavière et sur les bords de l'Inn, tenant à la fois en échec l'Autriche et la Prusse, et prêts, si la nécessité nous le commandait, à marcher sur Vienne ou sur Berlin.

Cet état de choses entretenait le trouble et l'anxiété dans l'esprit de Frédéric-Guillaume et de tout ce qui l'entourait. L'opinion en Prusse commençait à s'émouvoir profondément. Les pertes qu'éprouvait chaque jour le commerce de la Prusse par suite de la guerre que les Anglais lui avaient déclarée (elles montaient déjà à plus de 100 millions) fournissaient une arme nouvelle au puissant parti qui accusait le pouvoir de lâcheté et d'impéritie. A la tête de ce parti s'était placé hardiment M. de Hardenberg.

Frappé dans sa carrière politique et dans son honneur, il se vengeait en dénonçant à la colère publique, « et la tyrannie du maître de la France, et « les lâches ministres qui lui sacrifiaient, disait-il, « l'indépendance de la monarchie, et la conduisaient à sa perte par la voie de la honte et du « déshonneur. » Par ces lâches ministres, il désignait son ennemi et son rival, le comte d'Haugwitz.

C'était surtout dans l'armée que se manifestait l'exaltation la plus haute. Une sorte d'ivresse présomptueuse s'était emparée d'elle : les casernes étaient devenues des clubs politiques où les officiers déclamaient avec une véhémence inouïe contre M. d'Haugwitz, la France et Napoléon. Pendant une nuit, une troupe de jeunes gens vint pousser des cris de fureur sous les fenêtres du ministre des affaires étrangères et brisa les vitres de son hôtel. L'on sut bientôt que les auteurs de cette émeute étaient, non d'obscurs citoyens, mais des officiers de la garde, appartenant tous aux plus grandes familles, et qu'elle avait été ourdie et conduite par le prince Louis en personne.

L'abattement et la douleur du roi étaient extrêmes. Il se sentait poussé par une fatalité irrésistible vers une guerre qui ne lui présageait que désastres et ruine. Si du moins il pouvait ajourner de deux ou trois ans cette lutte effroyable! Le sentiment de sa conservation lui commandait de gagner à tout prix l'époque où l'Autriche serait en mesure de combattre à ses côtés. La cause principale qui en-

tretenait les méfiances de Napoléon contre la Prusse, qui le poussait à la traiter avec tant de dureté, c'était la persuasion que son roi et l'empereur de Russie n'avaient pas cessé d'être alliés intimes, que toutes leurs démarches étaient concertées, et que le dernier de ces princes n'attendait pour recommencer la guerre que l'instant où la Prusse pourrait y prendre part. Le point capital était donc de détruire dans l'esprit de Napoléon cette conviction funeste. En conséquence, il fut décidé que le roi s'adresserait à l'empereur Alexandre : il lui confierait ses tourments ; il s'efforcerait de l'attendrir sur sa triste position ; il le conjurerait, au nom de l'amitié qui les unissait, de l'arracher aux périls d'une guerre dans laquelle sa monarchie était exposée à s'abîmer tout entière ; il l'amènerait enfin à conclure avec l'empereur Napoléon une paix prompte et séparée. Une ambassade extraordinaire fut envoyée à cet effet à Saint-Pétersbourg. Afin de l'entourer de plus d'éclat, le roi la confia au compagnon d'armes du grand Frédéric, au duc de Brunswick, pour lequel il savait que l'empereur Alexandre professait une estime particulière.

L'illustre envoyé arriva à la cour de Russie à peu près dans le même temps où le comte d'Haugwitz revenait de la triste mission qu'il avait été remplir à Paris. Il la trouva déjà instruite de la résolution qu'avait prise le roi de ratifier le traité du 15 février, et fort irritée de ce qu'elle appelait une défection. Elle l'accueillit avec une grande distinction;

mais, à travers les témoignages d'égards et de haute estime prodigués à sa personne, elle laissa clairement percer l'humeur et le dédain que lui inspirait le souverain dont il venait justifier la conduite. Elle s'étonnait de l'étrange facilité avec laquelle Frédéric-Guillaume passait d'un camp dans l'autre, hier pour la coalition, aujourd'hui pour la France, ne sachant être ni ami franc ni ennemi décidé, désireux de s'agrandir et retenu par des scrupules d'honneur, jouet tour à tour de son ambition et de sa conscience, et, avec les plus estimables qualités, ayant trouvé le secret de s'aliéner toutes les couronnes. En même temps qu'elle blâmait la conduite de ce prince, elle revenait plus empressée que jamais à la cour de Vienne : elle comblait d'attentions son ambassadeur, le général comte de Merfeldt. Les mêmes bouches qui, trois semaines auparavant, accusaient l'Autriche d'avoir abandonné la Russie, ne s'ouvraient plus que pour célébrer ses louanges. « C'était une puissance loyale et honnête. Avec elle « du moins, on savait à quoi s'en tenir : elle n'avait « pas le travers de faire bon visage à tout le monde « et de ne se dévouer à personne. Il y avait d'ail- « leurs au fond de sa puissance quelque chose qui « résistait à toutes les défaites ; on était assuré de « trouver en elle un solide point d'appui. » La leçon d'Austerlitz était déjà perdue, et toute la jeune noblesse était redevenue guerrière. « On avait été « malheureux à Austerlitz ; qu'en fallait-il conclure? « qu'on avait fait des fautes : on ne les referait pas

« une autre fois. La guerre avait ses succès comme « ses revers : l'essentiel était de ne pas se décourager. » Aux premiers mots que prononça le duc de Brunswick d'une réconciliation avec la France, l'empereur Alexandre lui répondit : « A quoi bon? « Dans deux ans j'aurai également la guerre, et je « ne désespère pas, monsieur le duc, d'avoir le plaisir de me placer sous vos ordres. »

Mais la cour de Saint-Pétersbourg ne se tint pas longtemps sur ce ton de hauteur chagrine. Peu de jours après l'arrivée du noble duc, on remarqua dans le langage et l'attitude de tout ce qui entourait l'empereur un changement soudain et complet. On cessa de déclamer avec amertume contre les vacillations de la Prusse; on commença à s'exprimer sur le compte de la France et de son chef avec une modération inaccoutumée; on se prit à déplorer les malheurs de la guerre, à vanter les douceurs de la paix. Le duc de Brunswick ne quittait plus Alexandre. Il était évident que les communications de l'envoyé du roi avaient touché le czar, et que, dans le conseil impérial, on songeait sérieusement à renouer avec la France des relations pacifiques.

Les lettres du duc de Brunswick portèrent un peu de sécurité et de calme dans l'âme troublée de Frédéric-Guillaume. Un autre événement contribua encore à chasser les nuages qui assombrissaient sa pensée. Des négociations venaient de s'ouvrir entre les gouvernements de France et d'Angleterre, et elles se distinguaient de toutes les précédentes par

leur caractère de franchise et de conciliation. Le roi de Prusse y vit une chance de pacification générale, et il en conçut une joie secrète et profonde.

Le 23 janvier 1806, la mort avait frappé l'homme qui, pendant si longtemps, avait dirigé avec une étonnante puissance d'esprit et de volonté les destinées de l'Angleterre. Usé par le travail, par les veilles, par sa passion contre la France, William Pitt était mort avec la douleur de laisser l'ennemi de son pays plus grand, plus puissant, plus redouté qu'il n'avait jamais été. « O mon pays! » s'était-il écrié en expirant : dernière et lamentable parole qui peint toute l'amertume des tourments qu'à son heure suprême avait dû éprouver l'âme de ce grand ministre.

Sa mort amena un changement notable dans le personnel et dans la direction du cabinet anglais. Parmi tous ses collègues, il n'y en eut pas un seul qui eût assez de confiance en ses forces pour se charger du fardeau des affaires. Le peuple anglais ressentait le contre-coup des malheurs qui venaient d'accabler ses alliés. Sa foi dans les doctrines de Pitt en était ébranlée. Le parti de la guerre à outrance perdait visiblement chaque jour de son ascendant sur les esprits.

« En réduisant la France à l'alternative de tou« jours vaincre ou de périr, disaient les chefs de « l'opposition, on l'avait mise dans la nécessité d'a« battre tous ses ennemis pour se conserver ; on « lui avait fait de la conquête indéfinie une loi de

« salut. Sans doute, la guerre n'avait pas été stérile « pour la Grande-Bretagne : elle lui avait donné la « domination sur toutes les mers, la suprématie « commerciale sur tous les marchés, le monopole « du commerce des denrées coloniales dans toute « l'Europe. Il y avait là de quoi rassasier l'orgueil « du peuple le plus ambitieux de la terre. Mais à « quel prix la Grande-Bretagne avait-elle acheté de « tels succès? L'équilibre rompu partout; les bar-« rières les plus salutaires renversées ou ébranlées; « l'Italie, la Suisse, l'Espagne, la Hollande, enchaî-« nées à la politique de la France; la Prusse sub-« juguée, la Russie vaincue et humiliée, l'Autriche « considérablement affaiblie: tel était le douloureux « tableau qu'étalaient aux yeux du peuple anglais « les misères du continent. Le mal était grand, im-« mense, peut-être irréparable; mais c'était bien « mériter de l'Europe et de l'humanité que de ten-« ter un effort sérieux pour y mettre un terme. « Chef d'un grand peuple civilisé, fondateur d'une « dynastie, Napoléon ne pouvait désirer de passer « sa vie sous la tente; il devait rechercher la paix « comme le but glorieux de ses travaux, la garantie « de son trône, et son titre le plus sûr à l'amour des « Français. »

Les whigs n'étaient pas les seuls qui, dans le parlement, exprimassent des sentiments pacifiques. Sur les bancs de la majorité elle-même, parmi les disciples les plus ardents de Pitt, on la désirait aussi. Mais tandis que leurs adversaires la voulaient

sincère et durable, les torys de toutes nuances la voulaient mensongère et courte. Ils n'avaient qu'un but, sauver la Prusse, réserver ses forces encore intactes pour le jour où l'Autriche serait en mesure de rentrer en lice, et délivrer au plus tôt l'Allemagne du fardeau de l'occupation française. Ils méditaient de recommencer avec plus d'habileté et d'ensemble qu'en 1802 la comédie du traité d'Amiens. Ce besoin de la paix si généralement, bien que si diversement compris, rapprocha les whigs et les torys, et de cet accord momentané il sortit un ministère de fusion. Lord Grenville, ayant été chargé par le roi de composer une nouvelle administration, exprima le vœu que M. Fox lui fût associé pour l'accomplissement de cette œuvre difficile. « C'est « aussi de cette manière que je l'entends, » répondit le roi. Toutes les nuances du parlement, les torys partisans ardents du système de Pitt, les torys modérés groupés autour de M. Addington, les whigs enfin concoururent tous à la formation de ce ministère : ils y furent représentés, les torys exaltés par lord Grenville, nommé premier lord de la trésorerie, les seconds par M. Addington, qui fut élevé à la dignité de lord comte de Sidmouth et chargé des fonctions de lord du sceau privé, les whigs enfin par leur grand orateur, M. Fox, auquel échut le poste de ministre des affaires étrangères. Lorsqu'on vit la direction du cabinet de Londres remise entre les mains de l'homme qui, depuis tant d'années, prêtait aux idées pacifiques l'appui de son élo-

quence, il fut permis d'espérer qu'enfin l'Angleterre, répudiant le système impitoyable de son dernier ministre, allait entrer dans une large voie de conciliation.

En effet, à peine M. Fox eut-il pris possession de son ministère, qu'il saisit la première occasion de faire auprès du chef de la France une tentative de rapprochement. Dans le milieu du mois de février, un individu venant de France lui écrivit qu'il venait de débarquer à Gravesend sans passe-port, et le pria de lui en envoyer un, « parce qu'il avait, « disait-il, à lui communiquer des choses qui lui « feraient plaisir. » Admis dans le cabinet du ministre, cet homme lui dit « qu'il existait un moyen « de mettre un terme aux malheurs du monde, « c'était de tuer le chef des Français, et que le « coup serait facile, au moyen d'une maison que « les conjurés avaient louée à Passy [1]. » M. Fox témoigna une grande indignation de l'offre de cet homme ; il lui ordonna de sortir de sa présence, et le fit arrêter. Puis, par une lettre confidentielle, évidemment écrite dans le dessein de provoquer une correspondance pacifique, il se hâta d'en informer M. de Talleyrand. Il ajouta « que l'arrestation « d'un étranger ne pouvant, d'après les lois anglaises, se prolonger longtemps, c'était au gouvernement français à prendre ses précautions. » Si, comme on l'a soupçonné dans le temps, c'était

[1] Lettre de M. Fox à M. de Talleyrand, Downing-Street, 20 février 1806.

Napoléon lui-même qui avait voulu éprouver la loyauté de M. Fox en lui envoyant un espion, il eut lieu d'être satisfait.

Voici la réponse que fit M. de Talleyrand à la communication du ministre anglais :

« Monsieur,

« J'ai mis la lettre de Votre Excellence sous les « yeux de S. M. Son premier mot, après en avoir « achevé la lecture, a été : « Je reconnais les princi- « pes d'honneur et de vertu qui ont toujours dirigé « M. Fox. » Elle a ajouté : « Remerciez-le de ma « part, et dites-lui que, soit que la politique de son « souverain nous fasse rester longtemps en guerre, « soit qu'une querelle aussi inutile pour l'humanité « ait un terme aussi rapproché que les deux nations « doivent le désirer, je me réjouis du nouveau ca- « ractère que, par cette démarche, la guerre a déjà « pris, et qui est le présage de ce qu'on peut atten- « dre d'un cabinet dont je me plais à apprécier les « principes d'après ceux de M. Fox, un des hom- « mes les plus faits pour sentir en toutes choses ce « qui est beau, ce qui est vraiment grand. » Je ne « me permettrai par d'ajouter rien aux expressions « de S. M. I. et R. ; je vous prie seulement d'a- « gréer l'assurance de ma plus haute considéra- « tion. »

Signé : Charles-Maurice Talleyrand,
prince de Bénévent.

Paris, le 15 mars 1806.

Le ministre avait joint à cette lettre un extrait de l'exposé de la situation de l'empire, qui contenait l'assurance que l'empereur était prêt à ouvrir des négociations avec l'Angleterre sur la base du traité d'Amiens.

Le 26 mars, M. Fox répondit au prince de Talleyrand. Sa lettre fait époque ; elle est le véritable point de départ de la négociation. Il dit que « S. M. Britannique désirait la paix : mais c'était à « une paix sûre et durable qu'elle visait, non à une « trêve incertaine et par là même inquiétante, tant « pour les parties contractantes que pour le reste de « l'Europe. » Sans précisément repousser la base du traité d'Amiens, il exprima la crainte qu'elle ne soulevât de graves difficultés ; puis il ajouta : « La « véritable base d'une telle négociation entre deux « grandes puissances qui dédaignent également « toute idée de chicane devrait être une reconnais-« sance réciproque du principe suivant, savoir : « que les deux parties auraient pour objet que la « paix fût honorable pour toutes les deux et leurs « alliés respectifs, et en même temps de nature à « assurer, autant qu'il était en leur pouvoir, le repos « futur de l'Europe.

« L'Angleterre ne peut négliger les intérêts d'au-« cun de ses alliés ; elle se trouve unie à la Russie « par des liens si étroits qu'elle ne voudrait rien « traiter, bien moins conclure, que de concert avec « l'empereur Alexandre. Mais en attendant l'inter-« vention d'un plénipotentiaire russe, on pourrait

« toujours discuter et même arranger provisoire-
« ment quelques-uns des points principaux. »

La réplique de M. de Talleyrand à cette lettre ne se fit pas attendre : elle porte la date du 1er avril.

« Vous exprimez, lui dit-il, le désir que la négo-
« ciation n'aboutisse pas à une paix sans durée. La
« France est plus intéressée qu'aucune autre puis-
« sance à ce que la paix soit stable : ce n'est point
« une trêve qu'elle a intérêt de faire, car une trêve ne
« ferait que lui préparer de nouvelles pertes. Vous
« savez très-bien que les nations, semblables en cela
« à chaque homme considéré individuellement, s'ac-
« coutument à une situation de guerre comme à une
« situation de paix. Toutes les pertes que la France
« pouvait faire, elle les a faites, elle les fera toujours
« dans les six premiers mois de la guerre. Aujour-
« d'hui, notre commerce et notre industrie se sont
« repliés sur eux-mêmes, et se sont adaptés à notre
« situation de guerre. Dès lors, une trêve de deux à
« trois ans serait en même temps tout ce qu'il y
« aurait de plus contraire à nos intérêts commer-
« ciaux et à la politique de l'empereur. Quant à l'in-
« tervention d'une puissance étrangère, la France
« pourrait accepter la médiation d'une puissance
« qui aurait de grandes forces maritimes ; car alors
« sa participation à la paix serait réglée par le même
« intérêt que nous avons à discuter avec vous. Mais
« la médiation dont vous parlez n'est pas de cette
« nature. Vous ne voulez pas nous tromper, et vous
« sentez bien qu'il n'y a pas d'égalité entre vous

« et nous dans la garantie d'une puissance qui a « trois cent mille hommes sur pied et qui n'a « pas d'armée de mer......... Nos intérêts sont « conciliables, par cela même qu'ils sont distincts. « Vous êtes le souverain des mers : vos forces ma- « ritimes sont telles que vous ne pouvez recevoir la « loi de personne et que vous la donnez à tous. Nous « sommes, de notre côté, une grande puissance con- « tinentale ; mais il en est plusieurs qui ont autant « de force que nous. Or, si, maîtres de la mer par « votre puissance propre, vous voulez aussi domi- « ner les intérêts continentaux par une association « combinée, la paix n'est plus possible. Car alors « vous voulez y arriver par des résultats que vous « ne pourrez jamais atteindre. »

Cette argumentation présentait des points faibles dont M. Fox sut tirer avantage. Après le revers d'Austerlitz, la Russie n'avait point fait la paix : elle était restée l'ennemie de la France, et conséquemment l'alliée de l'Angleterre. L'Angleterre était donc parfaitement fondée à demander que la Russie intervînt dans les négociations, non pas, comme affectait de le dire M. de Talleyrand, en qualité de puissance médiatrice, mais comme son alliée : aussi refusa-t-elle obstinément de sortir des termes primitifs de sa déclaration. « Veut-on, dit M. Fox « dans sa lettre du 21 avril, traiter conjointement « avec la Russie? Oui. Veut-on que nous traitions « séparément? Non. »

Après une déclaration aussi nette, il fallait que la

France ou consentît à admettre le principe d'une négociation commune avec l'Angleterre et la Russie, ou qu'elle renonçât à négocier. Elle céda, non dans la forme, mais dans le fond. Elle proposa [1] que « les deux puissances se reconnussent mutuellement « le droit d'intervenir et de stipuler tant pour les « affaires continentales que pour les affaires mari- « times. » Ce biais fut accepté à Londres, et, à dater de ce moment, la négociation prit un cours régulier.

Parmi les Anglais de distinction qui, après la violation du traité d'Amiens avaient été retenus prisonniers en France, se trouvait un ami de M. Fox, lord Seymour, comte de Yarmouth. Napoléon jeta les yeux sur ce seigneur pour en faire un instrument de la paix. M. de Talleyrand le fit venir, et l'informa du désir qu'avait l'empereur qu'il voulût bien se charger de communiquer à son gouvernement les bases sur lesquelles la paix pourrait être conclue.

Dans cette première conférence, lord Yarmouth déclara que, « quelque honorable que fût pour lui « la mission dont on lui offrait de se charger, il lui « serait impossible de l'accepter à moins que le « gouvernement français ne s'expliquât d'abord re- « lativement aux possessions germaniques du roi « d'Angleterre. En qualité de membre du parle- « ment, il se prononcerait contre tout traité qui sti- « pulerait la restitution du Hanovre à titre de com-

[1] Lettre de M. de Talleyrand, du 2 juin 1806.

« pensation. A plus forte raison ne pourrait-il se « charger de soumettre à sa cour une proposition « qui n'admettrait pas le principe d'une restitu- « tion pure et simple de l'électorat, ce pays s'étant « trouvé, par sa qualité de co-État d'Empire, hors « du cercle des hostilités légitimes. »

La question fut résolue en termes aussi précis qu'elle avait été posée. Après avoir pris les ordres de l'empereur, M. de Talleyrand annonça à lord Yarmouth que *la restitution pure et simple du Hanovre ne ferait point de difficulté.*

En ce qui touchait le sort de Malte, le ministre français déclara que l'empereur, désireux de donner un témoignage éclatant de ses sentiments pacifiques, consentait à ce que l'Angleterre restât en possession de cette île.

Lord Yarmouth passa ensuite à la question de la Sicile. Il demanda si nous comptions insister pour que cette île fût réunie au royaume de Naples. « *Vous l'avez,* répondit M. de Talleyrand, *nous ne* « *vous la demandons pas.* » — « Je jugeai d'après « cela inutile, dit lord Yarmouth, dans sa dépêche à « M. Fox, de pousser mes questions plus loin, ces « mots : *nous ne vous demandons rien* équivalant « à une admission du principe *uti possidetis;* » c'est-à-dire que les deux puissances prendraient pour base des négociations l'état de possession dans lequel elles se trouvaient en ce moment, sauf le Hanovre, qui serait restitué entièrement et sans compensation. Mais M. de Talleyrand, l'homme de France le

plus versé dans les délicatesses de la langue diplomatique, n'avait pas dit et n'avait pas pu dire, eu égard aux conquêtes qu'avait faites l'Angleterre depuis la rupture du traité d'Amiens... *Nous ne vous demandons rien;* car c'eût été prononcer la ruine de la Hollande, à laquelle les Anglais avaient pris les plus belles colonies : il avait dit seulement, en parlant de la Sicile : *Nous ne vous la demandons pas.*

D'autres points furent encore élaborés dans les premières conférences de lord Yarmouth avec M. de Talleyrand. Celui-ci demanda que les princes de la famille de l'empereur récemment élevés au rang de souverains fussent reconnus par l'Angleterre. Le négociateur anglais réclama à son tour de la France qu'elle garantît l'intégrité de l'empire ottoman. Sur ce dernier point, M. de Talleyrand répondit affirmativement. Il ajouta : « *Il faut se presser : beaucoup se prépare, mais rien n'est fait.* »

Après avoir reçu les communications du cabinet des Tuileries, lord Yarmouth se rendit à Londres pour les soumettre à son gouvernement. Il n'y séjourna que peu de jours, et revint à Paris, le 16 juin, muni de pleins pouvoirs pour traiter de la paix, tant au nom de l'Angleterre qu'en celui de ses alliés. Mais, dans l'intervalle écoulé entre son départ et son retour, un fait nouveau était survenu; la Russie avait séparé ses intérêts de ceux de la Grande-Bretagne, et ouvert avec la France une négociation directe.

Après les désastres de Moravie, elle avait annoncé hautement sa résolution de rester invariablement unie à son alliée dans les négociations comme elle l'avait été dans la guerre. « On n'était pas trop fort « tous ensemble contre un ennemi aussi habile que « l'empereur Napoléon, disait alors le prince Czar- « torinski. Que la Grande-Bretagne fît une paix sé- « parée, à la rigueur, on le concevait. La fortune « avait réparti également ses faveurs entre cette « puissance et la France : elle leur avait donné, à « l'une le sceptre des mers, à l'autre la suprématie « sur la moitié du continent. Si l'une avait vaincu « à Austerlitz, l'autre avait vaincu à Trafalgar. Aux « conquêtes de Gênes, du Tyrol, de Venise, de la « Dalmatie et de Naples, l'Angleterre pouvait oppo- « ser toutes ses acquisitions dans l'Inde et aux An- « tilles. L'égalité de leur fortune militaire devait se « reproduire dans les négociations. La Russie, au « contraire, s'était retirée vaincue du champ de « bataille : sa considération politique et militaire en « avait reçu une profonde atteinte. Si elle traitait « séparément sous le coup d'un tel échec, il lui se- « rait impossible de signer une paix honorable. Elle « avait donc un intérêt extrême à ne se présenter « aux négociations qu'appuyée sur son heureuse « alliée. »

Ainsi raisonnait le cabinet russe dans les premiers mois de 1806. Mais tout à coup les dispositions, le langage, les actes changent à Pétersbourg. L'empereur Alexandre ne veut plus subordonner l'arrange-

ment de ses différends avec la France aux décisions de l'Angleterre : il annonce sa résolution de conclure avec Napoléon une paix séparée. M. Pierre d'Oubril, homme nouveau qui n'avait ni la morgue, ni les prétentions hautaines dont était infatuée la noblesse russe, fut chargé de conduire à bonne et prompte fin cette importante négociation. Il lui fut ordonné de se rendre en France; mais préalablement, il dut passer par Vienne, pour calmer les angoisses de cette cour et lui confier l'objet de sa mission.

Naturellement, on fut très-surpris aux Tuileries d'une détermination si soudaine; on en chercha les causes. On sut que l'Autriche prêchait aussi partout les idées pacifiques, qu'elle suppliait la Russie de s'arranger au plus tôt avec la France, et que la mission dont venait d'être chargé M. d'Oubril avait été en quelque sorte arrachée à l'empereur Alexandre par les obsessions réunies du duc de Brunswick et du comte de Merfeldt. Ainsi, à Londres, à Pétersbourg, à Vienne, à Berlin, dans toutes ces cours qui, si peu de mois auparavant, retentissaient de cris de guerre contre nous, on n'entend plus que des paroles de conciliation. Quel est donc le sentiment secret qui les anime? Leurs démonstrations sont-elles sincères? Ont-elles réellement abjuré la haine dont elles nous poursuivent depuis 15 ans? Veulent-elles sérieusement la paix, une paix loyale, solide, permanente? Évidemment non. Elles ne tendent qu'à un but, sauver la Prusse, hâter la libération

de l'Allemagne, et se donner le temps de tramer, à l'ombre d'une paix trompeuse, un soulèvement général contre notre puissance. Elles savent en outre que Napoléon médite de détruire l'empire germanique et de reconstruire ce grand corps sous une forme nouvelle qui placera la France au sommet de l'édifice et l'Autriche en dehors. Ils ont l'espoir, en faisant promptement la paix, d'enchaîner l'essor de la puissance française et d'épargner à la maison de Lorraine un nouvel affront.

Ce n'était pas sans une anxiété profonde que Napoléon envisageait la nécessité dans laquelle il serait peut-être bientôt de marcher sur la Prusse et de la détruire. Son vœu le plus ardent était de pouvoir concilier l'existence de cette monarchie avec la sécurité de son empire. Voilà sans doute pourquoi il avait accueilli avec un si vif empressement les premières ouvertures de M. Fox. Il s'était livré loyalement au sentiment de confiance que lui inspirait le caractère de ce ministre. Sa facilité avait été extrême et au delà certainement des limites que prescrivait la prudence. Sur toutes les questions fondamentales, celle du Hanovre, celle de Malte, celle de la Sicile, il avait cédé, et cédé sans réserve. Mais bientôt il saisit les fils de la trame dans laquelle les grandes couronnes cherchent à l'envelopper : il devine qu'elles ne mettent tant d'accord à lui demander la paix que pour mieux endormir sa vigilance. Alors il se rejette violemment en arrière; il rétracte les paroles données sur la Sicile; il renverse la vieille

constitution germanique, et organise en fédération sous sa loi le centre de l'Allemagne ; partout enfin, il cherche des points d'appui contre l'essaim d'ennemis qui l'entourent, et se place dans une position telle que la paix ne puisse devenir entre les mains des grandes cours, un moyen de miner et d'abattre sa puissance.

Dans la première entrevue que lord Yarmouth eut, à son retour de Londres, avec M. de Talleyrand, ce ministre lui dit (16 juin) que « l'empereur de « Russie ayant exprimé le désir de traiter directe-« ment avec la France, la négociation devait être « divisée. Ainsi, la question de Naples serait retirée « de la discussion avec l'Angleterre et replacée au « nombre des intérêts qui seraient débattus avec la « Russie. » Puis il se hâta d'ajouter « que tous les « rapports venus de Naples annonçaient qu'il était « impossible de conserver ce royaume si la Sicile « n'y était réunie, et qu'en conséquence on se dispo-« sait à la conquérir. » En effet le roi Joseph écrivait à son frère « qu'il se déshonorerait aux yeux de « ses sujets, si, à la paix, sa couronne restait dé-« pouillée de son plus beau fleuron ; que la force et « la durée de sa dynastie étaient invariablement « attachées au recouvrement de la Sicile. » D'ailleurs, Napoléon et son frère se méfiaient des vues du cabinet de Londres. Derrière les souverains qui avaient transporté en Sicile leur royauté déchue ils voyaient l'ambitieuse Angleterre, jetant dans cette île ses profondes racines, comme elle les avait

déjà jetées à Gibraltar et à Malte, et méditant de compléter par cette possession magnifique leur domination dans la Méditerranée.

Lorsque M. Fox apprit que Napoléon rétractait les paroles données sur la Sicile, il manifesta une grande surprise. Il dit [1] que c'était M. de Talleyrand lui-même qui avait proposé d'ouvrir les négociations sur la base de l'*uti possidetis*, et il défendit à lord Yarmouth de faire usage de ses pouvoirs, tant que la France ne serait pas rentrée dans les termes de ses premières déclarations. Si elle persistait à exiger que la Sicile fût réunie à la couronne de Naples, lord Yarmouth demanderait ses passeports, et la négociation serait rompue. M. de Talleyrand répondit que « jamais il n'avait proposé la « base de l'*uti possidetis*, que les dispositions paci- « fiques de l'empereur n'avaient point changé, mais « que S. M. croyait donner assez de preuves de ses « sentiments de conciliation en offrant à l'Angle- « terre le *Hanovre pour l'honneur de la couronne* « *britannique, Malte pour l'honneur de la marine,* « *et le cap de Bonne-Espérance pour l'honneur du* « *commerce.* »

Lord Yarmouth se montrant inflexible, M. de Talleyrand demanda que « la restitution de la Sicile « servît de compensation à celle du Hanovre : dans « ce cas, l'Angleterre ne serait point tenue à recon- « naître les nouveaux États créés par la France. »

[1] Lettre de M. Fox à lord Yarmouth, du 16 juin.

L'Angleterre rejeta encore cette combinaison. Alors le ministre français fit un pas de plus : il offrit d'indemniser Ferdinand IV avec les villes hanséatiques, et les troupes anglaises en prendraient possession en même temps que du Hanovre. Il laissa même pressentir, et lord Yarmouth admit cette interprétation, que le roi d'Angleterre pourrait, en indemnisant le roi de Naples, annexer les villes hanséatiques à ses possessions allemandes.

M. Fox répondit [1] à lord Yarmouth, qui lui avait communiqué ces nouvelles propositions, que « l'a« bandon de la Sicile était un point sur lequel il « était impossible de transiger. D'ailleurs les trou« pes anglaises qui occupaient la Sicile étaient em« ployées à sa défense : l'Angleterre n'avait aucun « droit de la céder ; et, en eût-elle le droit, il pour« rait précisément résulter du voisinage de Naples « possédé par un frère de Napoléon, qu'elle regardât « la séparation de cette île du royaume de Naples « comme indispensable au soutien de sa puissance « maritime. Quant aux villes hanséatiques, elles ne « pouvaient être considérées comme formant l'é« quivalent de la Sicile, n'y eût-il pas d'autres ob« jections à élever contre une telle proposition. » Désespérant de ramener la France aux termes de ses premières déclarations, lord Yarmouth insista de nouveau sur la remise immédiate de ses passeports.

[1] 5 juillet 1806.

Napoléon avait toujours un vif désir de conclure la paix, ne fût-ce que pour échapper à l'affreuse extrémité de détruire la Prusse et d'aller combattre la Russie dans les marais de la Pologne. Mais depuis qu'il avait pénétré les desseins de ses ennemis, il avait résolu de ne traiter qu'à des conditions telles que la paix ne fût pas pour lui un danger mille fois plus grand que la guerre. Ainsi, il était décidé à ne point transiger sur la question de la Sicile. Afin d'ébranler les résolutions du cabinet de Londres, il proposa d'indemniser Ferdinand IV avec la Dalmatie, l'Albanie et Raguse. Cette offre parut faire impression sur le ministère anglais; cette fois il mollit dans sa résistance. M. Fox déclara que si la France consentait à ajouter Venise à l'indemnité proposée, l'arrangement alors ne serait pas absolument inacceptable pour S. M. Sicilienne. M. de Talleyrand faisait mille efforts pour vaincre les derniers scrupules du cabinet anglais : il lui faisait pressentir que de grands changements se préparaient en Allemagne, qu'en sachant fléchir à propos, il empêcherait leur accomplissement [1].

En même temps, l'empereur, comme s'il avait voulu soumettre l'abnégation de la Prusse à une dernière épreuve, l'excitait à s'armer contre les Anglais. Il faisait dire au comte d'Haugwitz que « quelque disposé qu'il fût à la paix, l'espoir qu'il « avait conçu était considérablement affaibli; très-

[1] Dépêche à lord Yarmouth, 9 juillet 1806.

« probablement les négociations seraient rompues. « L'Angleterre exigeait la restitution du Hanovre : « il n'y consentirait jamais. Ce n'était que par une « guerre vigoureuse qu'elle pourrait être amenée à « faire des propositions plus raisonnables; la Prusse « devait donc s'y préparer. »

Cependant M. d'Oubril venait d'arriver à Paris, et les conférences s'étaient ouvertes immédiatement entre lui et M. de Talleyrand. Lord Yarmouth manifesta à cette occasion un extrême dépit. Reproches, prières, prédictions sinistres, il épuisa toutes les ressources de son art pour ramener le plénipotentiaire russe au principe d'une négociation commune : il n'y put réussir. Il eut beau lui dire que si la Russie s'obstinait à traiter séparément, elle placerait l'Angleterre dans la nécessité de subir elle-même la paix et mettrait ainsi le continent à la merci de la France : M. d'Oubril lui répondit que ses instructions lui commandaient de délivrer à tout prix l'Autriche du danger dont elle était menacée, et que, s'il pouvait la dégager ainsi que la Prusse par un traité séparé, il croirait de son devoir de le faire.

C'est au milieu de cette double négociation avec l'Angleterre et la Russie que Napoléon accomplit l'un des actes les plus audacieux de son règne, la destruction de l'empire germanique et l'établissement de la confédération du Rhin. Cet acte a été

[1] Dépêche de M. de Talleyrand à M. de la Forest, 11 juillet 1806.

considéré par beaucoup d'esprits légers ou passionnés comme une fantaisie de la force et le caprice d'une ambition désordonnée. Mais le temps, ce grand destructeur des choses humaines, avait miné successivement l'œuvre des négociateurs de Munster et d'Osnabruck, et Napoléon ne fit que recueillir les débris d'un ordre de choses qui croulait de tous côtés.

La réformation, qui brisa l'unité catholique de l'Allemagne, l'abus révoltant que la cour de Vienne avait fait de son pouvoir en compromettant la confédération dans tous ses démêlés avec la France, la faculté laissée à tous les membres de l'Empire de contracter des alliances avec l'étranger : voilà les véritables causes de la ruine de l'empire germanique. Tant qu'on avait craint l'Autriche, on n'avait pas osé résister à ses impulsions; mais, peu à peu, les liens de l'obéissance s'étaient relâchés, les habitudes de respect s'étaient perdues. Protestants et catholiques, tous avaient aspiré à l'indépendance. Dans le déclin visible de la maison d'Habsbourg, il était aisé de prévoir que s'il naissait sur le trône de Prusse un de ces hommes supérieurs qui dominent leur époque par l'ascendant de leur génie, cette maison perdrait toute son autorité sur la confédération. La fortune donna cet homme à la Prusse. Frédéric II, en battant l'Autriche dans cent combats, n'acheva pas seulement de dissiper le prestige qui l'entourait encore : il s'appliqua à éteindre le respect que l'on portait à toutes les formes de l'an-

cien régime. Son exemple devint contagieux. En voyant avec quelle facilité il était sorti de l'obéissance, tous les princes du second ordre voulurent l'imiter : ce fut comme une révolte sourde et générale contre la suprématie impériale. La confédération se trouva partagée en deux zones, celle du nord et celle du midi. L'empereur fut toujours le chef de l'union, mais de l'union scindée.

La révolution fit taire un moment tous les dissentiments et resserra les liens prêts à se rompre de la confédération. L'Empire en masse marcha contre la France. Mais la défection de la Prusse, nos victoires en Allemagne et en Italie, les traités de Campo-Formio et de Lunéville, et, plus que tout le reste, la sécularisation des domaines du clergé allemand, mirent à nu les fondements ruinés du vieil empire germanique. L'Allemagne se trouva sans chef, parce que celui qui avait encore le pouvoir nominal n'avait plus aucun pouvoir réel.

L'Autriche, au désespoir, voulut ressaisir la suprématie qui lui échappait, en terrifiant les princes électeurs; elle ne fit que les irriter. Elle put s'en convaincre dans la guerre de 1805, où ils l'abandonnèrent tous pour passer sous les drapeaux de la France.

En élevant à la dignité royale les électeurs de Bavière et de Wurtemberg, Napoléon porta le dernier coup à la confédération. Il n'y avait de place, dans l'origine, que pour un monarque; quand il y en eut quatre, l'harmonie générale fut détruite, et

la constitution cessa de fonctionner; elle n'était plus qu'un fantôme qui s'évanouit le jour où Napoléon le toucha de sa main.

La Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, étaient devenus parties intégrantes de sa puissance fédérative : mais leurs obligations envers lui étaient en contradiction avec leurs devoirs comme membres de l'Empire. Il résolut de faire cesser cette position, fausse pour tout le monde, en donnant au fait la sanction du droit, et de rendre permanent ce qui n'était qu'accidentel.

L'ancien archevêque de Mayence, le baron de Dalberg, qu'il avait fait nommer en 1803 archichancelier de l'Empire, lui prêta l'appui de son nom respecté pour renverser l'ancien ordre de choses et lui livrer les destinées de l'Allemagne. D'actives et secrètes négociations entre la France et la plupart des princes de l'Empire avaient préparé de longue main ce grand changement. Le 12 juillet 1806, tout fut consommé. Treize princes souverains, dont les principaux étaient les rois de Bavière et de Wurtemberg, le grand-duc de Bade, l'électeur archichancelier et le landgrave de Hesse-Darmstadt, signèrent le nouveau pacte connu sous le nom de confédération du Rhin.

Ils déclarèrent se séparer à perpétuité de l'empire germanique (art. 1er). Ils reconnurent pour protecteur l'empereur des Français (art. 12), et s'engagèrent à faire cause commune avec lui dans toute guerre continentale (art. 35). Le contingent de

troupes qu'ils s'obligèrent à lui fournir fut fixé à 53,000 hommes.

L'empereur récompensa magnifiquement le nouveau service que venait de lui rendre le baron de Dalberg. A sa dignité d'électeur archichancelier il ajouta celle de prince primat de Germanie et d'Altesse Éminentissime.

Les frontières de la plupart des princes qui entrèrent dans la nouvelle confédération furent rectifiées par des échanges à leur convenance, et leurs territoires agrandis par des incorporations de villes, d'abbayes ou de commanderies de l'ordre Teutonique. Ainsi, Nuremberg fut donné à la Bavière, et Francfort, où devaient se tenir désormais les délibérations de la diète, au prince primat.

Les articles 24 et 25 consommèrent la ruine de la noblesse équestre. Le traité de Presbourg avait aboli les priviléges souverains de cet ordre dans les États de Bavière et de Wurtemberg. Par le traité de la confédération du Rhin, il fut déclaré médiatisé dans toute l'Allemagne. Cette foule de seigneurs et princes qui ne relevaient que de l'Empereur se trouva par cette mesure dépouillée de tous les attributs de la souveraineté. C'est ainsi que le prince d'Orange, beau-frère de Frédéric-Guillaume, disparut de la liste des princes souverains de l'Europe, et tomba à l'humble condition de sujet du roi de Prusse.

C'en était fait, les grands coups étaient portés ; le diadème impérial n'était même plus sur le front de

François II un vain ornement de théâtre : tout avait disparu, tout, jusqu'au simulacre de son autorité. L'Autriche n'avait pas le choix des partis à prendre. Cent soixante mille Français, campés à ses portes, étaient prêts à fondre sur elle, si François II refusait de déposer sa couronne d'empereur d'Allemagne, et Napoléon ne lui en avait pas épargné la menace. Le chef de la maison de Lorraine dut se résigner à ce qu'il ne pouvait empêcher. Par un acte du 6 août 1806, il renonça formellement au trône impérial, déclara dissous les liens qui l'avaient attaché à l'empire germanique, délia les électeurs, princes et États de leurs devoirs envers lui, et prit le titre de François Ier, empereur d'Autriche.

Le traité de la confédération du Rhin fut conclu dans le moment même où la négociation avec M. d'Oubril touchait à son terme. Craignant, s'il le publiait trop tôt, de faire échouer cette négociation, le cabinet des Tuileries le tint secret pendant six jours entiers et ne le divulgua que le 18 juillet, après que toutes les bases de la paix avec la Russie eurent été arrêtées. Quand M. d'Oubril et lord Yarmouth apprirent que l'empire germanique était dissous, leur étonnement et leur dépit furent extrêmes. Il semble que pour l'un, comme pour l'autre, c'était le cas d'ajourner toute décision et d'attendre, avant de s'engager plus avant, de nouvelles instructions de leurs cours. Mais lorsque l'empereur Alexandre avait ouvert avec la France une négociation séparée, il s'y était déterminé surtout par le

désir de hâter la libération de l'Allemagne et de dégager l'Autriche et la Prusse. Auprès de cet intérêt pressant, tous les autres n'étaient plus que secondaires. La connaissance du traité de la confédération du Rhin n'arrêta donc point M. d'Oubril. Il crut qu'en signant immédiatement la paix, il interpréterait mieux la pensée de son maître et serait plus utile à l'Autriche, comme à la Prusse, que s'il ajournait la conclusion de cette grande affaire. En conséquence, le 20 juillet, deux jours après la publication de l'acte de la confédération du Rhin, il signa un traité dont voici les dispositions principales.

Les Russes évacueraient les bouches du Cattaro et les remettraient aux Français, qui, de leur côté, évacueraient Raguse.

L'indépendance des Sept-Iles était reconnue et garantie : la Russie ne pourrait y entretenir plus de quatre mille hommes.

Les deux puissances garantissaient l'intégrité de l'empire ottoman.

La France prenait l'engagement de rappeler ses armées de l'Allemagne dans l'intervalle des trois mois qui s'écouleraient à dater de la signature du traité.

Aux articles patents étaient joints des articles séparés et secrets d'une grande importance.

La France et la Russie s'engageaient, dans le cas où la Sicile serait réunie au royaume de Naples, à obtenir du roi d'Espagne la cession des îles Baléa-

res, qui seraient données, non au roi Ferdinand IV, mais à son fils, le prince royal, avec le titre de roi.

Les deux puissances convenaient d'intervenir pour réconcilier la Prusse et la Suède, sans enlever au roi Gustave IV la Poméranie suédoise.

Le terme des ratifications du traité était fixé au 15 août.

Tous les différends qui avaient mis les armes aux mains de la France et de la Russie se trouvaient résolus par cette transaction, et résolus en faveur de la première. Plus de patronage sur Naples; plus d'indemnités exigées pour le roi de Sardaigne; plus un mot sur le Hanovre : la France emportait tous ses points favoris. Bien plus, elle décidait à son avantage la question de la Sicile, et excluait des affaires du monde son implacable ennemie, la reine Caroline.

Le négociateur russe, en signant le traité du 20 juillet, avait abandonné l'arène : il s'était rendu à merci. Mais le négociateur anglais n'avait encore livré aucune de ses positions : il restait intact. Afin de le réduire à son tour, M. de Talleyrand lui montrait les trônes de Naples et de Hollande donnés à deux frères de l'empereur, l'empire germanique dissous, et la moitié de l'Allemagne irrévocablement attachée à la politique de la France. « Tous ces « changements, lui disait-il, n'auraient pas eu lieu, « si l'Angleterre avait su faire la paix à temps. « D'autres combinaisons se préparaient encore : des « troupes s'assemblaient à Bayonne; elles étaient

« destinées à faire partie d'une expédition contre le « Portugal. De son côté, la Prusse nous pressait de « la rassurer sur le sort du Hanovre : elle voulait « de nouvelles garanties : notre parole une fois « donnée, nous ne pourrions plus la rétracter. » Il n'y a pas d'exemple d'une négociation conduite avec une telle véhémence.

Les avertissements du prince de Talleyrand émurent lord Yarmouth : à son tour, il fléchit et délivra ses pouvoirs. L'empereur nomma aussitôt un plénipotentiaire spécial, le général Clarke, pour mettre la dernière main à l'œuvre pacifique.

Le nouveau plénipotentiaire déclara à lord Yarmouth que son gouvernement n'abuserait point de l'avantage que lui donnait son traité avec la Russie, qu'il était toujours disposé à tenir envers l'Angleterre les paroles données, c'est-à-dire à *lui garantir la restitution du Hanovre, la possession de l'île de Malte et celle du cap de Bonne-Espérance.* Seulement, il exigea que la disposition relative au Hanovre restât secrète et qu'une indemnité fût assurée à la Prusse. Au seul mot d'indemnité, lord Yarmouth crut entrevoir qu'il s'agissait des villes hanséatiques, et dit que son gouvernement ne souffrirait jamais qu'il fût porté la moindre atteinte à leur indépendance. Alors le général Clarke déclara que l'empereur se bornerait à offrir Fulde, Hoya et quelques autres domaines de peu d'importance.

La paix du continent semblait assurée par le traité du 20 juillet. M. d'Oubril l'ayant signé sans

clause de réserve, nous étions autorisés à croire que l'empereur Alexandre ne désavouerait point son plénipotentiaire. Les négociations pour la paix maritime cheminaient de même vers une heureuse conclusion. Tous les points épineux avaient été résolus, toutes les difficultés sérieuses aplanies. Lord Yarmouth et le général Clarke n'attendaient plus, pour conclure et signer, que les derniers ordres de leur cour.

CHAPITRE XX.

La France se rapproche de la Prusse. — Instructions envoyées à cet effet à M. de la Forest. — Joie simulée de Frédéric-Guillaume. — Napoléon désabusé. — La reine de Prusse aux eaux de Pyrmont. — Mouvement rétrograde du cabinet anglais. — Envoi de lord Lauderdale à Paris. — Maladie de M. Fox. — Agglomération de troupes françaises sur les frontières de la Prusse. — Terreur du roi. — Erreurs commises par le marquis de Lucchesini. — L'Angleterre livre à la Prusse le secret des négociations sur le Hanovre. — Désespoir du roi. — Excitation des esprits en Prusse. — Résolutions téméraires. — Décret du 9 août sur la mobilisation de l'armée. — Explications entre le comte d'Haugwitz et M. de la Forest. — Attitude de Napoléon. — Le roi veut désavouer ses dernières mesures. — M. d'Haugwitz s'y oppose. — Exaltation de l'armée prussienne. — Dispositions des classes moyennes et du peuple en Prusse. — L'empereur Alexandre refuse de ratifier le traité du 20 juillet. — Lettre du baron de Budberg à M. de Talleyrand. — Napoléon décidé à faire la guerre à la Prusse. — Ses paroles au général Knobelsdorff. — Piége tendu par Napoléon à Frédéric-Guillaume. — Reprise des négociations avec l'Angleterre. — Conférences entre M. de Champagny et lord Lauderdale. — Mort de M. Fox. — Feintes concessions faites par la France. — Frédéric, abusé, contient l'élan de ses troupes. — Instructions confidentielles envoyées à M. de la Forest. — Le roi envoie M. de Kruse-

marck auprès de l'empereur Alexandre. — La Prusse se réconcilie avec la Suède. — Elle implore vainement l'appui de l'Autriche; attitude et langage de cette puissance. — Napoléon lui propose son alliance. — Refus de la cour de Vienne.

Persuadé que la paix allait être rétablie sur terre et sur mer, Napoléon n'avait plus de motifs pour menacer la Prusse. Il avait intérêt, au contraire, à se faire pardonner tous les affronts dont il l'avait abreuvée depuis quelques mois, et sans doute il commençait à se repentir de l'avoir traitée si durement. Il ne songea plus qu'à ramener le calme et la confiance dans l'esprit troublé du roi.

L'établissement de la confédération du Rhin lui offrit une occasion naturelle de renouer avec ce prince des relations d'amitié. Le 22 juillet, M. de Talleyrand écrivit à M. de la Forest en lui donnant communication de l'acte de la confédération : « C'est « à la Prusse de tirer parti d'une conjoncture aussi « favorable pour agrandir et fortifier son système. « Elle trouvera l'empereur Napoléon disposé à se« conder ses vues et ses projets. Elle peut réunir « sous une nouvelle loi fédérative les États qui « appartiennent encore à l'empire germanique, *et « faire entrer la couronne impériale dans la mai« son de Brandebourg*. Elle peut, si elle le préfère, « former une fédération des États du nord de l'Al« lemagne, qui se trouvent plus particulièrement « placés dans sa sphère d'activité. L'empereur ap« prouve dès aujourd'hui toute disposition de ce

« genre que la Prusse jugerait à propos d'adopter. »

Afin de dissiper les inquiétudes qui pouvaient rester encore dans l'esprit du roi, Napoléon adressa le 13 août à son armée une proclamation par laquelle il lui annonça qu'elle allait évacuer l'Allemagne et rentrer en France.

Depuis longtemps, Frédéric-Guillaume n'était plus habitué à recevoir de la part du chef de la France des témoignages d'égards et de confiance. Les dernières offres amicales que lui fit ce prince parurent lui causer une impression de bonheur indéfinissable. Les nuages qui, depuis quelques mois, assombrissaient cette âme timide et douce eurent l'air de se dissiper comme par enchantement, et ce fut avec une sorte de passion qu'il embrassa l'idée de confédérer sous sa loi tout le nord de l'Allemagne. « Le roi, dans l'ivresse de sa joie, ne se regarde « pas seulement comme l'allié de la France, mais « comme l'ami personnel de l'empereur Napoléon, « disait M. d'Haugwitz à M. de la Forest, et c'est à « ce titre qu'il concourra avec zèle à tout ce qui « pourra consolider sa dynastie. » Les actes officiels répondirent à l'ardeur de ces protestations. La Prusse s'occupa d'organiser immédiatement la fédération dont elle devait être l'âme. Elle s'adressa d'abord à la Saxe, qu'elle savait attachée aux vieilles formes de l'Empire : elle l'engagea à accepter les faits accomplis et à se rallier à elle. Elle sollicita de même la cour de Hesse-Cassel, ainsi que les princes de Mecklembourg, et le roi leur écrivit à cet effet

de sa propre main. Il fit aussi sonder le Danemark, ainsi que les villes hanséatiques.

Quant à l'offre, renouvelée aujourd'hui d'une manière si pressante, de faire entrer dans sa maison la dignité impériale, Frédéric-Guillaume l'écarta « par un sentiment de pudeur et d'égards, dit-il, « pour l'auguste maison qui allait perdre le sceptre « de l'Allemagne. » Enfin, à ne juger que le côté apparent des choses, on eût dit que la cour de Berlin, rassurée et convaincue, avait mis en oubli tous ses griefs passés, et qu'elle nous revenait plus confiante et plus dévouée qu'elle ne s'était montrée depuis la paix de Bâle.

Mais ces démonstrations étaient bien trompeuses : jamais cette cour n'avait été plus ulcérée, jamais elle n'avait nourri contre nous des défiances plus ombrageuses, ni ressenti des angoisses plus cruelles. La confiance, l'humilité, l'abnégation, étaient dans les paroles : au fond des cœurs, il n'y avait que haine, terreur et vengeance. L'empereur était instruit que dans l'intimité de la famille royale on se lamentait sur la dissolution de l'empire germanique, sur l'abaissement de l'Autriche, sur le sort du prince d'Orange, qui avait perdu son immédiateté, et que ce n'était point dans une pensée d'avenir et d'ambition, mais pour s'assurer des points d'appui contre nous, que le roi s'appliquait avec tant d'ardeur à confédérer sous sa loi tout le nord de l'Allemagne. L'exaltation à Berlin était extrême. La cour, la noblesse et l'armée ne voyaient plus

qu'une issue pour sortir de la honte et de la servitude : c'était la guerre. La reine était le chef passionné et vénéré de ce grand parti. Elle était allée passer quelques semaines aux eaux de Pyrmont avec la grande-duchesse héréditaire de Weimar, sœur de l'empereur Alexandre, la princesse Cobourg, femme du grand-duc Constantin, et la princesse électorale de Hesse, toutes les trois ennemies fougueuses du nom et de la gloire de la France. N'étant plus contenue par la présence du roi et le frein de l'étiquette, la reine s'était abandonnée à toute l'expansion de ses douleurs et de ses espérances : ses traits les plus amers, elle les avait lancés contre l'homme qu'elle devait le plus craindre d'offenser, contre l'empereur Napoléon. Le roi lui avait écrit pour la supplier de mettre plus de retenue dans son langage : mais le mal était fait. On n'avait rien ignoré aux Tuileries de ce qui s'était dit dans les conciliabules de Pyrmont. Si la reine était restée étrangère à la direction de l'État, l'empereur n'eût pas daigné se préoccuper des témérités de sa parole. Mais elle prenait une part très-active aux affaires ; elle était initiée à toutes les pensées secrètes de l'empereur Alexandre ; elle dominait sans partage le cœur du roi. La cour, une partie des ministres et le bouillant prince Louis mettaient leur vanité à suivre, jusque dans les écarts de sa pensée, leur belle et hardie souveraine. Les discours de cette princesse avaient donc, dans les circonstances présentes, une portée très-significative. L'empereur

y vit l'indice que les sentiments secrets du roi et de son gouvernement étaient tout autres que leurs protestations ne semblaient l'annoncer.

D'autres symptômes vinrent encore fortifier ses soupçons.

Lorsque l'Angleterre et la Prusse s'étaient déclaré la guerre, elles ne s'étaient point arrêtées à des demi-mesures. Elles s'étaient mutuellement frappées par des coups prompts et incisifs. La Prusse n'avait pas seulement fermé ses ports aux marchandises anglaises; elle avait apporté dans l'exécution de ses décrets une rigueur inflexible. L'Angleterre, à son tour, avait détruit tout le commerce maritime de son nouvel ennemi. Puis, tout à coup, sans qu'il fût survenu aucun incident nouveau, cette grande inimitié avait cessé. D'une part, la Prusse avait abaissé ses barrières devant les marchandises anglaises; de l'autre, l'amirauté avait relâché la plupart des bâtiments prussiens saisis en mer par ses croisières. Ce n'est pas tout : bien que les deux puissances fussent en état de rupture déclarée, le baron de Jacobi, ministre de Prusse à Londres, continuait de séjourner dans cette capitale. La Prusse ne s'expliquait point sur les mesures offensives qu'elle s'était engagé, par le traité du 15 février, à prendre de concert avec nous contre l'ennemi commun, et toutes les fois que M. de la Forest l'entamait sur ce point, le comte d'Haugwitz recourait à des expédients dilatoires. Il était évident que la Prusse et l'Angleterre s'étaient réciproque-

ment entendues pour réduire à un vain simulacre la guerre qu'elles s'étaient déclarée quelques mois auparavant avec tant d'éclat et de passion.

Un décret royal, rendu dans les derniers jours de juillet, venait d'ordonner la création de 75 bataillons de milices destinés à la défense des places fortes. Cette décision devait avoir pour effet de rendre disponible le 3e bataillon de l'armée active. Or, pour que le gouvernement prussien eût pris une résolution aussi contraire à ses habitudes parcimonieuses, il fallait qu'il y eût été déterminé par quelque motif bien puissant ; et quel motif pouvait-elle avoir sinon celui de se préparer à nous faire la guerre ?

Tous ces faits durent convaincre l'empereur qu'en blessant, comme il l'avait fait, l'orgueil de la Prusse, il avait manqué de prudence et rendu à peu près impossible un rapprochement sincère et cordial entre les deux États.

Dans le même moment où le cabinet de Berlin s'agitait pour s'arracher à nos étreintes, l'Angleterre changeait de langage et d'attitude. M. Fox blâmait sévèrement lord Yarmouth d'avoir délivré trop tôt ses pouvoirs, taxait sa conduite de faiblesse, et lui enlevait les rênes de la négociation pour les remettre entre les mains de lord Lauderdale, qu'il lui adjoignait comme second plénipotentiaire. L'insistance qu'avait mise l'empereur à exiger la cession de la Sicile aurait suffi, à défaut d'autres causes, pour dégoûter les Anglais de la paix, même d'une

paix de courte durée. Ils lui prêtaient la pensée secrète d'occuper cette île aussitôt qu'ils l'auraient évacuée, et d'en doter la France, afin qu'elle pût balancer un jour dans la Méditerranée l'influence de Malte et de Gibraltar. Mais ce qui détermina surtout ce mouvement rétrograde, ce fut l'audace avec laquelle Napoléon renversa l'empire germanique, au milieu même des négociations destinées à l'empêcher. Ils comprirent dès lors qu'ils étaient devinés, et ils ne songèrent plus qu'à rallumer la guerre sur le continent. La mission de lord Lauderdale n'eut pas d'autre objet que d'arrêter l'impulsion pacifique que M. Fox avait donnée à lord Yarmouth.

Aux premiers mots du nouveau plénipotentiaire, il fut aisé de juger que sa cour ne voulait plus la paix. Il déclara [1] « que S. M. Britannique était « irrévocablement décidée à ne traiter que sur la « base de l'*uti possidetis* que M. de Talleyrand avait « proposée lui-même. » Or, l'erreur commise à cet égard par lord Yarmouth était trop grossière pour que M. Fox et ses collègues l'eussent jamais partagée. En insistant aujourd'hui sur une base qu'ils savaient inadmissible, ils ne cherchaient évidemment qu'un prétexte pour rompre les négociations. Le général Clarke s'étonna d'une prétention aussi étrange. « Jamais, dit-il [2], il n'a pu venir « dans la pensée de l'empereur-roi de prendre pour

[1] Note de lord Lauderdale, 7 août.
[2] Note du général Clarke du 8 août.

« base de la négociation l'*uti possidetis*. Si telle eût « été sa pensée, il eût gardé la Moravie, une partie « de la Hongrie, la Styrie, la Carniole, la Croatie, « toute l'Autriche, ainsi que la capitale. Trieste, « Fiume et le littoral environnant seraient encore en « sa puissance. Gênes et Venise, le Hanovre, Osna- « bruck et toutes les embouchures des grandes ri- « vières du nord de l'Allemagne seraient soumises à « son empire, et certes alors, S. M. I. aurait pu sans « difficulté laisser le Cap, Surinam, Tabago, Sainte- « Lucie, Pondichéry, etc., au pouvoir de S. M. « Britannique.

« Quant à la Sicile, dans cette hypothèse même, « S. M. I. ne l'aurait pas laissée à ses ennemis ; « mais elle aurait pensé seulement que la conquête « de cette île aurait dû précéder l'ouverture des « négociations...

« Sans la restitution de ses colonies, la Hollande « deviendrait forcément une province de l'empire « français ; car, en acceptant la couronne de Hol- « lande, le prince Louis a déclaré formellement « son intention d'y renoncer si les colonies hollan- « daises n'étaient restituées à la paix générale.... « Quel serait, en effet, le moyen de maintenir une « nation qui n'aurait que des dettes et à laquelle « l'absence absolue de tout commerce ôterait tout « moyen de les payer ? »

Après une telle déclaration exprimée aussi net- tement, la question semblait tranchée. En effet, les plénipotentiaires anglais annoncèrent que leur

mission était terminée, et demandèrent, le 9 août, leurs passe-ports. Le 10 et le 11, ils renouvelèrent leur demande.

Un triste événement contribua encore à accélérer le mouvement rétrograde du cabinet anglais. M. Fox, le seul peut-être des ministres qui eût porté dans les négociations un véritable désir de rapprochement, fut atteint de la maladie qui devait bientôt l'emporter : elle laissa un libre champ aux collègues de ce ministre, la plupart de l'école de Pitt, de cette école qui avait voué à la France une haine implacable et juré de ne rendre les armes qu'après l'avoir humiliée et abattue.

Il existait une telle coïncidence entre les armements décrétés à Berlin et le brusque changement qui venait de s'opérer dans l'attitude de l'Angleterre, que Napoléon crut y voir l'indice que les deux gouvernements s'étaient secrètement concertés. Il soupçonna que Frédéric-Guillaume ne cherchait, par une feinte humilité, qu'à endormir sa vigilance, à gagner du temps, et qu'une nouvelle ligue contre sa puissance était sur le point d'éclater. Du reste, ses doutes seraient bientôt éclaircis. Les résolutions de la Prusse seraient nécessairement subordonnées au parti que prendrait la Russie. Si cette puissance ratifiait le traité du 20 juillet, Frédéric-Guillaume ne commettrait pas la folie de venir se mesurer seul avec Napoléon : il suivrait les conseils et l'exemple de l'empereur Alexandre ; il ajournerait tout projet de guerre, et l'Angleterre serait bien forcée elle-

même de subir nos conditions et de signer la paix. C'était donc en définitive à Saint-Pétersbourg qu'était le nœud de la situation : tout dépendait de la ratification ou du rejet du traité négocié par M. d'Oubril. Dans cet état d'incertitude, quand, d'un moment à l'autre, la coalition pouvait se reformer et fondre sur nous, la prudence nous commandait de redoubler de précautions pour n'être pas surpris. En conséquence, l'empereur ordonna au maréchal Bernadotte (28 juillet) de prendre possession de Nuremberg et de se porter sur les frontières de la Prusse et de la Saxe. Il incorpora au département de la Roer la forteresse de Wesel et la mit sur un pied formidable. Il réunit des forces nombreuses sur l'Ems, et inonda de troupes le grand-duché de Berg. En quelques jours, la Prusse se trouva cernée sur toutes les parties de sa frontière occidentale.

Quand le roi fut informé de la direction de nos corps, il fut saisi d'épouvante. Une dépêche de M. de Lucchesini, dictée par l'erreur et la passion, vint mettre le comble aux angoisses de ce prince et le précipita dans des résolutions désespérées.

L'Angleterre avait abjuré tout sentiment de conciliation ; elle montra en cette circonstance, comme toujours, un égoïsme cruel. Elle savait qu'en rallumant la guerre sur le continent avant que l'Autriche fût en mesure d'y prendre part, elle allait exposer la Prusse à d'immenses périls, peut-être à des catastrophes qui feraient oublier celles d'Ulm et d'Austerlitz. Mais elle se défiait de Frédéric-Guil-

laume. Elle craignait qu'une fois livré aux inspirations de son âme timorée, il ne finît, de lassitude, par s'accommoder au joug de la France et ne sacrifiât tout, même son honneur, à la peur de se battre. Dans cette extrémité, elle résolut de mettre elle-même le feu au continent. Hardie et sans scrupule, elle eut l'infamie de révéler à la Prusse qu'une des bases de la paix déjà consenties par la France était la restitution pure et simple du Hanovre à S. M. Britannique. Ce fut lord Yarmouth qui, simulant une indiscrétion froidement calculée, livra, au milieu des épanchements d'un repas, le fatal secret. Le marquis de Lucchesini se hâta d'en instruire sa cour, sans toutefois lui présenter le fait comme absolument certain. « *La vérité n'étant pas toujours dans* « *le vin*, dit-il, *il est possible que le plénipoten-* « *tiaire anglais n'ait voulu que semer la défiance* « *entre les cabinets de Berlin et de Paris.* » Mais, tandis qu'il présentait comme douteux le fait sur le Hanovre, qui était vrai, il accueillait avec une foi crédule les bruits les plus étranges. Ainsi, il informait sa cour que la France était parvenue à éveiller dans le cabinet russe des sentiments de cupidité en lui montrant la Pologne prussienne comme un territoire à sa convenance. Il ajoutait que l'empereur Alexandre et l'empereur Napoléon étaient secrètement convenus de rétablir le royaume de Pologne en faveur du grand-duc Constantin. « Il s'était « transporté chez M. de Talleyrand pour lui deman- « der ce qu'il devait penser de pareilles rumeurs ;

« la réponse froide de ce ministre avait achevé de le « convaincre qu'elles n'étaient que trop fondées. » Il terminait sa dépêche par conseiller au roi de partir immédiatement pour Pétersbourg, afin de détourner l'orage prêt à fondre sur sa couronne et de ramener à d'autres sentiments l'empereur Alexandre. Instruit de ce qui se passait à l'hôtel du ministre de Prusse, le gouvernement français parvint à saisir le primata de la singulière dépêche du marquis de Lucchesini : il s'en plaignit amèrement à Berlin, et demanda le rappel d'un ministre qui semblait n'employer la subtilité de son esprit qu'à se créer des chimères et à égarer son gouvernement.

Le duplicata de la lettre de M. de Lucchesini arriva à Berlin le 7 août. Il faut renoncer à peindre la terrible impression qu'elle produisit sur cette cour déjà en proie à tous les tourments de la haine et de la vengeance. D'autres informations transmises de Londres ne lui laissèrent plus de doute qu'en effet la France n'eût promis à l'Angleterre de lui garantir la restitution du Hanovre. Quand le roi sut que nous méditions de lui arracher l'électorat qu'il n'avait accepté que pour nous fléchir, pour nous désarmer et qu'il regardait comme le prix de son déshonneur, sa douleur n'eut point de bornes. Bientôt, la fatale nouvelle sortit de l'enceinte du palais et se répandit dans tout le royaume. En l'apprenant, la cour, la noblesse et l'armée poussèrent un cri de rage. La prudence commandait au roi de dissimuler quelque temps encore, d'appliquer tout ce qu'il

avait d'habileté à ajourner la guerre au printemps de 1806; mais le dépit, la fureur, égarent toutes les têtes : les plus sages se laissent emporter par le torrent de la passion publique. Les résolutions mesurées et circonspectes sont écartées comme des inspirations pusillanimes. On s'anime, on s'exalte à l'envi : on se dit que la Prusse s'est perdue dans l'opinion du monde par l'excès de ses condescendances; que si elle négocie dans l'ombre, on ne la croira pas; qu'elle n'a plus qu'un moyen de se réhabiliter, d'empêcher surtout la ratification du traité du 20 juillet, c'est de voler aux armes. On ne réfléchit pas que déjà la monarchie est cernée, qu'il est matériellement impossible aux Russes d'arriver à temps pour entrer en ligne avec les Prussiens; l'armée est si belle, si pleine d'ardeur, qu'il ne vient à la pensée de personne qu'elle puisse être brisée du premier choc. On se persuade que, si elle n'est pas de force à terminer seule la guerre, elle peut la commencer seule, et ajouter une page glorieuse à toutes celles de son histoire. Jamais un gouvernement ne courut à sa perte avec plus d'emportement et d'imprévoyance : terrible exemple de la réaction téméraire que produit presque toujours dans les âmes timorées l'excès de l'injure trop longtemps supportée!

Le 9 août, la Prusse lança à la France son audacieux défi. Un décret royal mobilisa l'armée et la porta au grand complet de guerre. Le général Blücher, qui commandait en Westphalie, reçut l'ordre

de concentrer ses forces. Le prince de Hohenlohe et le général Kalkreuth durent s'avancer sur les frontières de la Thuringe. On rappela sous les drapeaux tous les officiers et soldats en semestre, et l'on fit dans toutes les provinces des levées extraordinaires. En quelques jours, la Prusse prit l'aspect d'un camp.

A la vue de ce mouvement guerrier, M. de la Forest courut chez le comte d'Haugwitz pour lui en demander l'explication [1]. Le ministre prussien voulut d'abord dissimuler ; il dit avec un extrême embarras que « les rassemblements de troupes au-« trichiennes sur les frontières de la Silésie et de la « Lusace avaient éveillé les inquiétudes du roi et « motivé les dernières mesures. » Une telle justification n'était ni digne ni habile. « Pourquoi, répon-« dit M. de la Forest, le nom de la France dans tou-« tes les bouches, si c'était contre l'Autriche qu'é-« taient dirigés les armements de la Prusse? » Le comte d'Haugwitz sentit qu'il valait mieux s'expliquer franchement, et il le fit en ces termes : « Le « roi, dit-il d'une voix altérée, se voyait enveloppé « de tous côtés par les troupes de la France : il avait « dû se mettre à l'abri d'une attaque. Les troupes « françaises dirigées du côté de la Saxe pouvaient « bien avoir la Bohême en vue; mais celles qui « étaient poussées vers la Silésie, celles qui mar-« chaient vers l'Ems, celles qui inondaient le pays

[1] Correspondance de M. de la Forest, août 1806 (dépôt des archives).

« de Clèves et de Berg, ne pouvaient être destinées « à observer l'Autriche. Était-ce aussi contre cette « couronne que l'empereur faisait fortifier Wesel? « De telles dispositions n'étaient prises évidemment « que contre la Prusse. La France l'avait invitée à « rallier à elle tout le nord de l'Allemagne, et le « roi venait d'acquérir la preuve qu'elle pressait « vivement des Etats compris dans la circonscrip- « tion prussienne de se rallier à la confédération « du Rhin, et notamment l'électeur de Hesse.

« Ce n'était pas tout : il revenait de tous côtés au roi « que l'empereur méditait de lui enlever plusieurs « possessions qui lui avaient été solennellement ga- « ranties par le traité de 15 février. Il n'avait pas « payé assez cher, disait-on, l'acquisition du Hano- « vre. Bareuth était convoité par le roi de Bavière; « la principauté de Munster et le comté de la Marck « par le grand-duc de Berg; l'Ost-Frise par la Hol- « lande. Le ministre de France à Cassel, M. Bignon, « ne disait-il pas que la principauté de Fulde, et « éventuellement Wurtzbourg, seraient donnés à « l'électeur de Hesse [1]? Enfin lord Yarmouth avouait « lui-même que la restitution du Hanovre était « déjà consentie par la France. Les armées dont la « Prusse était entourée n'étaient-elles pas destinées « à lui imposer tous ces sacrifices?

« De quelque côté que le roi jetât les yeux, il ne « voyait que des choses inexplicables. Il avait été

[1] M. Bignon a réfuté victorieusement cette inculpation. (*Histoire de France*, vol. V, p. 384.)

« irrésistiblement conduit, même dans l'hypothèse « la plus favorable, à se croire menacé, et il avait « dû prendre des mesures de précaution. Il n'avait « pas été au delà ; il ne menaçait pas ; il se bornait « à se mettre en défense : cette attitude n'avait rien « de provoquant, puisqu'il était prêt à désarmer « aussitôt que la France voudrait bien lui faire par- « venir des paroles rassurantes. Jusque-là, il ne « ferait rien pour chercher des soutiens, il en don- « nait la promesse ; mais il ne pouvait demeurer « plus longtemps dans l'incertitude. Que l'empereur « daignât entrer dans sa position et parler franche- « ment, tout s'éclaircirait, et le roi se ferait écraser, « s'il le fallait, pour la défense de la France et celle « du système commun. »

Lorsque l'empereur apprit que la Prusse se levait soudainement contre lui, il prit une attitude froide et silencieuse. « Il faut, dit-il, rester tranquille et « attendre jusqu'à ce que nous sachions où tout « cela peut aller. » Il fut ordonné à M. de la Forest de tout voir, de tout entendre et de ne provoquer aucune explication prématurée. Mais, dans la prévision d'une lutte prochaine, Napoléon s'appliqua à entraver toutes les combinaisons fédératives de la Prusse. Ainsi, il invita le roi de Danemark et le prince archiduc de Wurtzbourg à résister aux sollicitations de cette couronne. Il fit plus : il pressa l'archiduc d'entrer lui-même dans la ligue du Rhin. De telles instances étaient des ordres : le 25 septembre, le prince archiduc Léopold adhéra formel-

lement à la confédération du Rhin. Ce fut un triste spectacle, après tout, que celui de ce prince, naguère arraché violemment de son beau duché de Toscane, puis établi à Salzbourg, transporté plus tard à Wurtzbourg, et réduit aujourd'hui à devenir l'allié de la puissance qui, depuis quinze ans, avait abreuvé sa maison de tant d'affronts.

En ce qui touchait les cours de Cassel et de Dresde, Napoléon ne pouvait espérer de les enlever au réseau fédératif de la Prusse; mais il déclara qu'il s'opposerait à ce qu'il fût porté la moindre atteinte à leur indépendance ainsi qu'à celle des villes hanséatiques, et qu'il considérerait comme un acte flagrant d'hostilité l'entrée des Prussiens dans ces États.

C'était un trait caractéristique de Frédéric-Guillaume de ne se déterminer qu'au dernier moment pour les partis audacieux, et, une fois qu'il les avait pris, de ne pas savoir s'y maintenir. Ce qu'une noble fierté, un élan de courage ou de colère lui avait un moment inspiré, presque toujours la réflexion l'y faisait renoncer. A peine eut-il ordonné la mobilisation de son armée, qu'il s'arrêta effrayé de son excès d'audace. Dans un conseil tenu le 24 août, il mit sérieusement en délibération, s'il n'était pas convenable de contremander tous les armements. Cette fois, ce fut le comte d'Haugwitz qui le retint sur la pente rétrograde et qui insista pour que la Prusse restât sous les armes, jusqu'à ce que la France eût donné des explications rassurantes. Ce ministre

n'avait pas eu la force de braver jusqu'au bout les clameurs de l'opinion : lui aussi avait fini par céder au torrent, aimant mieux avouer qu'il avait manqué de finesse que de laisser croire qu'il manquait de résolution.

Le roi avait le sentiment de la faute qu'il avait faite en armant trop tôt, et de l'impossibilité où il était maintenant de reculer. Il attendait dans une anxiété inexprimable les explications de la France, ne cherchant au fond qu'un prétexte honorable pour désavouer tout ce qu'il avait fait et désarmer. En témoignage de ses dispositions inoffensives, il rappela de Paris le marquis de Lucchesini et envoya à sa place le général Knobelsdorff, qui n'avait jamais cessé d'être un des plus chaleureux partisans de l'alliance française. Mais plus de vingt jours s'étaient écoulés depuis qu'il avait décrété la mobilisation de son armée, et l'empereur Napoléon n'avait encore daigné ni lui en demander la cause, ni calmer ses tourments. « Le silence de Paris perd tout, « disait avec amertume M. d'Haugwitz au ministre « de France; nous n'y pouvons rien comprendre. « La Prusse est encore et veut rester vierge. Que « l'empereur Napoléon dise un mot, et toutes les « mesures défensives vont être révoquées [1]. » Mais ce mot, Napoléon était bien décidé à ne le prononcer que si la cour de Saint-Pétersbourg ratifiait le traité du 20 juillet. Dans le cas, au contraire, où elle dés-

[1] Correspondance de M. de la Forest (dépôt des archives).

avouerait son négociateur, il sommerait la Prusse de désarmer sur l'heure, ce qu'elle ne pourrait plus faire sans se déshonorer : dès lors, il marcherait sans plus tarder sur elle et l'écraserait avant l'arrivée des Russes.

Tandis que l'âme du roi mollissait, les têtes à Berlin s'exaltaient sans mesure. Un acte de déplorable rigueur vint encore ajouter à l'exaspération publique. Le libraire Palm, de Nuremberg, avait imprimé et vendu à profusion un ouvrage du publiciste Gentz, et un autre intitulé *l'Esprit du Temps,* d'Arndt, tous les deux inspirés par la haine la plus fougueuse contre la personne et le pouvoir de Napoléon. L'autorité militaire jugea qu'il fallait comprimer par un exemple terrible le déchaînement de la presse allemande contre notre domination. Le malheureux Palm fut arrêté le 15 août, traduit devant une commission composée de colonels de régiments français et condamné à mort. La cruelle sentence reçut, le 25 de ce même mois, son exécution. Au récit de cet acte sanglant, toute la jeunesse prussienne fut contristée et les cris de guerre et de vengeance redoublèrent. Le désarmement, qui eût été possible encore au mois d'août, ne l'était plus en septembre. Frédéric-Guillaume eût voulu rétrograder, que la cour, les princes, la noblesse et l'armée s'y seraient opposés. Ils auraient été pour ainsi dire l'arracher du fond de son palais et l'eussent traîné de force sur le champ de bataille. A dater de ce moment, la direction de l'État

échappa pour ainsi dire des mains du monarque pour tomber dans celles de la reine et d'une présomptueuse noblesse. C'est dans les salons de la reine Louise et dans les états-majors que se prenaient les hautes décisions. Il semblait, au langage enthousiaste des jeunes officiers, que le génie de la guerre, la force invincible, résidaient dans l'armée prussienne; qu'elle était appelée à sauver l'Europe, à venger la honte d'Ulm et d'Austerlitz, à humilier celui qui avait abaissé tant de couronnes. Dans le délire d'orgueil dont elle était saisie, des officiers de la garde, appartenant par leur naissance aux plus hautes familles, vinrent insolemment aiguiser leurs épées sur les marches de l'hôtel du ministre de France. Le vieux duc de Brunswick, que son âge et ses revers en Champagne auraient dû rendre plus sage, mais qui ambitionnait le commandement en chef, s'évertuait pour ne pas rester en arrière du mouvement. Tous les jours, les rues, les réunions publiques, les théâtres retentissaient d'hymnes patriotiques et de chants de guerre. La cour dirigeait elle-même ces transports. La reine, avec le cœur le plus noble, a été le génie fatal de la France et de son propre pays. C'est elle qui a jeté la Prusse hors des voies où l'appelaient ses véritables intérêts : par là, elle l'a précipitée dans un abîme de maux : elle a frayé aux Russes les chemins qui conduisent en Occident : elle leur a livré les boulevards de l'Europe et de la civilisation. Et cependant, à la vue de cette princesse, naguère timide et douce, qui

échange les parures de son sexe contre les armures de guerre, qui se transporte au milieu des camps, qui électrise les troupes par sa présence, leur communique le feu qui l'anime, soutient l'âme défaillante de son époux, et tâche, à force d'énergie, de racheter ses fautes, nous ne nous sentons pas le courage de blasphémer contre sa mémoire : nous laissons à d'autres la triste tâche de déverser le ridicule sur l'amazone couronnée de Berlin, et nous ne pouvons que déplorer amèrement la direction funeste donnée à un si fier courage.

Au milieu de cet entraînement guerrier qui emportait la cour, la noblesse et l'armée, le peuple et une partie de la bourgeoisie demeuraient froids et calmes. Non qu'ils fussent indifférents au sort de la patrie, peu soucieux de sa gloire et de son honneur; mais ils étaient pleins de sympathie pour notre révolution : ils nous enviaient les heureux changements qu'elle avait produits dans notre condition civile et sociale. Le régime féodal, la glèbe, les corvées, l'immobilité des terres; les juridictions seigneuriales étaient encore en pleine vigueur en Prusse. Toute la propriété du sol était entre les mains des nobles. Le droit d'acquérir des biens-fonds restait interdit aux bourgeois et aux paysans. De même, l'accès aux grades supérieurs dans les fonctions civiles et militaires était fermé à la roture. Le commerce intérieur languissait, comprimé par les entraves d'un régime fiscal et oppressif. L'instruction était cependant fort répandue dans toute

la classe moyenne, en sorte que son esprit était beaucoup plus avancé que son état social. Aussi appelait-elle de toute l'ardeur de ses vœux une réforme qui, comme en France, élevât sa condition civile au niveau de ses lumières, et donnât un libre essor à son intelligence et à son activité. Longtemps elle avait espéré que la France et la Prusse entrelaceraient leurs forces et leurs destinées. Mais, lorsqu'en 1805 elle vit son gouvernement tomber dans le piége que lui avait tendu la coalition, elle s'effraya de tant de fautes, elle eut le pressentiment des malheurs qui allaient fondre sur le pays, et elle vit s'approcher la guerre avec une morne tristesse, comme une calamité que son roi, objet d'ailleurs de son amour et de ses respects, aurait dû lui éviter.

Cependant l'armée brûle de venir se mesurer avec les Français et frémit impatiente sous le frein qui la retient encore. Frédéric-Guillaume n'en est plus maître : il cède avec un sombre effroi au mouvement impétueux des esprits, et, le 4 septembre, il signe l'ordre de départ de sa garde. Cette troupe d'élite sort ou plutôt s'élance des murs de Berlin, ivre d'enthousiasme, comme si elle marchait à une victoire certaine.

Dans le moment même où la Prusse sortait de sa position défensive, et semblait nous provoquer au combat, de graves nouvelles arrivaient de Saint-Pétersbourg. L'Angleterre l'avait emporté : elle avait vaincu, dans cette cour, le parti de l'impératrice

mère qui inclinait à la paix, et obtenu de l'empereur Alexandre qu'il refusât de ratifier le traité du 20 juillet. Le prince Adam Czartorinski, trop modéré pour servir d'instrument à la faction belliqueuse, venait de résigner ses fonctions, et on lui avait donné pour successeur un des coryphees du parti anglais, le baron de Budberg. Quant à M. d'Oubril, il avait été désavoué, rayé du tableau des employés de l'empire et exilé dans ses terres. Voici la lettre que le baron de Budberg écrivit à M. de Talleyrand pour lui annoncer la détermination de l'empereur Alexandre; elle portait la date du 15 août.

« Monsieur, le désir sincère que l'empereur mon « auguste maître professe pour le rétablissement « du calme en Europe l'a déterminé à envoyer « M. d'Oubril à Paris; mais Sa Majesté n'a jamais « eu en vue que de conclure une paix qui pût être « déclarée, et qui fût également honorable pour lui « et pour ses alliés.

« C'est sur ces bases que le conseiller d'État d'Ou« bril a été autorisé à traiter. Cependant il a sou« scrit, par des considérations que Sa Majesté ne « peut admettre, à une transaction qui s'en écarte « entièrement, et qui, dans la concession la plus « importante pour le sort futur de l'Europe, celle « relative à l'empire germanique, ne présente que « la perspective éloignée de la retraite des troupes « françaises, tandis qu'il y reconnait un ordre de « choses entièrement à l'avantage de la France.

« Sa Majesté ne peut envisager la paix entre la « Russie et la France comme durable, tant que « cette dernière puissance restera en possession de « l'Albanie et de la Dalmatie, et une paix qui ne « statuerait pas au moins en faveur du roi des « Deux-Siciles la tranquille possession de cette île, « qui, jusqu'à présent, n'est pas la conquête des « Français, une paix qui n'assurerait pas au roi de « Sardaigne une indemnité pour la perte de ses « États de terre ferme, ne saurait être avantageuse « pour la Russie. L'empereur envisagerait en outre « comme un manque évident à ses engagements « généralement connus, s'il ratifiait un traité de paix « qui précéderait la cessation de l'état de guerre « avec la Grande-Bretagne. »

En même temps qu'un courrier portait cette lettre en France, des ordres étaient expédiés à tous les chefs de corps de compléter leurs régiments, de les mettre sur le grand pied de guerre, et de s'avancer à marches forcées sur la frontière prussienne.

Des divers partis auxquels pût s'arrêter l'empereur Alexandre, celui de désavouer M. d'Oubril était le plus mauvais de tous. Ajourner la guerre à l'époque où l'Autriche serait en mesure d'y prendre part, voilà le principal but vers lequel devaient se tourner toutes ses combinaisons. N'était-ce pas pour l'atteindre qu'il avait disjoint ses intérêts de ceux de l'Angleterre, envoyé un plénipotentiaire à Paris, autorisé ce négociateur à conclure avec la France une paix séparée? Le traité était signé; il n'y man-

quait plus que sa ratification. En la donnant, il écartait de la maison de Prusse les tempêtes amoncelées sur elle, tandis qu'en s'abandonnant aux conseils violents du ministère anglais, il fermait de ses propres mains à Frédéric-Guillaume la seule voie de salut qui lui restât et le livrait aux coups de son formidable ennemi.

C'est le 5 août que lord Lauderdale avait débarqué en France avec la mission secrète de rompre les négociations. Le 9 de ce même mois, Frédéric-Guillaume avait mobilisé son armée. Enfin, six jours plus tard, le 15 août, l'empereur Alexandre avait notifié son refus de ratifier le traité du 20 juillet. La coïncidence de ces divers faits semblait annoncer que les cours de Londres, de Berlin et de Saint-Pétersbourg s'étaient concertées et que la coalition était reformée. Napoléon, qui avait longtemps considéré la guerre avec la Prusse comme une véritable monstruosité politique, avait fini par l'accepter comme une nécessité fatale. Sans perdre un jour, un moment, il prit ses mesures pour porter les grands coups avant l'arrivée des Russes. Tous les corps de son armée d'Allemagne durent se rassembler sur les frontières de la Saxe et de la Thuringe. Le camp de Meudon fut dissous, la garde impériale transportée en poste sur le Rhin, et une levée de cent mille hommes décrétée par les corps de l'État. Toutes les forces disponibles de l'intérieur furent dirigées sur Mayence, Wesel et Aschaffenbourg.

Le moment était venu enfin pour l'empereur de rompre, vis-à-vis du roi, son terrible silence. Le 7 septembre, le général Knobelsdorff étant venu, accompagné du marquis de Lucchesini, lui présenter ses lettres de créance, il l'interpelle vivement : « L'issue de la négociation avec la Russie, lui dit-il, « ayant affaibli l'espoir de maintenir la paix sur le « continent et rendu plus opiniâtre la guerre mari- « time, il prendrait le passé pour maître du pré- « sent. S'il se trouvait dans la nécessité d'en venir « aux mains avec les armées prussiennes, il était « résolu, en raison de l'estime qu'il avait pour elles, « de les attaquer avec des forces supérieures. Il « ferait tous ses efforts pour s'assurer la victoire « avant que la réunion des armées russes et les se- « cours des ennemis les plus acharnés de la France « la rendissent plus sanglante, et fissent chanceler « la neutralité peu sincère de l'Autriche. Puis, il « avoue qu'il a effectivement promis à l'Angleterre « de lui garantir la restitution du Hanovre. Mais, « avant de signer la paix, il aurait confié ses embar- « ras au roi ; il se fût entendu avec lui pour l'in- « demniser de la perte de l'électorat. Il était prêt, « du reste, à régler ses mouvements sur ceux de la « Prusse. Si elle consentait à faire rentrer ses troupes « dans leurs cantonnements de paix, lui, aussitôt, « rappellerait les siennes de la Westphalie et des « frontières de la Hollande. » Le 11 septembre, il tient au général Knobelsdorff un langage plus pressant encore ; il lui annonce que les troupes du camp

de Boulogne, celles du camp de Meudon et sa garde sont en marche pour se rendre sur le Rhin. « Mais, « ajoute-t-il, tous ces mouvements cesseront le jour « où la Prusse désarmera. » Il fut enjoint à M. de la Forest de donner au gouvernement prussien les mêmes assurances. « Si la Prusse désarme, lui écri- « vit le 12 septembre M. de Talleyrand, l'empereur « ne conservera aucun ressentiment de ce qui s'est « passé ; il reprendra les mêmes liens politiques et « les mêmes sentiments qui l'attachaient à la Prusse. « Mais vous ne manquerez pas de déclarer qu'il « nous faut un désarmement immédiat, et que cha- « que jour perdu est un siècle. »

Si ces demandes eussent été faites à Berlin un mois plus tôt, il est probable que le roi y aurait déféré : il eût rappelé son armée dans l'intérieur, et la guerre eût été, non pas évitée, mais ajournée. C'était là le désir ardent de ce prince : c'était aussi son intérêt évident comme celui de ses alliés. Mais Napoléon lui tient un langage pacifique aujourd'hui qu'il n'est plus temps et qu'à Berlin la passion publique déborde. Désarmer, sur la sommation de la France, désarmer après les fières provocations des salons et des casernes, après le désaveu de M. d'Oubril, n'est plus possible. L'empereur a le secret de cette situation ; et quand il insiste sur une chose qu'il sait inacceptable, il n'a qu'un but, c'est de jeter de l'irrésolution dans l'esprit du roi et de gagner le temps nécessaire pour concentrer ses forces sur les points décisifs. Du 15 au 20 sep-

tembre, les corps qui composaient la grande armée étaient encore épars en Franconie et en Bavière. Bernadotte occupait Nuremberg et Anspach, Davoust OEttingen, Soult la place de Braunau et les rives de l'Inn. Les troupes du camp de Meudon venaient de se mettre en marche. Il était à craindre que les Prussiens ne nous prévinssent en se jetant impétueusement dans la Franconie, au milieu de nos corps isolés, et n'entraînassent l'électeur de Hesse, qui avait une armée de 20,000 hommes. Ce parti était en effet pour la Prusse non-seulement le plus audacieux, mais aussi le plus sage. Puisqu'elle se battait par désespoir, c'était le cas de se battre en désespéré. Qui peut dire où un premier succès n'eût pas conduit une armée sans expérience peut-être, mais pleine d'ardeur et de confiance en elle-même? La science ne décide pas toujours, à la guerre, le sort des batailles. Il y avait dans ce mouvement qui poussait toute l'armée prussienne vers un choc épouvantable, et qui l'y poussait comme à une victoire certaine, une force dont ses chefs auraient dû profiter. Tel était l'avis des généraux Ruchel, Kalkreuth, Pfull et Blücher. La reine leur servait d'interprète auprès du roi. Bien qu'étrangère aux combinaisons de la science militaire, elle était avertie par les instincts de son âme courageuse que si le salut de son pays était quelque part, c'était dans la rapidité de ses coups.

Afin de mieux abuser Frédéric-Guillaume, et de le retenir en faisant briller à ses yeux une dernière

lueur de paix, l'empereur résolut de renouer le fil prêt à se rompre des conférences avec lord Lauderdale. Dans la dernière phase de cette longue et épineuse négociation, il déploya une dextérité consommée. Il se présenta avec tous les signes extérieurs de la plus parfaite modération. Il commença par se montrer résigné à subir les conséquences du désaveu de M. d'Oubril; il reconnut que cette grave détermination, en changeant la situation respective des puissances, donnait à l'Angleterre le droit de hausser ses prétentions. Il fit savoir en conséquence à lord Lauderdale (4 septembre) que de nouvelles instructions allaient être remises à ses plénipotentiaires, et il l'invita à en demander, de son côté, à son gouvernement. Lord Lauderdale répondit (13 septembre) que « S. M. Britannique ne s'oppo-« sait nullement à ce que les intérêts des deux « puissances fussent discutés et réglés séparément, « mais qu'elle était plus que jamais résolue de ne « séparer, en aucun cas, ses intérêts de ceux de la « Russie; qu'il n'était donc autorisé à signer qu'un « traité provisoire, ce traité ne devant avoir son « plein et entier effet que si la paix se faisait simul-« tanément entre la Russie et la France. » Il ajouta que « sa cour était parfaitement instruite des « conditions que l'empereur Alexandre attachait « au rétablissement de la paix, qu'elles étaient en « substance les mêmes que celles qui avaient été « déjà communiquées à M. de Talleyrand par la « lettre du baron de Budberg. »

Le jour même où lord Lauderdale faisait cette déclaration, l'Angleterre perdait le grand orateur qui avait entrepris avec tant de sincérité l'œuvre de la pacification. La mort de M. Fox eût été un obstacle invincible à la paix quand bien même les événements ne l'eussent pas rendue en ce moment impossible.

M. de Talleyrand répondit le 18 septembre à la dernière note de lord Lauderdale. Il proposa que les négociations continuassent, et que les intérêts de la Russie fussent réglés et stipulés sous la forme, soit d'un article patent, soit d'un article secret, dans le traité de paix qui serait conclu entre la France et l'Angleterre. « Bien entendu, disait ce « ministre, qu'on n'admettra plus que des propo- « sitions respectivement honorables et qui ne por- « teront aucune atteinte à la puissance et à la dignité « des deux empires. Ainsi, on ne verra plus repro- « duire les étranges demandes que M. de Nowosilsof « avait été chargé de faire de la part de la Russie, « et qui, ayant signalé l'origine d'une coalition « vaincue et confondue dès sa naissance, doivent « être oubliées avec elle... La France ne prétend « dicter la loi ni à l'Angleterre ni à la Russie ; mais « elle ne veut la recevoir ni de la Russie ni de l'An- « gleterre. Que les conditions soient égales et mo- « dérées, et la paix est faite. Mais si on se montre « impérieux, exagéré, si on affecte la suprématie, « si enfin on veut dicter la paix, l'empereur et le « peuple français ne relèveront pas même ces pro-

« positions. Confiants en eux-mêmes, ils diront ce « qu'un ancien peuple répondit à ses ennemis : « *Vous demandez nos armes, venez les prendre.* »

Peu de jours après la remise de cette note, l'empereur partit pour Mayence, emmenant avec lui M. de Talleyrand et le général Clarke, et chargea M. de Champagny de continuer la négociation. Ce nouveau plénipotentiaire eut, le 25 septembre, une première entrevue avec lord Lauderdale. Il lui déclara « qu'indépendamment de toutes les conces- « sions déjà faites, telles que celles sur le Hanovre, « sur Malte, sur le Cap, l'empereur Napoléon pous- « serait les manifestations de son amour pour la « paix jusqu'à céder encore à l'Angleterre tous ses « établissements dans l'Inde, Pondichéry, Chander- « nagor, Mahé, ainsi que les autres comptoirs dé- « pendants, et, en Amérique, l'île de Tabago. Mais « dans ce cas, Ferdinand IV évacuerait la Sicile : il « recevrait, à titre d'indemnités, les îles Baléares et « une rente annuelle qui lui serait payée par l'Es- « pagne pour soutenir son rang. » Lord Lauderdale, tout en déclarant que son gouvernement exigerait probablement encore l'abandon des possessions hollandaises en Amérique, n'en parut pas moins satisfait des grands avantages que Napoléon offrait à l'Angleterre : puis, passant brusquement à la discussion des intérêts russes, il renouvela les demandes déjà faites par le baron de Budberg, c'est-à-dire « que la Sicile continuerait d'appartenir « au roi Ferdinand IV, que la Dalmatie lui serait

« cédée pour le dédommager de la perte du royaume « de Naples, enfin qu'une indemnité serait assignée « au roi de Sardaigne. »

M. de Champagny se récria contre de telles exigences : il dit « qu'il n'avait d'instructions ni « pour les accepter ni pour les refuser, mais qu'il « connaissait assez les dispositions de l'empereur « pour affirmer qu'il n'y souscrirait jamais. Une « paix signée et ratifiée promptement, ajouta-t-il, « avant que les opérations militaires eussent acquis « en Allemagne une certaine importance, pouvait « sur-le-champ en arrêter le cours, et lord Lauder- « dale se trouvait en situation de jouer et de faire « jouer à l'Angleterre le beau rôle de pacificateur « du continent... Une fois la guerre commencée, il « faudrait, de part et d'autre, en courir les chan- « ces ; et il était impossible de prévoir où la fortune « de la France et le génie de son chef pouvaient « porter ses armes, son influence et sa gloire. »

Dans une seconde conférence qui suivit de près la première, M. de Champagny annonça à lord Lauderdale « qu'il venait de recevoir les décisions de « l'empereur ; que S. M. Impériale ne voulait à au- « cun prix céder la Dalmatie, qu'il fallait donc re- « noncer à lui en faire la demande. » Ensuite, il essaya de nouveau d'amener le plénipotentiaire anglais à régler immédiatement les conditions de la paix entre la France et la Grande-Bretagne. Mais lord Lauderdale fut inébranlable. Il répondit « qu'il « lui était prescrit de s'occuper d'abord des intérêts

« de la Russie; que ce retour de reconnaissance était « dû au refus de l'empereur Alexandre de ratifier « le traité du 20 juillet, et que l'Angleterre serait « ingrate si elle abandonnait un si fidèle allié. » Dans ces deux conférences, il fut à peine question de la Sicile, M. de Champagny ayant jugé superflu de faire à son sujet une déclaration aussi ferme que sur la Dalmatie. Mais il proposa de donner Corfou à la Russie. Cette combinaison n'ayant point été agréée, le négociateur français ne crut pas devoir parler de Surinam, que ses instructions l'autorisaient aussi à offrir. Il eut beau s'étendre sur les chances que pouvait amener la prolongation de la guerre, « sur le danger d'irriter, par l'alternative « d'une guerre éternelle ou d'une paix déshonorante, « un grand peuple conduit par un grand homme, « sur la possibilité pour des armées françaises de « parvenir, d'un côté, jusqu'à l'extrémité de la Bal- « tique, et, de l'autre, jusqu'aux Indes, de traverser « le détroit de Messine et même le Pas-de-Calais. » Lord Lauderdale convint qu'à en juger par tout ce qui s'était fait, il n'y avait plus aucun événement qui fût impossible ou improbable; mais il se retrancha derrière ses instructions, se leva, exprima en termes polis à M. de Champagny ses regrets de n'avoir pu réussir dans sa mission, et lui fit ses adieux. Ses passe-ports lui furent immédiatement envoyés, et il quitta Paris.

M. de Champagny n'avait certainement pas le secret de sa cour. Il était entré dans les vues de Na-

poléon que son plénipotentiaire s'acquittât de sa mission avec une ardeur persuasive. Au fond, il savait bien que la paix n'était plus possible. La Prusse lui avait jeté le défi du combat : les armées étaient en présence, les épées tirées; il fallait se battre. Mais il lui convenait de montrer jusqu'à la fin un extrême désir de conciliation. Il voulait que l'odieux de cette nouvelle guerre retombât tout entier sur ses ennemis; il voulait surtout prolonger les illusions pacifiques de Frédéric-Guillaume, et s'assurer l'avantage de l'offensive. Ses dernières concessions furent toutes calculées dans la prévision d'un refus. Tous ces territoires qu'il prodigue avec une modération fastueuse, ni l'Angleterre ni la Russie ne les lui demandent; leurs exigences sont précises, nettement formulées. Que la France cède la Dalmatie, qu'elle consente à ce que la Sicile reste entre les mains de Ferdinand IV, et à indemniser le roi de Sardaigne, et la paix est faite. Or, sur aucun de ces points, il n'entend fléchir. Ce qu'on ne lui demande pas, il l'offre; ce qu'on exige, il le refuse. Il ne veut donc point de la paix, non, comme l'ont dit ses détracteurs, par une ambition désordonnée, mais parce que, dans la situation présente de l'Europe, la paix lui eût été mille fois plus dangereuse que la guerre. S'il avait jugé la paix compatible avec la sécurité de son empire, assurément il ne l'eût pas mise en balance avec des intérêts aussi secondaires que le sort de la Dalmatie et celui de la Sicile.

Les instructions envoyées à M. de la Forest dans

le moment même où M. de Champagny déployait un zèle si ardent pour la paix révèlent la pensée secrète de l'empereur. Il semble craindre que Frédéric-Guillaume, terrifié, ne prenne trop au sérieux, et ses paroles au général Knobelsdorff, et la reprise des conférences avec lord Lauderdale, qu'en dépit des cris de son armée ce prince ne recule et ne désarme. Par cette même dépêche datée du 12 septembre que nous avons déjà citée, M. de Talleyrand recommande expressément à M. de la Forest « *de* « *ne prendre des engagements écrits que si la* « *Prusse l'exige absolument, de se faire attendre* « *le plus longtemps possible, de se faire même* « *malade pour manquer à un rendez-vous.* »

Le 19 septembre, M. de Talleyrand écrit encore : « Les troupes françaises seront en mouvement du « 26 au 27 septembre, pour se rapprocher des fron- « tières prussiennes. Il est probable que la nouvelle « arrivera à Berlin vers le 1er octobre. Vous devez « garder sur tout cela le plus profond silence. Lors- « qu'il s'en ébruitera quelque chose, et que l'on ne « sera pas encore sûr de ces mouvements, vous de- « vrez, sans les nier, proposer d'envoyer un secré- « taire de légation pour s'en assurer et demander « des explications au prince de Neuchâtel. Enfin, « lorsque vous aurez la certitude qu'on est instruit « de tout à Berlin, vous direz que vous étiez in- « formé ; mais vous ajouterez que toutes ces troupes « rentreront dans leurs cantonnements si la Prusse « désarme. *Ainsi, vous aurez soin de taire ce qu'il*

« *faut taire, et de ne dire tout ce qu'il faudra* « *dire qu'au moment marqué. La moindre indis-* « *crétion serait funeste.* »

Frédéric-Guillaume était dominé par la même pensée que Napoléon, celle d'éloigner une rupture. Mais tandis que l'empereur ne voulait gagner que le temps strictement nécessaire pour réunir ses corps en Franconie, le roi se fatiguait à imaginer un moyen d'ajourner la guerre jusqu'au printemps de l'année suivante. Il n'était plus temps de dissimuler. C'était avant de lancer son imprudent décret sur les armements qu'il aurait dû s'appliquer à endormir la vigilance de Napoléon et à gagner six mois. Poursuivre aujourd'hui un tel but, c'était aggraver sa position et laisser à son adversaire toutes les chances heureuses. Il tomba dans le piége qui lui était tendu. Il se méprit sur les intentions de l'empereur : il crut qu'un rapprochement était possible encore. Au lieu de marcher rapidement sur le Rhin, il ne songea qu'à contenir l'élan de ses troupes, et laissa ainsi à Napoléon le temps de rassembler toutes les siennes au pied des montagnes de la Thuringe et de pénétrer, par une offensive hardie, au cœur de la Saxe. Il fit une faute plus grave encore; il attendit, pour réclamer l'assistance des armées russes, les premières dépêches du général Knobelsdorff, et ce fut seulement le 18 septembre que M. de Krusemarck quitta Berlin pour se rendre à Saint-Pétersbourg. L'empereur Alexandre se hâta d'écrire à Frédéric-Guillaume que « l'ami

« marcherait en personne au secours de son ami, à « la tête d'une armée nombreuse et choisie, et qu'il « mettait de suite à sa disposition 70,000 hommes. » Mais les corps russes les plus avancés n'avaient pas encore franchi le Niémen : l'ordre de se porter sur la Vistule ne put leur être expédié que le 7 octobre; il leur fut donc impossible d'arriver sur les champs de bataille avant la fin de novembre, et la Prusse se trouva seule aux prises avec l'empereur Napoléon et sa formidable armée. Il n'y a peut-être pas d'exemple d'une puissance conduite avec un tel art à sa perte.

Le jour où la Prusse avait subi l'alliance de la France, elle s'était déclarée l'ennemie de la Suède et de l'Angleterre. Maintenant qu'elle brisait des liens détestés, il était naturel qu'elle retournât à ses alliés de prédilection. Elle fit la paix avec la Suède le 17 août. Par une disposition spéciale du traité, il fut convenu que la question du Hanovre resterait réservée, et que les Suédois seraient libres d'occuper de nouveau le Lauenbourg.

La réconciliation avec l'Angleterre était une œuvre infiniment plus délicate. La première condition qu'y mettrait cette puissance serait certainement que Frédéric-Guillaume restituerait le Hanovre à S. M. Britannique. Or, c'était surtout pour se venger de ce que Napoléon avait promis au roi d'Angleterre de lui faire restituer l'électorat que la Prusse prenait aujourd'hui les armes. Il lui était pénible de renoncer à une possession qu'elle s'était

accoutumée à considérer comme définitivement incorporée à la monarchie. Elle évita donc jusqu'au dernier moment de se lier par des engagements précis qui devraient lui coûter le sacrifice gratuit du Hanovre. Seulement, les cours de Londres et de Berlin mirent un terme à l'état de guerre qui les avait armées l'une contre l'autre. Le 25 septembre, le gouvernement anglais déclara levé le blocus de l'Elbe, du Weser et de l'Ems, et le 1er octobre, lord Morpeth s'embarqua pour aplanir les dernières difficultés qui pouvaient subsister encore entre son gouvernement et la Prusse. Lorsque ce négociateur arriva à Berlin, le roi et la reine venaient d'en partir pour se rendre à l'armée. Il ne les rencontra qu'à Weimar, le 12 octobre, deux jours seulement avant la bataille d'Iéna. Tout se préparait pour ce grand choc. Le roi ne voulut rien décider, laissant à la fortune le soin de prononcer. Vainqueur, il gardait le Hanovre [1] ou en exigeait l'équivalent : vaincu, il échangeait l'alliance et les subsides de l'Angleterre contre la restitution pure et simple de l'électorat. S. M. Britannique se trouva ainsi représenter dans sa personne deux intérêts opposés : comme électeur de Hanovre, elle devait désirer que l'armée prussienne fût battue ; comme roi d'Angleterre, qu'elle fût victorieuse.

Il y avait une puissance dont l'appui eût été pour

[1] On dit même qu'il comptait proposer à l'Angleterre, si elle consentait à lui céder l'électorat, de l'aider à faire la conquête de la Hollande. (Mémoire de de Gentz.)

la Prusse d'une bien autre importance que celui de la Russie : c'était l'Autriche. Si cette monarchie avait jeté, dans la balance des forces qui allaient se heurter, le poids de son épée, toutes les conditions du problème auraient été changées, et la France se fût trouvée dans un immense péril. Mais le comble de l'art chez Napoléon était de n'attaquer ses ennemis que successivement. Il portait, s'il est permis de le dire, dans la stratégie diplomatique la même sûreté de coup d'œil, la même vigueur de résolution que dans la stratégie des champs de bataille, et nul homme n'a su démêler avec plus de sagacité le moment où il devait agir, le point où il pouvait frapper. L'Autriche était sur le continent sa plus dangereuse, sa plus incurable ennemie : mais il savait que la haine de cette couronne était aujourd'hui paralysée par son impuissance, et c'est pour cela qu'il avait résolu de tomber sans plus tarder sur la Prusse et de l'écraser.

La cour de Vienne blâma comme un acte intempestif et téméraire la prise d'armes de la Prusse. La guerre qui allait éclater venait trop tard ou trop tôt pour ses calculs d'ambition et de vengeance. Voici ce qu'elle écrivait (fin de juillet 1806) au comte d'Est, son ambassadeur à Madrid : « Nous ne dissi-« mulons pas que nous avons beaucoup perdu : « mais il nous reste des ressources immenses dans « l'attachement à toute épreuve de notre peuple. Il « ne s'agit que de gagner du temps pour remettre « nos ressources en activité et en usage. L'aveu que

« nous faisons de nos pertes et de notre faiblesse « momentanée ne saurait ni nous rendre pusillani- « mes, ni nous dégrader aux yeux des autres na- « tions. Il en résulte aussi que nos agents à l'é- « tranger ne doivent prendre une part active aux « événements politiques qu'autant qu'ils nous ser- « viront directement et immédiatement, et que, « pour tout le reste, ils ne doivent être que des « observateurs. Quant à la déférence et aux mé- « nagements que la Russie témoigne à la Prusse, « malgré la conduite affreuse de cette dernière « puissance, ***nous vous confions que l'empereur « Alexandre ne désespère pas de la ramener dans « ses intérêts,*** et c'est pour cette raison que nous « voulons que les missions prussiennes soient bien « ménagées par les nôtres. »

Frédéric-Guillaume attendit jusqu'au dernier moment pour réclamer le concours des armes de l'Autriche. Il écrivit à cet effet à l'empereur François des lettres touchantes, le suppliant d'oublier tous ses griefs et de se rallier à lui. « L'occasion était « belle, disait le ministre de Prusse à Vienne, le « comte de Finkenstein, pour recouvrer le Tyrol, « toujours fidèle et impatient du joug de la Bavière, « venger tous les affronts passés et prévenir des « affronts nouveaux. Les rivalités qui, pendant tant « d'années, avaient divisé la Prusse et l'Autriche « étaient pour jamais ensevelies sous les ruines de « l'empire germanique. Pour l'une comme pour « l'autre il n'y avait plus qu'un grand devoir : c'était

« de se rapprocher, de s'unir, de mettre en faisceau « leurs conseils et leurs armes, et d'abattre, par « des efforts simultanés, une domination odieuse et « oppressive. » Éloquence inutile! l'Autriche ne se souciait pas de compromettre sa jeune et frêle armée au service d'une puissance qui, l'année précédente, l'avait laissé lâchement accabler. Elle lui rendait aujourd'hui abandon pour abandon. Elle répondit « que, dans l'état d'épuisement où étaient « ses finances, il lui était impossible d'adopter un « autre système que celui d'une neutralité armée. » Sans doute, elle adoucit par de vagues espérances l'amertume de son refus, et fit pressentir que, dans l'hypothèse de certains événements, la Prusse et la Russie pourraient compter sur elle.

Ce n'étaient pas seulement Frédéric-Guillaume et ses alliés qui pressaient la cour de Vienne de se prononcer pour eux : Napoléon la sollicitait aussi de son côté. Dès que la guerre fut résolue, il lui proposa formellement son alliance. M. de la Rochefoucault, notre ambassadeur, s'en ouvrit pour la première fois avec elle à l'occasion des places du Cattaro que les Russes continuaient d'occuper. L'ambassadeur fut vif et pressant. Conformément aux ordres de sa cour [1], il dit que « l'Autriche tout entière dé« sirait l'alliance de la France, parce qu'elle y voyait « la garantie de sa sécurité et de l'indépendance de « l'empire ottoman ; que si elle n'avait pas lieu, il

[1] Dépêche de M. de Talleyrand, du 7 octobre 1806 (dépôt des archives des affaires étrangères).

« serait impossible de ne pas l'attribuer à l'inimitié « personnelle du comte de Stadion. » C'est à ce ministre lui-même qu'il fit cette déclaration.

M. de Stadion mit beaucoup d'art dans sa réponse. Il se garda bien de nous heurter en repoussant formellement nos avances : il feignit au contraire d'en paraître touché. Mais il représenta que si sa cour se liait avec nous, la Russie lui déclarerait la guerre. Il affecta un grand effroi de cette puissance, une crainte extrême qu'elle ne méditât de s'emparer des deux Gallicies, et un penchant décidé pour la neutralité. Toutefois, il consentit à signer une convention en vertu de laquelle les deux puissances s'engagèrent, dans le cas où la Russie refuserait d'évacuer les places du Cattaro, à les lui reprendre de force.

Napoléon n'avait pas l'espoir de faire accepter son alliance à l'Autriche. Au fond, il n'avait qu'un but en la lui proposant : c'était d'endormir sa haine et de l'empêcher de se donner à nos ennemis. Son vœu fut satisfait. Elle mit une extrême affectation à publier dans toute l'Europe sa résolution de rester neutre. Afin de nous convaincre de ses intentions pacifiques, elle nous livra les lettres par lesquelles le comte d'Haugwitz la pressait de rentrer dans la coalition. Ainsi, à l'humiliation de leurs défaites nos ennemis ajoutaient le scandale de leurs trahisons. Tous les genres de triomphe étaient réservés à l'empereur Napoléon.

CHAPITRE XXI.

Dispositions pour la campagne de Prusse. — Fautes de l'électeur de Hesse-Cassel. — Le duc de Brunswick nommé généralissime de l'armée prussienne. — Ultimatum du roi. — Force des deux armées. — Fausses mesures prises par le duc de Brunswick. — Plan de campagne de Napoléon. — Bataille de Saalfield. — Mort du prince Louis de Prusse. Découragement de l'armée prussienne. — Lettre de Napoléon au roi. — Marche de Davoust sur Naumbourg et de Napoléon sur Iéna. — Bataille d'Iéna. — Bataille d'Auerstedt. — Dissolution de l'armée royale. — La Prusse à la discrétion absolue de Napoléon. — Suites de la bataille d'Iéna. — Prise d'Erfurt. — L'armée victorieuse marche sur Berlin. — Combat de Hall. — Occupation de Potsdam. — Napoléon devant le tombeau du grand Frédéric. — Entrée des Français à Berlin. — Ressentiments de Napoléon envers les instigateurs de la guerre contre la France. — Actes de vengeance. — Traits sanglants contre la reine et le duc de Brunswick. — La princesse d'Hazfeldt implore la clémence de l'empereur en faveur du prince son mari. — Retraite précipitée du prince de Hohenlohe sur l'Oder. — Capitulation de Prenzlow. — Sac de Lubeck. — Blücher met bas les armes. — Capitulation de Stettin, de Custrin, de Magdebourg, de Hameln, de Newbourg. — — Négociations avec la Prusse. — Arrivée du marquis de Lucchesini le 21 octobre à Wittemberg. — Conditions proposées par Napoléon. — Le marquis de Lucchesini n'ose

les accepter. — Parti généreux que pouvait adopter Napoléon. — Lettres du roi à l'empereur. — Le général de Zastrow est associé au marquis de Lucchesini pour l'œuvre de la paix. — Ils arrivent l'un et l'autre à Berlin. — Napoléon ne veut plus signer une paix séparée. — Motifs de cette détermination. — Les plénipotentiaires prussiens proposent un armistice. — Napoléon y consent. — Convention d'armistice. — Le roi désavoue ses plénipotentiaires. — La guerre poursuit son cours. — L'empereur Napoléon transporte son quartier général à Posen.

Après de longues et cruelles incertitudes, Frédéric-Guillaume avait enfin cédé aux obsessions de la reine, des princes et des chefs de l'armée, et résolu de marcher sans plus tarder contre les Français. Le prince de Hohenlohe avait envahi la Saxe, forcé la cour pacifique de Dresde à se déclarer pour la Prusse, et enrôlé sous ses drapeaux 18,000 Saxons. Le roi lui-même avait quitté sa capitale le 21 septembre, et s'était rendu avec la reine et le comte d'Haugwitz au milieu de son armée, qui se portait en masses sur les frontières de la Thuringe. De son côté, Blücher, faisant soudainement irruption dans les murs de Cassel, à la tête de 5,000 chevaux, était venu sommer, pour ainsi dire, l'électeur de Hesse jusque dans son palais de prendre parti pour la Prusse. Toutes les sympathies de l'électeur le portaient vers la coalition. Il était notre ennemi secret ; il avait armé en haine de notre puissance. S'il avait eu la liberté de ses mouvements, il n'eût pas hésité à passer dans le camp des Prussiens. Mais nos troupes

le circonvenaient de toutes parts, et la peur le retenait dans l'immobilité. Il n'eut pas l'intelligence de sa position : il ne comprit pas qu'il n'avait qu'un moyen de calmer nos défiances et de sauver sa maison, c'était de procéder à un désarmement complet, immédiat. Il eut la vanité d'agir en prince indépendant et fort : il résista à toutes nos sollicitations, ne réduisit pas d'un seul bataillon son armée, et attendit, pour se déclarer, le résultat de la première bataille, bien décidé, si la Prusse était victorieuse, à passer sous ses drapeaux avec ses 20,000 soldats. Ainsi, il n'eut ni le courage de la résignation, ni celui de l'action. L'empereur Napoléon se garda en ce moment de menacer l'électeur de Hesse; mais il se promit bien à son tour, si la fortune favorisait ses armes, d'abattre un souverain que ses préjugés et ses passions attachaient à la cause de ses ennemis.

Jusqu'au milieu de septembre, l'armée prussienne s'était trouvée en quelque sorte sans direction. En l'absence d'une grande illustration militaire que fît taire toutes les rivalités et ralliât à elle tous les suffrages, le roi avait retenu dans ses mains le commandement suprême. Il hésitait dans le choix d'un général en chef. Enfin, il se décida en faveur du duc de Brunswick, le plus élevé de tous par la naissance sans l'être par les talents. Ce choix fut blâmé par toute l'armée. Le duc de Brunswick était un homme instruit, initié à tous les secrets de la politique européenne, excellent administrateur, laborieux,

actif; mais il ne possédait aucune des grandes qualités qu'exigeait, dans d'aussi terribles circonstances, le poste de généralissime. Il avait l'âme molle, l'esprit irrésolu, et une vanité puérile. L'âge avait encore fortifié ses défauts. C'était ce même prince qui, en 1792, s'était rendu si fameux et si ridicule par son manifeste et sa retraite en Champagne. Avertis par jalousie non moins que par leur sagacité, les chefs de l'armée s'affligèrent quand ils virent les destinées de la monarchie confiées aux mains débiles de ce vieillard, et les plus habiles pressentirent dès ce moment d'affreuses et prochaines catastrophes.

Jusqu'au jour où commencèrent les hostilités, le duc de Brunswick ignora la position de nos corps, et son esprit ne cessa d'être en proie aux plus étranges fluctuations. Sa première pensée avait été de déboucher des montagnes de la Thuringe dans la vallée du Mein par Gotha, Eisenach, Saalfield et Hoff. Ce plan, fortement appuyé par le prince de Hohenlohe, avait l'avantage de couvrir la vallée de la Saale et toute la ligne de l'Elbe. Mais le généralissime se persuada que les Français n'étaient pas en mesure de prendre l'offensive, qu'ils étaient encore épars en Franconie, et qu'ainsi l'armée prussienne, au lieu de s'étendre jusqu'à la frontière de Bohême, devait se concentrer entre Eisenach et Erfurt et fondre soudainement sur nos corps désunis. En conséquence, il modifia son plan d'opération. Il appela à lui son aile gauche, et laissa à un faible corps de huit

bataillons et de neuf escadrons, sous les ordres du général Tauenzien, le soin de couvrir les défilés de la Saale. Dans les premiers jours d'octobre, les Prussiens occupaient les positions suivantes : le centre, sous les ordres directs du duc de Brunswick, était placé autour d'Erfurt ; l'aile droite, commandée par le général Ruchel, s'étendait au delà de Gotha ; la gauche, conduite par le prince de Hohenlohe, et qui venait de repasser la Saale, campait entre Iéna et Blankenheim.

Le 5 octobre, le roi convoqua un grand conseil auquel furent appelés la plupart des chefs de corps. Toutes les combinaisons furent mises en présence et discutées. Le prince de Hohenlohe soutint qu'en persistant à déboucher de la forêt de Thuringe, le duc de Brunswick livrait sa gauche et conduisait l'armée à sa perte. Le généralissime défendit avec une obstination aveugle son système d'opérations. Son opinion l'emporta, et il fut décidé qu'on se porterait immédiatement sur la Franconie.

Mais tandis que le duc de Brunswick croyait nous surprendre faibles et désunis, toutes nos forces étaient déjà rassemblées au pied du Fichtel-Gebirge, qui sépare la vallée du Mein de la vallée de la Saale. Du 24 septembre au 8 octobre, la grande armée était sortie des cantonnements qu'elle occupait en Bavière et en Souabe, et s'était portée en masses sur Bareuth, Bamberg, Cobourg, Schweinfurth et Wurtzbourg. Les troupes expédiées, soit de la Hollande, soit des divers points de la France, avaient

été de même dirigées sur ces points de concentration. Des voitures attelées en poste avaient transporté les troupes du camp de Meudon et la garde impériale. Napoléon, par une lettre du 21 septembre, avait prévenu les princes de la confédération du Rhin que la Prusse armait contre la France, et les avait invités à réunir leur contingent de troupes. Enfin, un décret du 30 septembre avait mobilisé les gardes nationales des provinces rhénanes, et 30,000 hommes de cette arme étaient venus remplacer à Mayence et dans des autres places du Rhin les bataillons de l'armée active qui y tenaient garnison. Toutes ces mesures avaient été exécutées avec une précision et une célérité incomparables. Le projet de l'empereur était de forcer les défilés de Saalfield, de Lobenstein et de Hoff, de se diriger par la vallée de la Saale sur le haut Elbe, de s'emparer de toutes les routes qui conduisent à Leipzig et à Dresde, de couper ainsi l'armée ennemie de ses places de dépôt, de ses magasins et des Russes, de la prendre à revers et de la refouler sur les montagnes de la Thuringe. Il voulait, en un mot, renouveler contre la gauche des Prussiens la grande manœuvre qui, deux fois, à Marengo et à Ulm, l'avait rendu l'arbitre des destinées de l'Autriche. Les routes qui, de Wurtzbourg, de Cobourg et de Bamberg, conduisent sur le haut Elbe formaient donc le nœud du plan de l'empereur, et c'était précisément cette ligne d'opérations que le duc de Brunswick venait de découvrir et de lui livrer.

Avant de quitter Paris, Napoléon dit à ses ministres : « Je suis innocent de la guerre contre la « Prusse ; je ne l'ai provoquée en rien : elle n'est « point entrée dans mes calculs. Que je sois battu « si elle est de mon fait. Un des principaux motifs « de la confiance où je suis que mes ennemis se- « ront détruits, c'est que lorsqu'ils pensent m'atta- « quer dans un moment de faiblesse, ils choisissent « précisément celui où je suis le plus fort. » Il partit le 24 septembre avec l'impératrice, arriva le 28 à Mayence, n'y fit qu'un court séjour, se rendit à Aschaffenbourg, où il fut reçu, le 2 octobre, avec un grand éclat par le prince primat, et gagna ensuite Wurtzbourg et Bamberg. C'est dans cette dernière ville qu'il reçut, le 7 octobre, l'ultimatum du roi de Prusse et une longue lettre de ce prince remplie de récriminations. Frédéric-Guillaume exigeait que « les troupes françaises repassassent le Rhin, « toutes sans exception, et que le mouvement de « retraite commençât le jour où il pourrait avoir « reçu la réponse de l'empereur; qu'aucun obstacle « ne fût mis désormais à la formation de la ligue « du Nord ; qu'une négociation fût ouverte immé- « diatement pour fixer tous les intérêts en litige ; « que Wesel fût séparé de l'empire français, et que « les troupes prussiennes pussent occuper les trois « abbayes d'Elten, d'Essen et de Werden. »

Ce belliqueux ultimatum annonçait qu'enfin toute irrésolution avait cessé dans l'esprit du roi. Certes, il n'avait pu entrer ni dans sa pensée, ni dans celle

de ses ministres, que Napoléon pût jamais se résigner à subir de telles exigences. Elles étaient un défi de guerre, rien de plus, rien de moins.

Le roi avait demandé une réponse pour le 8 octobre. « Maréchal, écrivit aussitôt l'empereur au « prince de Neuchâtel, on nous donne un rendez-« vous d'honneur pour le 8 : jamais Français n'y a « manqué. Mais, comme on dit qu'il y a une belle « reine qui veut être témoin des combats, soyons « courtois, et marchons, sans nous arrêter, pour la « Saxe. »

Les deux armées étaient à peu près d'égale force quant au nombre : celle des Prussiens comptait 180,000 hommes, celle des Français 200,000. Mais combien elles différaient l'une de l'autre par l'esprit qui les animait et les éléments dont elles étaient formées ! D'un côté, des troupes braves sans doute, animées de la plus noble ardeur, mais qui, au repos depuis douze ans, n'avaient ni la souplesse, ni la vigueur contenue, ni l'élan qu'avaient donnés aux vieux soldats de la république la longue pratique du champ de bataille et l'habitude de vaincre; des généraux dont l'expérience datait de la guerre de sept ans, la plupart glacés par l'âge, et servilement attachés aux principes de l'ancienne tactique. Dans cet état-major de vieillards, respectables débris d'un autre âge, figuraient le maréchal de Mœllendorf, qui avait près de quatre-vingts ans; le duc de Brunswick et Gneisenau, qui en avaient plus de soixante et dix, le prince Hohenlohe, Blücher et Kalk-

reuth qui étaient sexagénaires. Ces deux derniers, toutefois, Blücher surtout, se distinguaient entre tous par leur bouillant courage et leur âme indomptable.

Du côté des Français, au contraire, une armée non moins formidable par sa vigoureuse organisation et la science de ses chefs que par la valeur héroïque des soldats. C'étaient ces mêmes hommes qui, l'année précédente, avaient, en trois mois, détruit les armées de deux grands empires et réduit l'Autriche au désespoir. Pour généraux, ils avaient tous ces guerriers d'élite dont la vie, depuis quinze ans, n'était qu'une suite d'immortelles actions; et pour chef suprême, le grand capitaine qui faisait revivre à la fois César et Frédéric.

L'armée française était divisée en trois colonnes : celle de droite, composée des corps de Soult et de Ney, dut s'avancer de Bareuth sur Hoff et Plauen; le centre, où se trouvaient Davoust, Bernadotte, Murat et la garde impériale, prit sa direction par Kronach et Lobenstein sur Saalbourg; Lannes et Augereau, qui commandaient la gauche, débouchèrent de Cobourg sur Grafenthal et Saalfield. La petite ville de Gera, sur la route de Bamberg à Leipzig, fut désignée comme le point de réunion de tous les corps.

Le duc de Brunswick se disposait à descendre des montagnes de la Thuringe dans la vallée du Mein lorsqu'il apprit que l'armée française se précipitait comme un torrent dans la vallée de la Saale. Au

lieu de se replier en toute hâte sur l'Elbe et de s'assurer des ponts de Naumbourg et de Dornbourg, il concentra toutes ses forces autour de Weimar, comme s'il était décidé à nous y attendre : chacune de ses résolutions était une faute irréparable.

Le 8 octobre, Soult marcha sur la place de Hoff, dont il s'empara sans coup férir. Le général Tauenzien, trop faible pour la lui disputer, n'eut que le temps de se retirer en toute hâte sur Schleitz. Le 9, Bernadotte (colonne du centre) força le défilé de Saalbourg, atteignit à Schleitz le corps de Tauenzien, qui venait d'y arriver, le mit en déroute et continua sa marche sur Gera. Le 10, notre aile gauche remporta à Saalfield un succès plus grand encore. Le prince Louis, qui commandait l'avant-garde du prince de Hohenlohe, ignorant l'échec du général Tauenzien, s'obstina à défendre Saalfield. Lannes l'attaqua impétueusement, lui tua mille hommes, lui prit trente canons, et culbuta ses colonnes en désordre sur Rudolstadt. Le prince Louis fut une des victimes de cette journée. A la vue de ses soldats en déroute, il se précipita au milieu d'eux et tenta vainement de les rallier. Le maréchal des logis Guindet le reconnut, fondit sur lui l'épée à la main, en lui criant : « Rendez-vous, prince, ou « vous êtes mort. » Au lieu de se rendre, le prince se précipita sur son adversaire, qui, en danger lui-même, lui porta dans la poitrine un coup mortel. Le prince Louis, par ses dehors brillants et plus encore par sa fougue indomptée, avait pris dans les

derniers temps sur les esprits un extrême ascendant : il était devenu l'idole de la cour et de l'armée. Sa mort remplit tous les camps de consternation. A l'ivresse présomptueuse des jours précédents succéda tout à coup un profond et universel découragement.

Pendant que la crainte et l'irrésolution enchaînaient l'ennemi dans son camp de Weimar, l'armée française opérait son mouvement sur la rive droite de la Saale. La route de Weimar à Berlin, qui était la grande ligne de retraite de l'armée royale, traverse la Saale au pont de Kœsen et passe par Naumbourg. L'important était de nous emparer de ce pont avant l'arrivée des Prussiens. Le 12 octobre, l'empereur transporta son quartier général à Gera, et, sans perdre un moment, il poussa Davoust et Murat avec la cavalerie légère sur Naumbourg et Bernadotte sur Dornbourg. Davoust et Murat atteignirent Naumbourg, le 13, avant les Prussiens, et s'emparèrent de magasins considérables qui y étaient rassemblés. De son côté, l'empereur, par un large mouvement de conversion sur sa gauche, se rabattit avec le reste de l'armée de Gera sur Iéna, où il espérait surprendre et envelopper toute l'armée prussienne. Tandis qu'il l'attaquerait de front, Davoust (troisième corps) fermerait au pont de Kœsen toute voie de retraite à l'ennemi sur Berlin, et Bernadotte (premier corps) se porterait de Dornbourg sur Apolda, point intermédiaire entre Iéna et le pont de Kœsen, afin de prendre à revers l'armée royale

et de consommer sa destruction. Toutefois Napoléon avait prévu le cas où la situation militaire commanderait à ses deux maréchaux d'opérer de concert, et il les avait autorisés à marcher ensemble. Malheureusement, Davoust seul reçut cette autorisation. Bernadotte ne fut point instruit officiellement des intentions de l'empereur, et cette omission faillit, comme nous le verrons, compromettre le salut du troisième corps.

C'est à Gera, le 12 octobre, que l'empereur répondit à la lettre du roi. « Sire, lui dit-il, Votre « Majesté m'a donné rendez-vous le 8 : en bon che« valier, je lui ai tenu parole ; je suis au milieu de « la Saxe. Qu'elle m'en croie, j'ai des forces telles « que toutes ses forces ne peuvent balancer long« temps la victoire. Mais pourquoi répandre tant « de sang? dans quel but? Si Votre Majesté m'eût « demandé des choses possibles par sa note, je les « lui eusse accordées. Elle a demandé mon dés« honneur ; elle devait être certaine de ma réponse. « La guerre est donc faite entre nous, l'alliance « rompue pour jamais. Mais pourquoi faire égorger « nos sujets? Je ne prise pas une victoire qui sera « achetée par la vie d'un bon nombre de mes en« fants. Si j'étais à mon début dans la carrière mi« litaire et si je pouvais craindre les hasards des « combats, ce langage serait tout à fait déplacé. « Sire, Votre Majesté sera vaincue : elle aura com« promis le repos de ses jours, l'existence de ses « sujets, sans l'ombre d'un prétexte. Elle est au-

« jourd'hui intacte et peut traiter avec moi d'une « manière conforme à son rang : elle traitera avant « un mois dans une situation différente.

« Sire, je n'ai rien à gagner contre Votre Majesté. « Je ne veux rien et n'ai rien voulu d'elle. La guerre « actuelle est une guerre impolitique : ce n'est pas « une grande nouvelle d'apprendre que la France est « du triple plus populeuse et qu'elle est aussi brave « et aguerrie que les États de Votre Majesté.

« Si Votre Majesté ne retrouve plus en moi un « allié, elle retrouvera en moi un homme désireux « de ne faire que des guerres indispensables à la « politique de mes peuples, et de ne pas répandre « le sang dans une lutte avec des souverains qui « n'ont avec moi aucune opposition d'industrie, de « commerce et de politique.

« Je prie Votre Majesté de ne voir dans cette let- « tre que le désir que j'ai d'épargner le sang des « hommes et d'éviter à une nation qui, géographi- « quement, ne saurait être l'ennemie de la mienne, « l'amer repentir d'avoir trop écouté des sentiments « éphémères qui s'excitent et se calment avec tant « de facilité chez les peuples. »

Cette lettre renfermait des vérités dures, et l'art n'avait rien fait pour adoucir, dans la forme, la rudesse du fond. Le lieu, le jour où elle a été écrite, la position respective des deux armées, tout porte à croire qu'elle était moins un acte sérieux de conciliation qu'une ruse de guerre ; que l'empereur avait voulu intimider Frédéric-Guillaume, jeter de

l'hésitation dans ses manœuvres et donner au premier et au troisième corps le temps d'accomplir leurs mouvements sur les derrières de l'armée prussienne.

Napoléon chargea un de ses officiers d'ordonnance, M. de Montesquiou, de se rendre en parlementaire au quartier général du roi et de lui remettre sa lettre. Mais cet officier fut arrêté dans la nuit du 13 octobre par les avant-postes de l'ennemi, pris pour un espion, et retenu prisonnier. La lettre de l'empereur fut envoyée directement au roi par le prince de Hohenlohe, et Frédéric-Guillaume ne la reçut que dans la journée du 14, sur le champ de bataille même d'Auerstedt et au plus fort de la mêlée.

Cependant l'anarchie était au comble dans le camp des Prussiens. Après l'échec de Saalfield, le prince de Hohenlohe et la plupart des généraux furent d'avis qu'il fallait, sans perdre une heure, lever le camp de Weimar, repasser la Saale et se retirer derrière la ligne de l'Elbe. Mais le duc de Brunswick hésita avant de prendre ce parti : il mit trois jours à se décider. Pendant ce temps, Davoust et Murat gagnèrent Naumbourg, et l'armée prussienne se trouva coupée des places de l'Elbe et des Russes, tournée sur sa gauche, et dans la même position que Mélas à Marengo et Mack à Ulm. Quand le généralissime apprit qu'une partie de nos forces marchaient sur Leipzig, il sentit la faute qu'il avait faite; il voulut la réparer, il n'était plus temps. Il

fut décidé que l'armée se partagerait en deux grandes masses, que le roi et le duc de Brunswick se porteraient avec 65,000 hommes, l'élite de leurs troupes, sur Freybourg, par Auerstedt et Naumbourg, et que le prince de Hohenlohe, soutenu par les Saxons du duc de Weimar et le corps du général Ruchel, resterait à Iéna afin de couvrir ce mouvement de retraite. La manœuvre des Prussiens resta ignorée de l'empereur jusqu'à la fin de la journée du 14, en sorte que, de part et d'autre, on fut dans une complète ignorance de la position et des vues de son adversaire. L'empereur croyait surprendre à Iéna toute l'armée prussienne, et il n'allait avoir à combattre qu'une de ses ailes. De son côté, le prince de Hohenlohe était persuadé que le mouvement sur Iéna était une fausse démonstration calculée pour masquer la direction de la grande armée sur Leipzig, quand c'était l'empereur en personne, à la tête du gros de ses forces, qui s'avançait sur lui. Enfin, le roi et le duc de Brunswick se précipitaient sur Naumbourg où ils craignaient de se trouver aux prises avec toute l'armée française, et ils ne devaient y rencontrer que le troisième corps commandé par le maréchal Davoust.

Le 13 octobre, nos colonnes débouchèrent sur Iéna, battirent le corps d'avant-garde du général Tauenzien, et le rejetèrent au delà de la ville, dans les défilés de Closwitz et de Cospoda. L'attaque fut si impétueuse que les Prussiens ne purent se maintenir sur le Landgrafenberg qui domine tout le pla-

teau situé entre l'Ilm et la Saale. Lannes gravit audacieusement les rampes escarpées de la montagne et s'en empara. Maîtres de ce point culminant, nous avions le double avantage d'embrasser l'ensemble des mouvements de l'ennemi et de lui cacher les nôtres. L'empereur employa toute la nuit du 13 au 14 à s'y établir fortement et à presser la marche de ses corps. Les divisions de Soult débouchèrent sur sa droite, celles d'Augereau sur sa gauche : Ney s'avança derrière Augereau.

Les forces du prince de Hohenlohe, sans y comprendre le corps de Ruchel, s'élevaient environ à 55,000 hommes. Napoléon en avait 80,000. Le 14 au matin, il faisait un brouillard si épais, et les deux armées étaient si proches l'une de l'autre, que leurs avant-postes se touchaient en quelque sorte. Les troupes du général Tauenzien occupaient les défilés de Closwitz et de Cospoda, en face du Landgrafenberg, et nos troupes, resserrées dans un étroit espace, ne pouvaient se mouvoir. Il leur fallait d'abord conquérir un champ de bataille.

A huit heures, Napoléon monta à cheval, et, parcourant au galop ses lignes d'infanterie, il leur adressa ces simples et magiques paroles : « Soldats ! « cette armée prussienne si fière est tournée comme « celle de Mack à Ulm : elle ne combat plus que « pour s'ouvrir un passage. Le corps qui la laisserait « passer se déshonorerait. » L'armée lui répondit par ce cri d'enthousiasme : « En avant, vive l'empereur ! » Lannes, Soult et Ney se précipitèrent aus-

sitôt sur les troupes de Tauenzien et les dépostèrent successivement des villages de Closwitz, de Lutzerode et de Cospoda.

Le prince de Hohenlohe était tranquille dans son camp, à Capellendorf, quand on vint lui apprendre que des masses profondes débouchaient d'Iéna et que le corps de Tauenzien pliait sur tous les points. Aussitôt, il expédie au général Ruchel l'ordre d'accourir de Weimar, et lui, à la tête de ses colonnes, s'avance à la rencontre des Français. Bientôt, les deux armées sont aux prises. A mesure que le champ de bataille s'agrandit, celles de nos divisions qui sont restées en arrière du Landgrafenberg débouchent et se déploient.

La lutte ne pouvait se prolonger longtemps. Assaillie par quatre-vingt mille hommes qui combattent avec furie sous les yeux de leur empereur, la ligne prussienne ne peut soutenir un tel choc : sur tous les points elle plie et se rompt. Sa gauche, enfoncée et débordée par Soult, est presque anéantie; Lannes et Ney foudroient son centre à Vierzehnheiligen; enfin Augereau met sa droite en déroute au village d'Iserstedt. L'armée prussienne tout entière fuit sur Weimar, quand le général Ruchel parait avec ses 20,000 hommes, rallie les fuyards et les ramène au combat : la lutte recommence. Mais Napoléon ne laisse pas aux Prussiens le temps de recomposer leurs lignes brisées. Soult, Augereau et Murat fondent sur les troupes de Ruchel, les entament sur leur front et sur leurs flancs, les enve-

loppent, et, après une heure de combat, les mettent en déroute complète. Ruchel, atteint d'un coup de feu, est entraîné loin du champ de bataille. L'armée vaincue se retire dans un désordre extrême derrière l'Ilm, au delà de Weimar.

Le jour même où l'empereur battait à Iéna le prince de Hohenlohe, Davoust s'immortalisait à Auerstedt, en détruisant avec 33,000 hommes l'armée royale qui en comptait 65,000. Partie de Weimar, le 13 au matin, elle était arrivée le soir du même jour au village d'Auerstedt. Elle se portait sur l'Elbe, non par la grande route de Weimar que les Français occupaient déjà, mais par celle de Freybourg qui se bifurque sur la première, au village d'Eckartsberg, à une petite distance du pont de Kœsen. Davoust était maître de ce pont et de Naumbourg; mais il y était seul. Murat avait rejoint l'empereur à Iéna, et Bernadotte s'était porté sur Apolda. Davoust avait tout fait pour le retenir; il lui avait montré les instructions qui l'autorisaient à marcher et agir de concert avec le premier corps. S'adressant à sa vanité, il lui avait généreusement offert le commandement des deux corps d'armée qui, réunis, eussent composé un effectif de plus de 60,000 hommes. Mais Bernadotte avait refusé obstinément, alléguant l'ordre précis qu'il avait reçu de marcher de Dornbourg sur Apolda. En se séparant du troisième corps, il le plaça dans un péril immense, et condamna ses propres troupes à l'inaction dans ce grand jour où l'armée française

se couvrit deux fois d'une gloire incomparable.

Le 14, de très-grand matin, les troupes de Davoust et celles du roi s'ébranlèrent en même temps; celles du maréchal, pour déboucher du pont de Kœsen et s'emparer de la route de Freybourg; les secondes, pour gagner l'Elbe par cette même route. La division Schmettau eut mission d'occuper le plateau d'Hassenhausen qui domine le ravin de Kœsen, de contenir les colonnes de Davoust, et de couvrir le flanc droit de l'armée royale en marche sur Freybourg. Cette armée était plus forte du double que celle des Français. Toutes les troupes d'élite de la Prusse, les gardes en faisaient partie. La cavalerie était superbe : elle ne comptait pas moins de 12,000 chevaux. Autour du roi étaient groupés toutes les illustrations militaires du royaume et les princes de sa maison ; le généralissime duc de Brunswick, le vieux Mœllendorf, Blücher, Schmettau, Kalkreuth, le prince d'Orange, les princes Henri et Guillaume de Prusse. Tous allaient combattre sous les yeux de leur souverain, avec la conviction qu'à l'issue de cette grande bataille étaient attachés l'honneur et l'existence de la monarchie.

Au moment où la division Schmettau, soutenue par la cavalerie de Blücher, débouchait sur le plateau d'Hassenhausen, la division Gudin qui ouvrait la marche du troisième corps y montait du côté opposé, et aussitôt la lutte s'engagea, sanglante et terrible. Schmettau, Blücher et Wartensleben assaillirent avec furie la division française et firent de

vains efforts pour la culbuter dans le ravin de Kœsen. Bientôt, la division Friant vint au secours de celle de Gudin et, prenant la droite, repoussa et mit en fuite la cavalerie de Blücher. Alors le roi fit entrer en ligne ses masses d'infanterie. Ce mouvement, qui aurait dû être décisif, se fit avec la régularité et la froideur d'une manœuvre de parade. Nos colonnes au contraire déployèrent un élan incomparable et firent reculer les Prussiens. La division Wartensleben fléchit la première. Le duc de Brunswick veut la ramener sur le village d'Hassenhausen : une balle l'atteint au-dessus des yeux et lui fracture le crâne. Wartensleben et Schmettau tombent frappés à leur tour. Le prince d'Orange accourt à la tête de sa division, raffermit un moment la ligne ébranlée des Prussiens ; mais lui-même est atteint d'un coup de feu et entraîné loin du champ de bataille. De son côté, Davoust, assailli par toute l'armée ennemie, est menacé d'être culbuté dans le ravin. En ce péril extrême, il déploie une fermeté sublime. La tête nue, l'épée à la main, il soutient le courage de ses soldats. Cependant, un effort de plus de la part de l'ennemi, et tous vont succomber, quand la division Morand paraît à son tour et vient dégager la gauche de Gudin qui déjà est presque tournée. Dans ce moment, le prince Guillaume se précipite à la tête de la cavalerie du centre sur les bataillons disposés en échiquier du général Morand; mais ses escadrons, comme ceux de Blücher, viennent se briser contre une muraille d'acier. Le

prince subit le même sort que la plupart des généraux prussiens : une balle vient le frapper et l'oblige à quitter l'arène sanglante où se décide le sort de sa maison. Ses escadrons, privés de leur chef et cruellement décimés, lâchent pied et s'enfuient sur Neusaltz et Auerstedt.

Après le malheur arrivé au duc de Brunswick, le maréchal de Mœllendorf avait pris le commandement de l'armée. La fortune, si cruelle en ce jour pour la monarchie, n'épargna point les cheveux blancs du vieillard : lui aussi reçut une blessure mortelle. C'est alors que le roi au désespoir fit avancer ses réserves : il se mit à leur tête et fondit intrépidement sur la division Morand : derniers et impuissants efforts ! les soldats héroïques de Davoust restèrent inébranlables sous le choc impétueux des gardes.

Pendant que Morand tenait en échec la droite des Prussiens, Gudin et Friant débordaient leur gauche et menaçaient Eckartsberg qui était le point décisif. Davoust brûlait de s'en emparer. L'armée royale avait perdu la plupart de ses généraux et une grande partie de son artillerie : elle était plongée dans la stupeur et avait cessé de nous opposer une contenance ferme. Davoust saisit ce moment pour lancer Gudin et Friant sur Eckartsberg. La division Schmettau, à moitié détruite, fut incapable de leur résister : elle recula, et toute la ligne se rompit. Alors le général Petit gravit avec 400 hommes les hauteurs d'Eckartsberg, en déposta les Prussiens

et leur prit trente-deux pièces de canon. Ce hardi mouvement porta le dernier coup à l'armée royale. Elle n'était pas seulement vaincue ; mais, refoulée sur Auerstedt et Apolda par Davoust, menacée par Napoléon et par Bernadotte qui s'avançaient, l'un d'Iéna, l'autre de Dornbourg, coupée de ses magasins et des places de l'Elbe, il ne lui restait plus une seule chance de salut.

Dans l'ignorance des infortunes arrivées au prince de Hohenlohe et au général Ruchel, Frédéric-Guillaume avait ordonné la retraite sur Weimar, espérant se rallier à ces deux généraux. Ses colonnes fuyaient dans cette direction quand elles vinrent se heurter, près d'Apolda, contre l'avant-garde de Bernadotte. Là, elles apprirent à la fois, et le désastre d'Iéna, et l'occupation de Weimar par les Français, et l'approche du premier corps. La terreur s'empare alors de ces malheureuses troupes : tout fuit, tout se disperse. La nuit, nuit funèbre, vient mettre le comble au désordre. La panique gagne les équipages du train : ils coupent les traits des chevaux et abandonnent tout, les caissons, les fourgons et les canons. Les fuyards d'Iéna viennent se croiser à Bultelstedt avec ceux d'Auerstedt. Dans ce pêle-mêle effroyable de soldats débandés et mourant de faim, de bagages et de fourgons qui se heurtent en tous sens, ou qui jonchent la route de leurs débris, toute discipline est rompue. L'instinct de la conservation étouffe dans le cœur des plus fermes le sentiment de la discipline et du devoir : les co-

lonnes, privées de leurs chefs presque tous tués ou blessés, errent à l'aventure. On ne songe plus qu'à se soustraire aux horreurs de la faim ou au fer de l'ennemi. Les plus faibles jettent leurs armes, se répandent dans les campagnes et se cachent dans les villages : d'autres veulent s'ouvrir une issue du côté de la Saale et vont tomber au milieu des bivacs du premier corps. Les mieux inspirés se retirent sur Sommerda. C'était la direction qu'avait prise le roi. Ce malheureux prince arriva le 16 octobre à Sondershausen, escorté par un régiment des gardes et un bataillon de grenadiers. Il n'y séjourna que deux heures, remit le commandement suprême de l'armée au prince de Hohenlohe, et, après avoir désigné Magdebourg comme le point de ralliement des troupes, il partit en toute hâte pour ses provinces du nord, afin d'y lever de nouvelles forces et de hâter la marche des Russes.

Dans cette journée si glorieuse pour nos armes, si désastreuse pour la Prusse, l'armée royale perdit 32,000 hommes, tués ou blessés, la plupart de ses généraux, vingt-cinq mille prisonniers, soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, d'immenses approvisionnements et presque tous les équipages. Ceux qui s'étaient soustraits à la mort, aux mains du vainqueur ou à la désertion, étaient dans la démoralisation la plus affreuse. Il y avait encore des détachements épars et intacts, des soldats égarés qui, rendus à la voix du devoir, s'efforçaient de rejoindre leurs corps; mais une armée compacte,

régulière, organisée, il n'y en avait plus : elle était brisée, mise en pièces, anéantie. La monarchie prussienne était à la discrétion absolue de Napoléon.

Frédéric-Guillaume avait reçu au milieu de la bataille d'Auerstedt la lettre de l'empereur datée de Gera. Avant son désastre, elle eût certainement blessé sa fierté. Mais les jours d'orgueil étaient passés pour ce prince infortuné ; il n'y avait plus de place dans son cœur que pour l'humilité et la résignation. Arrivé à Sommerda, il envoya en toute hâte à l'empereur le comte de Denhof pour lui dire « qu'il avait reçu sa lettre au milieu même de la « bataille d'Auerstedt, qu'il lui avait donc été im- « possible de prendre en considération les senti- « ments pacifiques qu'elle renfermait. Il déplorait « amèrement l'erreur qui avait empêché M. de Mon- « tesquiou d'accomplir jusqu'au bout sa mission. « Peut-être eût-elle prévenu une déplorable effusion « de sang ! La fortune avait prononcé : il proposait « à l'empereur de régler de suite avec lui les bases « d'un armistice. » Napoléon répondit « que le mo- « ment n'était pas venu de négocier une suspension « d'armes, que la campagne venait à peine de s'ou- « vrir, et qu'avant de traiter il devait recueillir les « fruits de sa victoire. »

Il divisa son armée en deux parties. Murat, Soult et Ney furent lancés sur les traces des colonnes ennemies qui se retiraient sous le canon de Magdebourg ; puis, avec les corps de Davoust, de Berna-

dotte, de Lannes et la garde, il se porta en toute hâte sur l'Elbe et sur Berlin.

Le 15 au matin, Murat et Ney arrivèrent sous les murs d'Erfurt et l'investirent. Le duc de Brunswick y avait réuni des magasins considérables et son grand parc d'artillerie; mais, par une inconcevable incurie, il avait négligé de la fortifier. Elle était alors encombrée de fuyards, de soldats et de généraux blessés. Parmi ces derniers étaient le prince d'Orange, Grawert, Zweiffel et le feld-maréchal Mœllendorf qui s'y mourait. Le gouverneur terrifié n'essaya même pas de se défendre : le 16, il nous livra la place, 14,000 prisonniers, 120 pièces de canon et des approvisionnements considérables.

Conformément aux ordres du roi, Blücher et Kalkreuth s'efforçaient de gagner avec les débris de l'armée royale la place de Magdebourg. Le premier s'avançait de Colleda sur Weissensée avec six mille chevaux quand il trouva cette ville déjà occupée par les dragons de Klein. Dans l'état de dislocation où était sa troupe, il n'osa engager le combat, et, usant d'un stratagème que les lois de la guerre ne sauraient excuser, il osa affirmer sur l'honneur que Napoléon avait accepté l'armistice proposé par le roi. Klein eut la simplicité de le croire et le laissa passer. Kalkreuth, atteint à Greussen par le maréchal Soult, voulut aussi se tirer d'embarras par un mensonge, sans toutefois, comme Blücher, engager sa parole. Mais Soult, plus avisé que Klein, feignit d'abord d'ajouter foi aux déclarations du général

ennemi, et attendit que toutes ses troupes l'eussent rejoint; puis quand il eut son corps réuni tout entier sous sa main, il rompit les conférences, se précipita sur les colonnes de Kalkreuth et les poursuivit sans relâche jusque sous les murs de Magdebourg, où elles arrivèrent haletantes et dans un désordre inexprimable. Elles opérèrent leur jonction avec les troupes du prince de Hohenlohe, qui déjà s'étaient réfugiées dans la place.

L'un des premiers soins de l'empereur, après la journée d'Iéna, fut de rompre l'alliance forcée qui attachait la Saxe à la Prusse. La victoire avait fait tomber entre ses mains six mille prisonniers saxons, et parmi eux, un grand nombre d'officiers. Arrivé à Weimar, il réunit ces derniers en cercle autour de lui et il leur dit « qu'il n'avait pris les armes que « pour assurer l'indépendance de la Saxe et empê« cher qu'elle ne fût incorporée à la Prusse; » puis il ajouta : « Mon intention est de vous renvoyer « tous chez vous, si vous me donnez votre parole « de ne jamais servir contre la France. » Tous prêtèrent le serment exigé d'eux, et six mille hommes furent ainsi rendus à leur patrie. L'électeur se montra touché du procédé de Napoléon. Le 23 octobre, il annonça qu'il séparait ses armes de celles de la Prusse et qu'il embrassait la neutralité.

Dans leur détresse, les Prussiens n'avaient pas le choix des partis à prendre. Ils ne pouvaient plus espérer de sauver Berlin. Il ne leur restait plus qu'à rallier leurs corps battus et dispersés, à fuir au plus

vite vers l'Oder, et à aller se réunir aux Russes. Mais des deux routes qui mènent de Magdebourg, où s'étaient réfugiés les débris de l'armée royale, à Stettin, nous tenions la plus courte, celle qui passe par Berlin. Les Prussiens étaient forcés de faire un long circuit en passant par Rathnau, Zehdenick et Prenslow : c'était la route du Nord. Nous étions donc en mesure d'arriver sur le bas Oder avant eux et de les anéantir. Le lendemain de sa victoire, Napoléon avait dirigé Bernadotte sur Hall, Davoust sur Wittemberg, Lannes sur Dessau. De son côté, Murat, après avoir porté l'épouvante avec sa redoutable cavalerie dans les rangs des fuyards d'Iéna, était accouru à toute bride et s'était élancé sur la route de Berlin à Stettin, afin de déborder l'armée royale et de la couper de l'Oder. Toutefois, une chance de salut restait peut-être encore aux troupes de Hohenlohe. Le prince Eugène de Wurtemberg occupait la place de Hall sur la Saale avec une réserve de 16,000 hommes. La destination primitive de ce corps avait été de rallier l'armée en cas de revers. Mais les débris de cette armée ayant été rejetés violemment sur Magdebourg, le prince de Wurtemberg ne devait plus avoir qu'une pensée, c'était de ralentir par d'habiles manœuvres la marche de nos colonnes, de couper les ponts de la Saale, de l'Elbe, de donner ainsi au prince de Hohenlohe le temps de nous prévenir sur le bas Oder, et d'aller ensuite se réunir lui-même à l'armée royale. Mais, ignorant sans doute le véritable état des choses, le

prince de Wurtemberg perdit un temps précieux. Il avait été informé que deux bataillons étaient partis de Magdebourg pour venir le rejoindre par la rive gauche de la Saale. Il se préoccupa plus de leur sort que de celui de l'armée. De peur de les compromettre, il n'osa brûler les ponts de Hall; et, lorsque le premier corps se présenta pour les occuper (17 octobre), le prince eut la témérité d'engager avec Bernadotte une lutte inégale. Les troupes de ce maréchal avaient à racheter les fautes de leur chef. Seules, dans la grande journée du 14, elles n'avaient pris aucune part aux périls et aux triomphes de l'armée. Impatientes de mettre leur gloire de pair avec celle des autres corps, elles se précipitèrent avec furie sur les canons qui défendaient les ponts de Hall, chassèrent les Prussiens de la ville, les poursuivirent sur les hauteurs qui la dominent, et les rejetèrent en désordre sur Dessau et Magdebourg, après leur avoir tué ou blessé 2,500 hommes, pris 22 canons, et fait 5,000 prisonniers. Les deux bataillons qui arrivaient de Magdebourg furent entourés à Krollwitz par les troupes de Drouet et de Tilly et mirent bas les armes.

De leur côté, Davoust et Lannes se portèrent, le premier sur Wittemberg où il arriva le 23 octobre, à temps pour empêcher la destruction du pont, le second sur Dessau où il se mit en communication avec le troisième corps. Ainsi, moins de dix jours après la bataille d'Iéna, nous étions maîtres de tous les passages de la Saale et de l'Elbe et à deux mar-

ches seulement de Berlin. Magdebourg, qui est le boulevard occidental de la monarchie, n'était plus qu'un point isolé et sans importance depuis que la ligne de l'Elbe dont elle forme la tête était forcée.

Parti de Naumbourg le 18 octobre, l'empereur traversa la plaine de Rosbach où il fit abattre cette colonne. monument élevé par Frédéric à la honte du prince de Soubise, et prit possession, le 24 octobre, de la ville et du château de Potsdam. Tout, dans cette résidence royale, était plein encore des souvenirs de Frédéric II. Napoléon parcourut ces lieux embellis et illustrés pendant quarante ans par le héros du XVIIIe siècle. Il alla saluer la tombe qui renferme sa précieuse dépouille. Que d'orgueil et de tristesse durent tour à tour exalter et assombrir son âme en présence de cette ombre auguste ! Un jour lui avait suffi pour abattre une monarchie qui avait lutté pendant sept années contre la moitié de l'Europe : il en était le maître aujourd'hui. Sa puissance et sa gloire laissaient bien loin derrière elles celles du grand roi. Mais qu'est-ce que la gloire, qu'est-ce que la force, sans la sanction du temps? Il avait construit un édifice immense. Durerait-il seulement ce qu'avait duré l'œuvre de Frédéric? Emporté par les événements non moins que par l'élan de sa pensée dans une sphère de grandeur indéfinie, où s'arrêterait cette course brillante dont chaque pas était marqué par quelque nouveau prodige de force et de génie? Quel sort lui était-il réservé à lui-même? Après avoir touché aux limites

suprêmes de la puissance humaine, n'était-il pas destiné à étonner le monde à son tour par l'éclat et la rapidité de sa chute?

Rien n'avait été changé dans l'ameublement du palais de Potsdam. Nos succès et notre marche avaient été si rapides, la stupeur et le trouble si profonds dans l'âme de nos ennemis, qu'ils n'avaient pas même soustrait à la main du vainqueur les insignes de Frédéric. Son cordon de l'Aigle Noire, sa ceinture de général, son hausse-col, son épée, tout était à la même place, le 24 octobre 1806, que le lendemain de sa mort. L'empereur s'en saisit et dit: « J'en fais présent à l'hôtel des Invalides de Paris. « Les vieux soldats de la guerre du Hanovre ac- « cueilleront avec un respect religieux tout ce qui « appartient à l'un des premiers capitaines dont « l'histoire conservera le souvenir. »

Les droits de la victoire ne sauraient s'étendre jusqu'à la tombe. Ces insignes faisaient pour ainsi dire partie du domaine de la mort; ils appartenaient aux cendres du héros prussien. Il y aurait eu plus de véritable grandeur à n'y point toucher.

De Potsdam, l'empereur s'avança sur Berlin. En tête de l'armée marchait le troisième corps : cet honneur était bien dû aux vainqueurs d'Auerstedt. A force de génie, Napoléon avait désarmé jusqu'à la haine des vaincus. Son entrée dans la capitale de la Prusse fut presque une ovation, tant le peuple, avide de contempler ses traits, parut en sa présence saisi d'une sorte d'admiration. Il put alors se

convaincre combien il lui eût été facile de révolutionner la Prusse et de s'attacher les classes moyennes et le peuple, en les émancipant. Ce qu'il pouvait faire, un autre l'exécutera : ce véhicule auquel sa main n'ose toucher, Stein apprendra bientôt aux rois le secret de s'en servir, et il deviendra l'arme avec laquelle, plus tard, ils vengeront quinze années d'affronts et de désastres et briseront le colosse.

Lorsque l'empereur eut monté les degrés du vieux palais, une députation du corps municipal se présenta pour lui faire hommage et soumission. En tête de la députation marchait le gouverneur civil de Berlin, le prince d'Hazfeldt. Humble et soumis dans ses proclamations aux habitants, il entretenait avec le roi une correspondance secrète, et abusait du caractère tout civil de ses fonctions pour lui transmettre des informations complètes et précises sur la force et la direction de nos corps. Une de ses lettres était tombée entre les mains de l'empereur. A la vue du prince, les traits de Napoléon se contractèrent, et il lui dit avec un geste plein de colère : « Ne vous présentez pas devant moi ; je n'ai pas « besoin de vos services ; retirez-vous dans vos « terres. » Ce n'était point dans ses terres, mais à la mort qu'il envoyait ce malheureux prince. Il voulait, par un exemple terrible, décourager toute tentative de soulèvement. Le prince d'Hazfeldt avait été livré à une commission militaire, et le jugement devait être exécuté le jour même, avant six heures du soir. La princesse d'Hazfeldt apprend le

danger qui menace la tête de son mari. Conseillée et guidée par Duroc, elle court se jeter aux genoux de l'empereur, qu'elle inonde de ses larmes, et, d'une voix déchirante, elle implore sa clémence. Napoléon se laissa toucher : il releva la princesse avec bonté et lui montra la lettre du prince. Elle répondit en sanglotant : « Oh ! c'est bien là son écri-« ture. » « Lorsqu'elle lisait, écrivait l'empereur à « l'impératrice Joséphine, son accent allait à l'âme; « elle me fit peine. Je lui dis : Eh bien ! madame, « jetez cette lettre au feu; je ne serai plus assez « puissant pour faire condamner votre mari. Elle « brûla la lettre et me parut bien heureuse. Son « mari est depuis fort tranquille ; deux heures plus « tard, il était perdu. »

L'adulation, qui altère tout ce qu'elle touche, a transformé en acte de haute clémence ce qui n'était qu'un simple mouvement d'équité. Le prince d'Hazfeldt était coupable aux yeux du vainqueur : il ne l'était ni aux yeux de son souverain ni au tribunal de la conscience humaine. Si Napoléon l'avait fait mourir, il eût usé sans doute des droits de la guerre, mais il eût soulevé contre lui toutes les âmes généreuses, et le sang du prince d'Hazfeldt, comme celui de l'infortuné Palm, de Nuremberg, aurait fait tache sur sa glorieuse mémoire.

C'est avec un sentiment de sombre douleur, pour obéir à une nécessité inflexible, que Napoléon a dirigé ses armes contre la Prusse. Il l'a vaincue, terrassée : mais sa victoire est sans joie, sans ivresse :

au lieu de le calmer, elle l'enflamme, elle l'irrite contre les instigateurs de cette guerre fatale. C'est que ce n'est point un véritable ennemi, mais un allié naturel qu'il vient de renverser. Un secret pressentiment l'avertit qu'en frappant cette monarchie, il s'est frappé lui-même. Aussi sa vengeance déborde; elle ne s'arrête point même devant une tête auguste que son sexe et son rang auraient dû garantir. Déjà, dans un premier bulletin, on lisait ces paroles amères : « La reine de Prusse est à l'ar- « mée, habillée en amazone, portant l'uniforme de « son régiment de dragons, écrivant vingt lettres « par jour, pour exciter de toutes parts l'incendie : « il semble voir Armide mettre, dans son égare- « ment, le feu à son propre palais. » Après la journée d'Iéna, l'empereur, d'une main impitoyable, enfonce plus avant encore les traits de sa haine. « La reine, dit le huitième bulletin, a été plusieurs « fois en vue de nos postes. Elle est dans des transes « continuelles. La veille, elle avait passé son régi- « ment en revue : elle excitait sans cesse le roi et « les généraux ; elle voulait du sang : le sang le « plus précieux a coulé. »

Napoléon ne traite pas avec moins de dureté l'essaim des courtisans dont les funestes conseils ont conduit la Prusse à sa perte. Un jour, dans une solennelle audience, il dit avec une colère calculée : « Je rendrai cette noblesse de cour si petite qu'elle « sera obligée de mendier son pain. »

Il fit à Berlin ce qu'il n'avait osé faire à Vienne ;

il brisa le lien de fidélité qui attachait tous les fonctionnaires de la Prusse à leur souverain légitime, et leur imposa l'obligation de lui prêter à lui-même serment d'obéissance.

Du champ de bataille d'Auerstedt, le duc de Brunswick s'était fait transporter d'abord à Colleda, puis à Blackenbourg, où il avait commencé à prendre un peu de repos. Mais, bientôt, l'approche de nos colonnes l'avait forcé de se remettre en route, malgré ses vives souffrances, et il avait gagné, non sans peine, le 20 octobre, la ville de Brunswick. Dans sa détresse, il écrivit à l'empereur pour lui recommander son duché, et il chargea son maréchal du palais de lui porter cette lettre. « Dites aux « habitants de Brunswick, répondit l'empereur à « l'envoyé du prince, qu'ils trouveront dans les « Français des ennemis généreux. Dites au *général* « *Brunswick* qu'il sera traité avec tous les égards « dus à un officier prussien ; mais que, dans un « officier prussien, je ne puis reconnaître un sou- « verain. S'il arrive que la maison de Brunswick « perde la souveraineté de ses ancêtres, elle ne « pourra s'en prendre qu'à l'auteur de deux guerres, « qui, dans l'une, voulut saper jusqu'en ses fonde- « ments la grande capitale, qui, dans l'autre, pré- « tendit déshonorer deux cent mille braves qu'on « parviendrait peut-être à vaincre, mais qu'on ne « surprendra jamais hors du chemin de l'honneur « et de la gloire. Beaucoup de sang a été versé en « peu de jours : de grands désastres pèsent sur la

« monarchie prussienne. Qu'il est digne de blâme « cet homme qui pouvait les prévenir, si, comme « Nestor, élevant la parole au milieu des conseils, « il avait dit : Jeunesse inconsidérée, taisez-vous ; « femmes, retournez à vos fuseaux ; et vous, sire, « croyez-en le compagnon du plus illustre de nos « prédécesseurs : puisque l'empereur Napoléon ne « veut pas la guerre, ne le placez pas entre la gloire « et le déshonneur ! »

Ces reproches n'étaient que trop fondés : mais adressés à un vieillard mourant, ils étaient bien durs. Il y avait à peine cinq jours que le duc était de retour dans son palais, quand la crainte de tomber entre nos mains l'obligea encore de fuir dans la direction d'Altona. Ses angoisses et sa marche à travers les sables et les bruyères enflammèrent son sang : son cerveau s'entreprit, et, arrivé à la petite ville d'Oltensée, il lui fut impossible d'aller plus loin. Il expira dans les bras de son fils, le duc d'OEls, qui jura sur sa cendre de le venger, et qui tint parole.

Cependant le prince de Hohenlohe n'avait fait que paraître à Magdebourg. L'ardeur avec laquelle Murat et Ney l'avaient poursuivi, la crainte, s'il prolongeait son séjour dans la place, d'y être bloqué, l'impatience de rallier la cavalerie de Blücher et le corps du duc de Weimar, enfin surtout l'espoir de nous gagner de vitesse sur le bas Oder, ne lui avaient pas laissé le choix des partis à prendre. Rassemblant tout ce qu'il avait de troupes, il était

sorti de Magdebourg le 21 octobre, et s'était dirigé par la route de Rathenau et de Zehdenick sur Stettin. S'il parvenait à opérer sa jonction avec les troupes de Blücher et celles du duc de Weimar, qui se portaient en ce moment sur le bas Elbe, il aurait encore sous ses ordres 50,000 hommes, dont 40,000 d'infanterie, et 10,000 de cavalerie. Mais le maréchal Soult poursuivit Blücher et le duc de Weimar avec une telle ardeur, qu'il leur fut impossible d'opérer leur jonction avec l'armée royale. Le duc venait de passer l'Elbe quand il reçut du roi de Prusse l'ordre de quitter le commandement de son corps et de le remettre entre les mains du général Winning. Après la défection de la cour de Dresde, Frédéric-Guillaume n'avait plus voulu retenir à son service un prince de la maison de Saxe.

Le prince de Hohenlohe, privé de magasins et forcé de traverser au pas de course un pays pauvre, divisa l'armée royale en trois colonnes trop espacées pour que, dans le désordre d'une retraite aussi précipitée, il leur fût possible de marcher toujours de front et dans un ordre régulier. Ainsi l'infanterie s'avança sur Stettin par Rathenau, Ruppin et Prenslow. La cavalerie de Blücher, rejetée fortement à gauche, dut se porter sur Witstock. Enfin, une troisième colonne, plus faible que les autres, fut chargée de flanquer la droite de l'armée et dirigée en corps d'avant-garde sur Zehdenick : elle était commandée par le général Schimmelpenninck. La route de Rathenau à Stettin, par laquelle s'avan-

çait l'ennemi, se rencontre à Zehdenick avec celle d'Oranienbourg, que suivaient les Français. Zehdenick était donc le point décisif de la ligne de retraite des Prussiens : il leur importait absolument de nous y prévenir : leur salut en dépendait. Mais leur marche se fit avec si peu d'ensemble, et nos colonnes arrivèrent si impétueusement, qu'ils furent débordés. Il n'y eut que leur faible corps d'avant-garde qui atteignit Zehdenick un peu avant la cavalerie de Murat : c'était le 25 octobre. Murat, suivi de près par le maréchal Lannes, culbuta le corps d'armée du général Schimmelpenninck sur Prenslow et marcha rapidement sur Stettin. La route de Zehdenick se trouvant interceptée, le prince de Hohenlohe se rejeta à gauche sur Furstemberg avec l'intention de gagner Prenslow par Lychen et Boitzembourg, et l'espoir de rallier la cavalerie de Blücher. Mais ce général n'eut pas le temps de rejoindre le prince, et toute chance de salut fut perdue pour l'armée royale. L'impétueux Murat et le maréchal Lannes, avec une partie de son corps d'armée, l'avaient gagnée de vitesse à Prenslow. Au moment où les colonnes prussiennes débouchaient dans les rues de cette ville, ils fondirent sur elles avec furie, les enveloppèrent de toutes parts et les sommèrent de mettre bas les armes.

Le prince de Hohenlohe affecta d'abord une contenance intrépide et répondit qu'il ne se rendrait pas. Murat lui envoya, pour vaincre sa résistance, son chef d'état-major, le général Belliard. Nouveaux

refus du prince. Alors Murat lui demande une entrevue : il lui peint sa situation désespérée, lui montre les défilés de Locknizt occupés par nos troupes, toute voie de retraite sur l'Oder fermée, et l'armée royale réduite à l'alternative de poser les armes ou de mourir. Le prince se rend enfin. Il assemble ses officiers et leur dit : « Nos troupes sont harassées « par les fatigues et les marches de nuit. Les subsis- « tances et les fourrages qui nous étaient destinés « sont tombés dans les mains de l'ennemi, et il n'y a « aucun moyen de s'en procurer en deçà de Stettin. « Nous avons perdu une batterie ; l'artillerie n'a « plus à tirer que cinq coups par pièce. Nous som- « mes tournés sur nos deux flancs, et le corps du « maréchal Lannes est en marche. Si quelqu'un de « vous, messieurs, sait un moyen de salut, qu'il « parle. »

Quelques-uns, en petit nombre, proposèrent de s'ouvrir un passage l'épée à la main à travers nos colonnes : mais le sentiment du péril commun étouffa cet audacieux élan ; et la majorité n'opposa aux tristes paroles du général en chef qu'un morne abattement et des sanglots. Les troupes royales, réduites à 16,000 hommes d'infanterie, à six régiments de cavalerie et à 64 pièces de canon, précieux débris de la grande armée qui avait succombé à Iéna, se rendirent à discrétion le 28 octobre.

Cette capitulation mit le comble aux malheurs de la Prusse. Son premier effet fut d'entraîner la ruine de tous les corps isolés qui n'avaient pu re-

joindre le prince de Hohenlohe. La division Hagel, qui se portait sur Stettin par Passwalck, et une colonne de 4,000 hommes surprise à Anklam mirent bas les armes, le 29 et le 31.

De toute l'armée royale, il ne restait plus que deux corps, celui de Blücher et celui de Winning. Blücher était arrivé le 28 à Boitzembourg : il se disposait à marcher sur Prenslow quand il apprit la capitulation du prince de Hohenlohe. Plus d'espoir pour lui d'atteindre l'Oder. Dans cette extrémité, il résolut de gagner Stralsund, de s'y embarquer et de gagner par mer la place de Dantzick. Il appela à lui le général Winning, réunit par cette jonction 22,000 hommes sous son commandement et se porta à marches forcées sur la Baltique. Mais déjà Murat l'avait débordé dans cette direction. A peine eut-il fait mettre bas les armes au prince de Hohenlohe que, traversant comme l'éclair Demnin, il apparut soudainement, le 3 novembre, à Gustrow, et força Blücher à se rabattre sur le Mecklembourg. Tandis que Murat menaçait sa droite, Bernadotte le pressait sur ses derrières, et Soult sur son flanc gauche. Traqué de tous côtés par trois corps d'armée dont un seul aurait suffi pour l'anéantir, Blücher prit un parti désespéré : ce fut de se jeter dans Lubeck, d'armer ses remparts, de nous arrêter un jour ou deux, de faire embarquer ses troupes sur la Trave et de gagner la Baltique. Lubeck voulut protester contre l'attentat porté à son indépendance. Le général prussien répondit que le salut de ses

troupes passait avant toutes considérations, et le 5 novembre, il prit violemment possession de la ville. Fortifiée autrefois, elle était aujourd'hui démantelée ; mais quelques anciens ouvrages subsistaient encore, et Blücher les fit armer à la hâte avec ses canons de campagne. Bernadotte, Murat et Soult étaient sur ses pas : ils ne lui laissèrent pas le temps d'achever ses dispositions, et, dans la nuit du 5 au 6 novembre, leurs colonnes d'avant-garde commencèrent à battre en brèche les murs de la ville. Blücher venait de se retirer dans une maison pour y prendre un peu de repos quand un tumulte effroyable s'élève ; il s'informe et il apprend que les Français ont forcé une des portes de Lubeck et font irruption dans ses murs. Il s'élance aussitôt et vole à la tête de ses troupes. A peine a-t-il quitté le seuil de la maison que nos soldats arrivent, la cernent et y font prisonniers tous ses officiers d'état-major. C'était la brigade du général Frère, du corps de Bernadotte, qui avait enfoncé la porte de Mecklembourg et ouvert l'accès de la ville aux autres divisions. Lubeck, si paisible, si florissante quelques jours auparavant, se trouva tout à coup transformée en champ de bataille. Les troupes de Blücher, électrisées par l'indomptable énergie de leur chef, déployèrent une résistance héroïque. On eût dit qu'elles avaient pris à tâche de réhabiliter par leur belle conduite la réputation des armes prussiennes. Mais tandis qu'elles luttaient avec tant de courage contre les colonnes de Bernadotte, Soult

et Murat pénétraient, de leur côté, par la porte de Hanovre et chassaient tout devant eux. De minute en minute, le torrent grossissait. Accablé par le nombre, Blücher lâcha prise enfin et s'enfuit sur la rive gauche de la Trave, où s'était déjà retirée sa cavalerie. Son départ ne mit point un terme au sac de Lubeck. Exaltés par les scènes terribles du jour, nos soldats se ruèrent sur cette malheureuse cité et s'égarèrent dans tous les excès qui suivent une prise d'assaut. Il fallut les ténèbres de la nuit, les fatigues résultant d'une lutte acharnée de quinze heures, et la sévérité des chefs pour apaiser leur délire, et arrêter le pillage et les massacres. Blücher était perdu : nos troupes s'étaient emparées de Travemunde et l'avaient refoulé contre la frontière du Holstein. Le gouvernement danois lui ayant déclaré que s'il violait son territoire il le traiterait en ennemi, le général prussien n'avait plus qu'à mourir ou à se rendre. Il avait largement payé sa dette de courage et d'honneur. Le 7 novembre, il mis bas les armes et fut fait prisonnier avec tout son corps. Ainsi fut consommée la ruine des débris échappés aux désastres d'Iéna et d'Auerstedt. L'histoire des guerres modernes n'avait pas encore présenté le spectacle de tels prodiges exécutés avec autant de génie, de bonheur et de rapidité.

Cependant l'empereur n'avait accompli que la moitié de sa tâche. C'en était fait de cette belle armée prussienne si renommée dans toute l'Europe par sa discipline et les traditions du grand Frédéric.

Mais les Russes s'avançaient pour la venger. Il s'agissait de les vaincre à leur tour et de les punir d'avoir sitôt oublié la leçon d'Austerlitz. Aussi prudent que hardi, Napoléon, avant de porter la guerre dans les plaines de la Pologne, s'occupa d'assurer toutes ses lignes d'opérations.

La Hesse électorale, la Poméranie suédoise, la principauté de Fulde, les villes hanséatiques, le Mecklembourg et le duché de Brunswick étaient engagés, à des degrés différents, dans les errements de la Prusse. Nous ne pouvions les laisser inoccupés sans compromettre la sûreté de nos communications. Le huitième corps, commandé par le maréchal Mortier, et 15,000 hommes, sous les ordres du roi de Hollande, furent chargés de prendre possession de tous ces territoires.

Il ne nous importait pas moins de nous rendre maîtres des places de l'Elbe et de l'Oder. La catastrophe d'Iéna, bientôt suivie de la capitulation du prince de Hohenlohe à Prenslow et de celle de Blücher à Lubeck, frappa de stupeur la plupart des commandants de ces places. Stettin avait une garnison de 6,000 hommes, 150 bouches à feu, des fortifications en bon état et des subsistances pour un long siége. Mais, à la nouvelle que le prince de Hohenlohe avait mis bas les armes, le découragement s'empara du commandant, et, le 29 octobre, il capitula à la première sommation qui lui fut faite par le général Lassalle.

Custrin, construite sur une île de l'Oder, dans

une position presque imprenable, céda à la même panique : elle se rendit le 1er novembre au général Petit.

Magdebourg renfermait 25,000 hommes de garnison : c'était une armée tout entière. Les fortifications de la place étaient excellentes. Pourvue abondamment de blé, de farines et de munitions de guerre, elle pouvait soutenir un siége de plusieurs mois. Le maréchal Ney, qui l'avait investie, n'avait pas avec lui plus de 10,000 hommes, et il manquait de la grosse artillerie indispensable pour prendre une place de cette importance. Mais à peine eut-il tracé la ligne d'investissement que la population et la garnison furent saisies d'épouvante. Le vieux Kleist, qui commandait la place, au lieu de donner l'exemple du courage, fut le premier à parler de capitulation, et il déshonora son nom par sa lâcheté. Bientôt, dans les casernes comme dans le sein des familles, il n'y eut plus qu'un sentiment à peine dissimulé, celui de se soustraire aux horreurs d'un siége en rendant les armes. Ney était informé des ravages que la peur faisait dans les esprits. Afin de hâter la soumission de la place, il fit jeter quelques bombes et incendier quelques maisons. Alors la terreur fut à son comble. Le 10 novembre, après quinze jours seulement de blocus, le général Kleist demanda à capituler. Il se rendit à discrétion et fut fait prisonnier avec toute sa garnison. Nous trouvâmes dans la place 800 pièces de canon et des magasins immenses.

Le général Scholer, qui commandait à Hameln, Strachwitz à Neubourg, Uttenhosen à Plassembourg, frappés du même vertige, capitulèrent, Scholer le 20 novembre, les deux autres le 25. Jamais la victoire n'avait produit sur les vaincus une telle fascination. Partout où apparaissaient nos colonnes, toutes les âmes étaient glacées de terreur, tous les bras paralysés. La Prusse n'était pas seulement rompue dans son organisation matérielle; son ressort moral, l'esprit militaire, était brisé, et de cette monarchie, élevée si haut par Frédéric II, il ne restait plus que de vains souvenirs et des ruines. La prise de Stettin et de Custrin nous assurait les passages de l'Oder au nord et au centre; mais il ne nous importait pas moins de nous emparer des places de la Silésie, ne fût-ce que pour enlever à l'Autriche, mal disposée pour nous, une base éventuelle d'opérations. La possession de Glogau nous était surtout indispensable pour couvrir notre aile droite, comme Stettin et Custrin couvraient déjà l'aile gauche et le centre. Les troupes de la confédération du Rhin, au nombre de 25,000 hommes, devenues le neuvième corps, sous le commandement du prince Jérôme et du général Vandamme, furent chargées de réduire Glogau, Breslau, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Glatz.

Les places de la Silésie contrastèrent, par la vigueur de leur résistance, avec la lâcheté des autres. Les gouverneurs de Breslau, de Brieg, de Schweidnitz et de Glatz, comme ceux de Colberg et

de Dantzick, comprirent noblement leurs devoirs, et rachetèrent par leur fermeté la honte des commandants de Stettin, de Custrin, de Magdebourg et de Hameln.

Le refus de l'empereur de conclure un armistice avait désolé Frédéric-Guillaume, sans toutefois lasser sa résignation. L'appui de l'empereur Alexandre était inappréciable dans sa détresse ; mais son âme se soulevait de douleur à la vue de son pays transformé en un champ de bataille où la France et la Russie allaient se disputer le sceptre du continent. Il connaissait trop ses alliés pour ne pas les redouter presque autant que ses ennemis. D'ailleurs, si Napoléon triomphait des Russes comme il avait triomphé des Prussiens, qui pouvait prévoir où s'arrêteraient son ambition et sa vengeance? Quel sort réserverait-il à la maison de Brandebourg? L'esprit effrayé du roi admettait les éventualités les plus funestes : aussi, sans se laisser rebuter par les derniers refus de Napoléon, il avait résolu de tenter encore une fois de le fléchir. Le 18 octobre, il avait chargé le marquis de Lucchesini de se rendre auprès du vainqueur et de lui demander jusqu'où s'étendaient les sacrifices qu'il comptait lui imposer. Ce ministre avait rencontré l'empereur, le 21 octobre, à Wittemberg, et lui avait exprimé les vœux que formait son maître pour une prompte pacification.

Napoléon était dans la crise décisive de sa vie politique. Un grand et généreux parti s'offrait à lui. La Prusse avait tenu à son égard une conduite

odieuse. L'œuvre de la vengeance était maintenant accomplie : la monarchie prussienne était à ses pieds, vaincue, brisée, implorant sa pitié. Malgré la gravité de ses torts, il ne fallait pas l'assimiler à ces puissances qui, depuis la paix de Bâle, avaient trempé dans toutes les coalitions. Elle n'était devenue notre ennemie que par accident. L'événement d'Anspach y avait eu certainement la plus forte part. Elle méritait une leçon : elle l'avait reçue, leçon terrible dont elle garderait longtemps le souvenir. Après le châtiment le pardon. Sa conservation importait au maintien de l'équilibre européen : il fallait l'enchaîner à nos destinées par le triple lien de la force, de l'intérêt et de la reconnaissance. Il eût été beau de voir le vainqueur d'Iéna, calme et contenu dans sa force, triompher de ses ressentiments comme il avait triomphé de ses ennemis, tendre à Frédéric-Guillaume une main clémente et amie, le relever de sa chute, lui rendre tous ses États, reconstituer sa monarchie dans sa toute-puissance, lui assurer dès aujourd'hui l'équivalent du Hanovre, et, en retour de tant de magnanimité, ne lui demander que son alliance ; non une alliance froide, compassée, pleine de réticences, de regrets et d'ombrages, mais une alliance franche, complète, sans réserve, embrassant dans son large horizon toutes les éventualités, la guerre offensive aussi bien que la guerre défensive, la guerre maritime aussi bien que la guerre continentale. Ce procédé, grand jusqu'à l'héroïsme, eût touché profon-

dément le cœur loyal du roi et celui de la reine. Son effet immédiat eût été de forcer la Russie à faire la paix, d'inspirer à Vienne une terreur salutaire, et probablement de réduire l'Angleterre elle-même à déposer les armes.

L'empereur ne comprit pas ainsi sa position et ses devoirs. Il désespérait de s'attacher jamais Frédéric-Guillaume. Il s'était pris d'un invincible dégoût pour ce caractère mou et irrésolu, qui échappait par sa mobilité même à tous les efforts tentés pour le saisir et le fixer. Il s'exagérait ses défauts, le croyant incapable d'aucun sentiment fort et durable, pas plus de la reconnaissance que de la haine, et convaincu qu'il serait toujours maîtrisé par la reine, la noblesse et l'armée. C'étaient là aux yeux de l'empereur des ennemis irréconciliables qui ne sauraient supporter ni le poids de ses bienfaits, ni celui de l'alliance, ni l'affront d'Iéna. Telles furent les considérations qui étouffèrent dans son cœur la voix de la clémence. Toutefois, le 21 octobre, la situation militaire lui commandait encore de certains ménagements. L'armée royale était dissoute; mais ses fragments dispersés existaient encore. 50,000 hommes se ralliaient autour du prince de Hohenlohe et couraient vers l'Oder pour se réunir aux Russes. Aucune des grandes places de la monarchie n'avait encore donné le scandale de ces capitulations qui feront l'étonnement de la postérité, comme elles ont fait la honte des gouverneurs qui y ont attaché leurs noms. Cent mille Russes s'avançaient sur la

Vistule. Dans un tel état de choses, Napoléon pensa qu'il était sage de ne point pousser les choses aux dernières extrémités. Il consentit à négocier. Ce ne fut de sa part ni modération, ni pitié pour les vaincus, mais simplement prudence et calcul. Il était décidé à mesurer ses prétentions sur ses succès, et à demander à la victoire tout ce qu'elle pouvait donner : rien de plus, mais rien de moins.

Son grand maréchal du palais, Duroc, eut l'ordre de proposer de sa part au marquis de Lucchesini les conditions suivantes (21 octobre) : « La Prusse « renoncerait à toutes les provinces qu'elle avait « jusqu'alors possédées entre le Rhin et l'Elbe. Elle « payerait une contribution de cent millions de « francs. Elle prendrait l'engagement de ne se « mêler, sous aucun prétexte, des affaires d'Allema- « gne, et reconnaîtrait tous les changements qui s'y « étaient opérés ou qui pourraient s'y faire encore. » Ces conditions étaient dures sans être intolérables ; elles enlevaient à la monarchie des enclaves éloignées, destinées à faciliter un jour d'utiles échanges; mais elles n'en retranchaient que ce qui ne faisait pas absolument corps avec elle : toutes les masses adhérentes restaient entières. Magdebourg était conservé; les provinces polonaises échues à la Prusse dans les trois partages continuaient de lui appartenir. Bien que sensiblement affaiblie, elle n'était point atteinte dans ses sources vitales : elle pouvait exister.

Le marquis de Lucchesini n'osa prendre sur lui

de signer la paix sur les bases proposées; il partit pour se rendre auprès du roi et les lui faire connaître. Ce fut une grande faute. Le traité une fois signé, l'empereur se trouvait lié, et il lui eût été bien difficile de se dégager. La situation militaire de la Prusse, déjà si déplorable le 21 octobre, fut bientôt tout à fait désespérée, et les prétentions du vainqueur grandirent avec sa fortune.

Tandis que Napoléon marchait sur Berlin, Frédéric-Guillaume fuyait de son côté vers les extrémités orientales de son royaume. Ce n'est qu'à Custrin qu'il connut toute l'étendue de son malheur. Là il apprit, et l'investissement de Magdebourg, et l'impossibilité où s'était trouvé le prince de Hohenlohe de réorganiser l'armée, et sa fuite précipitée vers l'Oder, et enfin le danger imminent que courait l'armée royale. Le spectacle de tant de maux déchirait son cœur. Il attendait impatiemment le résultat de la mission dont il avait chargé le marquis de Lucchesini. Le retour tardif de ce ministre, arrêté à chaque pas et à dessein par nos chefs de corps, le désespérait. Dans sa douleur, il écrivit de sa propre main à l'empereur Napoléon la lettre suivante [1] :

« Monsieur mon frère,

« Personne n'a déploré plus que moi les circon-
« stances malheureuses qui ont amené entre nous
« un état de guerre incompatible avec les intérêts

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

« de nos deux nations. Vous êtes trop juste, mon-« sieur mon frère, pour m'accuser d'avoir inconsi-« dérément cherché à rompre des liens que mes « sentiments personnels pour vous me rendaient « doublement chers ! vous êtes trop grand pour « que le résultat d'une seule journée puisse vous « porter à m'apprécier moins. Mais puis-je vous le « dire, sire ? je suis peiné d'être encore sans aucun « avis de l'accueil fait aux ouvertures que j'ai au-« torisé mon ministre d'État, le marquis de Luc-« chesini, à vous faire, sire, pour rétablir la paix « entre nous. Si j'en étais instruit, le renvoi des « armées russes en serait la suite immédiate, et, « sorti d'une incertitude qui me pèse, je ne balan-« cerais pas à donner à Votre Majesté cette preuve « de mon empressement de remplir avec loyauté « des engagements qui seront, j'ose le croire, le « commencement d'une nouvelle et inaltérable in-« timité entre nous.

« Sur ce, etc.

« Custrin, le 25 octobre 1806. »

Le roi chargea le major général de Zastrow de porter cette lettre à l'empereur, et il l'associa au marquis de Lucchesini pour l'œuvre de la paix.

Les deux plénipotentiaires arrivèrent à Berlin le 27 octobre, munis de pleins pouvoirs qui les autorisaient à signer les conditions offertes le 21 octobre, et, sur leurs vives instances, les négociations furent reprises avec le grand maréchal. Mais ils purent

bientôt se convaincre que les dispositions de l'empereur étaient changées. Duroc leur ayant soumis, avec quelques modifications, les mêmes bases qu'à Wittemberg, ils déclarèrent, par une note du 30 octobre, les accepter, et ils s'empressèrent d'en informer le roi. Mais cette note demeura sans réponse. L'empereur venait de recevoir la nouvelle que le prince de Hohenlohe avait capitulé. Ce nouveau succès nous rendait maîtres de tout le pays compris entre le Rhin et l'Oder. De l'Oder à la Vistule, point d'obstacles capables d'arrêter la marche de nos colonnes, mais au contraire des populations amies, les Polonais du duché de Posen, qui nous appelaient de tous leurs vœux, qui n'attendaient que notre présence pour prendre les armes et se soulever. Dès lors, un champ illimité s'ouvrit à la pensée comme aux désirs de l'empereur. Sa puissante logique l'avertissait qu'une paix séparée avec la Prusse ne terminerait rien ; qu'en l'affaiblissant, tout en lui laissant les moyens de se venger, il ferait une faute, et qu'entre ces deux partis extrêmes, l'un de lui pardonner généreusement et de la rétablir dans sa force, l'autre de l'écraser, il n'y avait point que pût avouer une haute et saine raison. Ce qu'il eût préféré à tout, c'eût été de mettre à profit ses immenses succès pour fixer les rapports définitifs de son empire avec toutes les puissances maritimes et continentales, et de fonder sur des bases larges et permanentes la pacification générale. Il voulait avoir dans les mains la plus grande masse

de conquêtes, afin d'avoir le plus de gages de restitution et de pouvoir retirer des mains des Anglais les colonies de la France et celles de ses alliés. Il espérait que, touchée des malheurs de la Prusse, l'Angleterre se résignerait enfin à de grands sacrifices pour arracher cette monarchie à une complète destruction. S'il lui était impossible d'arriver à la paix générale, il était décidé à pousser jusqu'à ses dernières limites sa prodigieuse fortune, à tenter même, si on l'y forçait, le rétablissement de la Pologne.

Tandis qu'à Berlin MM. de Lucchesini et de Zastrow désespéraient de conclure la paix, le roi, dans la confiance où il était qu'ayant accepté les conditions proposées par le vainqueur lui-même, le traité était sur le point d'être signé, écrivit à Napoléon la lettre suivante, expression touchante de ses vœux ardents en faveur d'une sincère et durable réconciliation [1] :

« Monsieur mon frère,

« En demandant la paix à Votre Majesté Impé-
« riale, j'ai consulté ma raison, mais j'ai aussi con-
« sulté mon cœur. Malgré les horibles sacrifices
« que vous venez, sire, de m'imposer, je ne désire
« pas moins vivement que cette paix déjà assurée
« par mon acceptation de ses bases me mette bien-
« tôt dans le cas de rétablir avec Votre Majesté

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

« Impériale et Royale les relations d'amitié qu'un « instant de guerre a suspendues. Il m'est doux, « monsieur mon frère, de constater dès à présent, « par une preuve de confiance, mon sincère désir « de les cultiver, et je crois la donner à Votre Ma« jesté Impériale en n'attendant pas même la signa« ture du traité de paix pour arrêter la marche des « troupes russes.

« J'ai le plus vif désir que Votre Majesté soit ac« cueillie et traitée dans mon palais d'une manière « qui lui soit agréable, et c'est avec empressement « que j'ai pris à cet effet toutes les mesures que les « circonstances me permettaient. Puissé-je avoir « réussi! Mais qu'en retour, Votre Majesté Impé« riale me permette de recommander à sa magnani« mité ma capitale et les marches de Brandebourg. « Peu favorisées par la nature, elles sont en quelque « sorte l'œuvre de mon immortel aïeul. Veuillez, « sire, les considérer comme un monument qu'il « s'est élevé à lui-même; et tant de rapports qui « existent entre Votre Majesté et ce grand homme « seront, j'en suis sûr, pour elle de nouveaux mo« tifs de prescrire des ménagements généreux pour « son ouvrage. J'oserai encore lui demander qu'elle « veuille bien excepter des pertes cruelles qu'elle « m'impose le pays d'Halberstadt et les dépendances « du duché de Magdebourg. J'en regarderai la ré« solution comme une marque précieuse de ses sen« timents personnels pour moi, et, Votre Majesté « peut compter sur ma parole, sire, je me montre-

« rai jaloux de la payer du plus juste retour. Sur « ce, je prie Dieu, etc.

« 7 novembre, Graudentz. »

Cette lettre ne changea rien à la détermination prise par l'empereur, et il le fit savoir à MM. de Lucchesini et de Zastrow. Ces négociateurs, convaincus qu'ils ne poseraient le pied sur une base solide que s'ils parvenaient à suspendre les opérations militaires, demandèrent qu'il fût conclu un armistice. Cette fois, l'empereur y consentit; mais il y mit pour conditions « que les provinces prussiennes qui « se trouvaient sur la rive droite de la Vistule jus« qu'à l'ouverture du Bug seraient occupées par « les troupes françaises, et que Thorn, Graudentz, « Dantzick, Colberg, Glogau, Breslau, Hameln et « Neubourg (aucune de ces villes n'avait encore « capitulé), lui seraient remises comme places de « sûreté. Quant aux autres parties de la Prusse « orientale, elles ne seraient occupées par aucune « des armées belligérantes. Les négociations conti« nueraient à Charlottenbourg, et si l'on ne pou« vait réussir à conclure la paix, les hostilités se« raient reprises dix jours après qu'on se serait « réciproquement prévenu. » En soumettant ces conditions au marquis de Lucchesini et au général de Zastrow, le prince de Talleyrand et le grand maréchal avouèrent hautement les motifs qui empêchaient l'empereur de faire avec la Prusse une paix séparée. Ils déclarèrent que « la France, l'Es-

« pagne et la Hollande, ayant perdu une partie de « leurs possessions dans les deux Indes, il était « juste que les territoires conquis par nos armes « servissent de compensation pour nos colonies et « celles de nos alliés. »

L'empereur reproduisit la même pensée dans un message adressé au sénat, le 21 novembre. « Nous « avons pris, dit-il, pour principe invariable de « notre conduite de n'évacuer ni Berlin, ni Var- « sovie, ni les provinces que la force des armes a « fait tomber dans nos mains, avant que la paix « générale ne soit conclue, que les colonies fran- « çaises, espagnoles et hollandaises ne soient ren- « dues, que les fondements de la puissance otto- « mane ne soient affermis et l'indépendance absolue « de ce vaste empire, premier intérêt de notre peu- « ple, irrévocablement consacré. »

Poussés par l'espoir d'arrêter la marche de nos colonnes, MM. de Lucchesini et de Zastrow signèrent, le 16 novembre, à Charlottenbourg la convention d'armistice telle que l'avait proposée la France. Les conditions en étaient fort dures. Quoique sa situation fût affreuse, le roi se révolta contre de telles exigences. D'ailleurs, il n'était plus libre de les accepter : les Russes s'approchaient, déjà ils occupaient une partie des territoires que Napoléon prétendait occuper lui-même. Le roi n'aurait pu ratifier la convention du 16 novembre, sans en référer à l'empereur Alexandre, qui, devenu partie principale dans cette guerre, n'eût certai-

nement pas consenti à évacuer des positions dont il était maître. Frédéric-Guillaume refusa sa ratification et désavoua ses plénipotentiaires ; mais il admit comme une chance de pacification générale les déclarations énoncées, le 16 novembre, à Charlottenbourg par le grand maréchal et le prince de Talleyrand, et il s'empressa d'en donner communication à ses alliés.

Le refus du roi de ratifier l'armistice remplit d'une secrète joie le cœur de Napoléon. Libre dans le développement de ses larges projets, impatient de diriger lui-même le soulèvement de la Pologne prussienne, il quitta Berlin le 24 novembre, transporta son quartier général à Posen où il arriva le 28, et poussa son armée sur la Vistule.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.